les dossiers de l'IFEA

série : la Turquie aujourd'hui no: 22

L'émigration turque en France : 50 ans de travaux de recherche en France et en Turquie

**Bibliographie commentée, proposée à l'occasion
du 50^{ème} anniversaire de la signature
d'un accord bilatéral de main-d'œuvre entre
la France et la Turquie le 8 avril 1965**

par
Elif AKSAZ

INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
USR 3131 CNRS
Istanbul, 2015

L'émigration turque en France : 50 ans de travaux de recherche en France et en Turquie

Bibliographie commentée, proposée à l'occasion du 50e anniversaire de la signature d'un accord bilatéral de main-d'œuvre entre la France et la Turquie le 8 avril 1965

Elif Aksaz

DOI : 10.4000/books.ifeagd.1200
Éditeur : Institut français d'études anatoliennes
Lieu d'édition : Istanbul
Année d'édition : 2015
Date de mise en ligne : 24 mars 2015
Collection : La Turquie aujourd'hui
EAN électronique : 9782362450570

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Nombre de pages : 103

Référence électronique

AKSAZ, Elif. *L'émigration turque en France : 50 ans de travaux de recherche en France et en Turquie : Bibliographie commentée, proposée à l'occasion du 50e anniversaire de la signature d'un accord bilatéral de main-d'œuvre entre la France et la Turquie le 8 avril 1965*. Nouvelle édition [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2015 (généré le 21 septembre 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/1200>>. ISBN : 9782362450570. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.1200>.

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

© Institut français d'études anatoliennes, 2015
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

Ce dossier, tout en resituant les travaux de recherche dans le contexte disciplinaire des sciences sociales nationales, examine comment les travaux de recherche en sciences sociales sur l'émigration turque se sont développés en France et en Turquie, en relation avec l'évolution des interrogations publiques, différemment formulées selon les contextes migratoires. L'examen des questions développées par les sciences sociales à propos de l'émigration et de leur évolution en fonction des transformations des interrogations publiques formulées dans les sociétés d'immigration et d'émigration, permettra une prise de conscience de la dépendance des élaborations savantes vis-à-vis des représentations collectives. Il pourra fournir du même coup un point d'appui aux travaux recherches ultérieurs, pour prendre une distance vis-à-vis des interrogations publiques et pour s'émanciper des schèmes de pensée nationaux.

ELIF AKSAZ

IFEA Istanbul - AMiMo
elifaksaz@hotmail.com

SOMMAIRE

Avant-propos

Introduction

Première partie : La perspective française sur l'émigration turque

La perspective française sur l'émigration turque

1. L'émergence d'un problème public au cours des années 1970-1980

- a) Les trois étapes de l'émigration turque en France
- b) De l'étude des travailleurs à l'étude des familles turques
- c) Les recherches sur l'immigration turque en France dans le contexte des sciences sociales

2. La reconnaissance sociale d'un problème public de l'émigration turque à partir des années 1990 et ses conséquences sur les recherches

- a) Le FASILD et les spécialistes de l'immigration turque
- b) L'institutionnalisation de la question de l'immigration en France
- c) Les caractéristiques générales des populations turques en France, selon l'enquête MGIS
- d) La confirmation des analyses antérieures des spécialistes
- e) La mise en place d'un dispositif exceptionnel

3. L'ouverture d'un débat à partir du milieu des années 1990

- a) Les thèses récentes : continuité et rupture avec les recherches antérieures
- b) Une critique de l'enquête MGIS
- c) La question du maintien des normes de comportements rurales en France et la question des mariages des Turcs en France avec les conjoints en Turquie dans les thèses récentes

Conclusion de la première partie

Deuxième partie : Les sciences sociales turques et l'émigration

Les sciences sociales turques et l'émigration

1. De l'étude des "Gurbetçi" à l'étude des « Euro-Turcs » : une vue d'ensemble du développement des travaux de recherche sur l'émigration turque vers l'Europe

2. L'émergence et la reconnaissance sociale d'un problème public de l'émigration vers l'Europe au cours des années 1960

- a) Les deux étapes dans l'organisation de l'émigration turque vers l'Europe
- b) L'orientation des premiers travaux de recherche
- c) Les premiers travaux de recherche sur l'émigration vers l'Europe et la focalisation sur la « rapide urbanisation » de la société turque

3. L'ouverture d'un débat à partir des années 1970 et l'évolution de ce débat

- a) Les « coûts » et les « profits » économiques et sociaux de l'émigration
- b) Les « coûts » et les « profits » politiques de l'émigration

Conclusion de la deuxième partie

Conclusion

Bibliographie

Avant-propos

- 1 Ce dossier de l'IFEA a été élaboré à l'occasion du 50^e anniversaire de la signature d'un accord bilatéral de main-d'œuvre entre la France et la Turquie le 8 avril 1965. Le dossier examine le développement des travaux de recherche en sciences sociales réalisés en France et en Turquie sur l'émigration turque.
- 2 L'idée d'élaborer ce dossier m'a été suggérée par Jean-François Pérouse, qui assure la direction de l'IFEA depuis septembre 2012. Comme d'autres instituts français de recherche à l'étranger, l'IFEA joue un rôle d'intermédiaire entre les sciences sociales françaises et les sciences sociales du pays dans lequel il est implanté, la Turquie.
- 3 Un autre élément du contexte de l'élaboration de ce dossier se trouve dans le redéveloppement d'un axe de recherche, « Migrations et Mobilités », au sein de l'IFEA. S'inscrivant dans une tradition de recherche constituée à l'institut depuis la fin des années 1940 sur les phénomènes migratoires en relation avec la Turquie, (Xavier de Planhol, Stéphane Yerasimos, Altan Gökalp, Stéphane de Tapia, Jean-François Pérouse, Fadime Deli et Benoît Fliche), cet axe de recherche encourage les analyses qui adoptent une perspective large des phénomènes migratoires. Précisément il encourage l'analyse simultanée de l'immigration et de l'émigration, des migrations internationales et des migrations internes. C'est cette approche qui est proposée dans ce dossier.
- 4 L'axe de recherche « Migrations et Mobilités » de l'IFEA travaille en collaboration avec l'unité de recherche « Migrations » du Centre de recherches sociales de l'Université Galatasaray. L'ouvrage collectif : *Entegrasyonun Ötesinde (...)*¹, publié en 2008 en langue turque et coordonnée par deux enseignants en sociologie de cette université francophone, est une des premières tentatives qui a été initiée « ici », en Turquie, pour rendre compte de l'état des recherches et des débats publics constitués « là-bas », en France, à propos de l'émigration turque.
- 5 Le dossier reprend partiellement les analyses d'une thèse de sociologie soutenue en 2012 à l'Université de Paris 1². Dans l'élaboration de ce dossier, j'ai bénéficié des suggestions de Jean-Michel Chapoulie, qui a dirigé ma thèse, ainsi que des suggestions de Jean-François Pérouse, le rapporteur de ma thèse. J'ai bénéficié également des échanges avec Çağlar Keyder, historien à l'Université Boğaziçi et co-auteur d'une bibliographie commentée des travaux de recherche sur l'émigration turque vers

l'Europe³, ainsi qu'avec Didem Danış, sociologue à l'Université Galatasaray et coéditrice de l'ouvrage qui vient d'être mentionné.

NOTES

1. Didem Danış et Verda İrtiş (éds.) (2008): *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri*, İstanbul : Bilgi Üniversitesi Yayınları. .
2. Elif Aksaz (2012) : « Vivre en France et en Turquie », thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Jean-Michel Chapoulie, l'Université de Paris 1.
3. Çağlar Keyder et Ayhan Aksu-Koç (1988): *External Labor Migration from Turkey and Its Impact. An Evaluation of the Literature*, Ottawa: International Development Research Center (IDRC, CRDI, CIID Manuscript Report 185e.

Introduction

« Personne n'a originairement le droit de se
trouver à un endroit de la terre plutôt qu'à un
autre. »,

Emmanuel Kant¹.

- 1 L'immigration turque en France constitue un courant migratoire relativement récent. Il s'agit d'une émigration d'origine principalement rurale, de caractère familial, qui est restée dynamique depuis la suspension des politiques d'accueil d'immigrés. Bien que l'évaluation varie selon les sources, son poids démographique dans la société globale en France ainsi que dans les populations immigrées d'ensemble est relativement faible.
- 2 L'émigration turque vers la France ne constitue qu'une partie d'un vaste mouvement migratoire de la Turquie vers l'Europe. Plusieurs accords bilatéraux ont été signés entre la Turquie et les pays européens, outre la France et l'Allemagne Fédérale, à partir de 1961⁴. Les Turcs constituent en termes de nationalité la première population immigrée d'Europe, avec 3 063 388 individus pour l'année 2005 selon l'administration turque⁵. Un peu plus d'un demi-million réside en Allemagne, 359 034 en France, 358 846 aux Pays-Bas, 116 882 en Autriche et 150 000 en Grande Bretagne. Pour les autres pays européens, les évaluations sont inférieures à 100 000⁶.
- 3 Ce dossier, tout en resituant les travaux de recherche dans le contexte disciplinaire des sciences sociales nationales, examine comment les travaux de recherche en sciences sociales sur l'émigration turque se sont développés en France (première partie) et en Turquie (deuxième partie), en relation avec l'évolution des interrogations publiques, différemment formulées selon les contextes (migratoires).
- 4 L'examen des questions développées par les sciences sociales à propos de l'émigration et de leur évolution en fonction des transformations des interrogations publiques formulées dans les sociétés d'immigration et d'émigration, permettra une prise de conscience de la dépendance des élaborations savantes vis-à-vis des représentations collectives. Il pourra fournir du même coup un point d'appui aux travaux recherches ultérieurs, pour prendre une distance vis-à-vis des interrogations publiques qui ont si fortement influencé les recherches antérieures et pour s'émanciper des schèmes de pensée nationaux.

NOTES

4. Les dates des accords ainsi que la liste des pays signataires varient selon les sources. Par exemple, un accord a été signé avec l'Allemagne : en 1961 selon Ahmet İçduygu et İbrahim Sirkeci (1999), en septembre 1961 selon Catherine Gökalp (1973), le 31 octobre 1961 (reconduit le 30 septembre 1964) selon Nermin Abadan-Unat (2002). Avec l'Autriche : le 15 mai 1964 selon Abadan-Unat, en 1965 selon İçduygu et Sirkeci – cet accord n'est pas mentionné par Gökalp. Avec la Belgique : en 1964 selon İçduygu et Sirkeci, le 15 juillet 1964 selon Abadan-Unat, en juin 1965

selon Gökalp. Avec les Pays-Bas : en 1964 selon İçduygu et Sirkeci, le 19 Août 1964 selon Abadan-Unat – cet accord n’est pas mentionné par Gökalp. Avec la France : en 1965 selon İçduygu et Sirkeci, en octobre 1965 (révisé en 1969) selon Gökalp, le 8 avril 1965 selon Abadan-Unat. Avec la Suède : en 1967 selon Gökalp, en 1965 selon İçduygu et Sirkeci, le 10 mars 1967 selon Abadan-Unat. Avec la Suisse, en 1971 ; avec la Danemark, en 1973 et avec la Norvège en 1981, selon İçduygu et Sirkeci – ces accords ne sont pas mentionnés par Abadan-Unat et par Gökalp. Enfin, hors d’Europe, avec l’Australie en 1967 selon Gökalp – cet accord n’est pas mentionné par Abadan-Unat et par İçduygu et Sirkeci.

5. DİYİH, *Dış İlişkiler ve Yurtdışı İşçiler Hizmetleri Genel Müdürlüğü* : Direction générale des relations extérieures et des services aux travailleurs expatriés (littéralement : aux travailleurs/ouvriers à l’extérieur du pays), Rapport annuel pour les Services extérieurs du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale et du Ministère des Affaires Étrangères, année 2005, paru en 2006, Ankara ; cité par Stéphane de Tapia (2006).

6. Stéphane de Tapia, *ibid.*

NOTES DE FIN

1. Cité par Marcel Détienne (2003 :154) : *Comment être autochtone ? Du pur Athénien au Français raciné*, Paris : Seuil.

Première partie : La perspective française sur l'émigration turque

La perspective française sur l'émigration turque

- 1 Pour comprendre le développement des recherches sur l'immigration turque en France, il ne faut pas seulement avoir en vue les transformations démographiques des populations immigrées, il est aussi nécessaire de se référer à l'état des interrogations publiques qui ont influencé les travaux de recherche.
- 2 La première partie examine comment les recherches sur l'immigration turque en France se sont développées en relation avec l'évolution d'une interrogation publique sur l'intégration des populations turques à la société française. Cet examen montre dans quel sens le milieu des années 1990 marque à la fois un tournant dans l'étude des populations turques en France et une nouvelle étape dans l'évolution des interrogations publiques.

1. L'émergence d'un problème public au cours des années 1970-1980

a) Les trois étapes de l'émigration turque en France

- 1 Les travaux de recherche en sciences sociales distinguent schématiquement trois phases dans l'émigration turque en France, désignées parfois comme « les trois âges de l'émigration turque »⁸. La première correspond à l'arrivée d'une main-d'œuvre masculine dans les années 1960. Marqué par la signature d'accords bilatéraux entre la France et la Turquie en 1965, le mouvement d'immigration prend une extension rapide à partir de 1969⁹. Une seconde phase est marquée par l'arrivée en France dans les années 1970 des épouses des travailleurs immigrés, parfois avec des enfants (notamment à partir de 1973-1974, date de la suspension des politiques d'accueil de travailleurs immigrés et de la mise en place des regroupements familiaux). Une troisième phase, qui va jusqu'à la période actuelle, se caractérise par l'immigration dans le cadre des regroupements familiaux, des conjoints des jeunes nés ou grandis en France et arrivés à l'âge adulte vers la fin des années 1980. Les motifs d'arrivée se sont par ailleurs diversifiés après le coup d'État militaire en Turquie de 1980 avec des demandes d'asile politique¹⁰. Les demandeurs d'asile dont l'entrée est fortement restreinte depuis 1993 ne représentent plus un flux significatif. En revanche, il existe une immigration illégale dont l'ampleur est difficile à évaluer mais qui se révèle constamment dans les diverses opérations de régularisation. Finalement, les regroupements familiaux représentent les flux migratoires les plus importants¹¹.
- 2 Des transformations de la structure démographique de la population immigrée sont associées à ces différentes phases. La féminisation de la population a progressivement crû : en 1975, les femmes représentaient 25,7 % de la population (13 070 personnes) ; en 1982, 42,3 % (51 480 personnes) ; en 1990, 44,8 % (89 626 personnes)¹² ; en 1996, les femmes constituent 46 % de la population immigrée originaire de Turquie¹³. La tendance au rajeunissement de la population turque en France est liée aux mariages, conclus à un âge relativement jeune, aux naissances nombreuses, souvent une première

naissance dans l'année du mariage, et à un indice de fécondité relativement élevé (3,7), même si celui-ci décline (en 1985, il atteignait 5,05, proche des moyennes turques d'alors)¹⁴. Il s'agit ainsi aujourd'hui d'une population plutôt jeune – les personnes de moins de 25 ans représentant un peu plus de la moitié de la population actuelle, et les plus de 64 ans, environ 0,1 %¹⁵ – équilibrée en termes de sexe. Son poids démographique dans la société française et dans l'ensemble des populations immigrées en France est modeste, mais mal connue¹⁶. Selon une communication de Stéphane de Tapia datée de 1995, les « immigrés turcs ou Français d'origine turque » sont de 220 000 à 250 000 en France¹⁷ ; selon les statistiques d'Eurostat (avril 1998), 350 000 « migrants originaires de Turquie » résident en France et se positionnent par taille décroissante au septième rang, juste après les ressortissants de Tunisie¹⁸. Le recensement par l'INSEE, en 1999, évalue les Turcs à « un peu plus de 200 000 »¹⁹ ; en 2005, selon l'INSEE les populations originaires de Turquie sont 175 000 et représentent 4 % de la population immigrée, les populations immigrées représentant une part de 7,4 % de la population totale²⁰. Les sources du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale d'Ankara avancent 311 356 « ressortissants turcs résidant en France » en 1999²¹ ; en 2005, selon la même source, 400 000²².

b) De l'étude des travailleurs à l'étude des familles turques

- 3 Pour la période antérieure aux années 1970, les recherches sur les populations immigrées turques en France sont peu nombreuses. Un article de Catherine Gökalp en 1973, ne contient que deux références à des recherches sur l'immigration turque qui concernent toutes les deux les émigrés en Allemagne²³. Cet article compare les caractéristiques sociodémographiques des travailleurs immigrés turcs en France à celles de ceux d'Allemagne, en indiquant qu'il est encore trop tôt pour se faire une idée sur les perspectives d'avenir de cette migration dans la société française²⁴.
- 4 Les premières recherches (thèses et mémoires d'étude) en sociologie sur l'immigration turque en France semblent dater des débuts des années 1970²⁵. Produites par des étudiants turcs ou d'origine turque en général, ces recherches portent sur les conditions des travailleurs immigrés de sexe masculin et elles sont orientées selon la problématique de l'adaptation²⁶. Dans ces premières recherches, une question annexe est implicitement liée à la question de l'adaptation des travailleurs turcs à la société française : l'usage que les immigrés turcs font de l'argent gagné en France. D'importants transferts monétaires vers la Turquie sont en effet relevés²⁷ et leurs répercussions économiques pour la Turquie sont discutées (notamment pour le département de Yozgat, marqué par une forte émigration²⁸). Cette première phase, où les recherches sont focalisées sur les travailleurs turcs, se prolonge jusqu'au milieu des années 1980 avec des contributions d'Altan Gökalp qui fournissent un aperçu général sur les dimensions socio-démographique, économique, et statistique de l'immigration turque en France, ainsi que sur les facteurs favorables à l'émigration à partir des zones rurales en Turquie²⁹. Les travailleurs turcs sont également étudiés à partir du milieu des années 1980 par Gaye Petek-şalom³⁰, présidente de l'association *Elele, Migrations et Culture de Turquie*, créée en 1984 grâce à des financements du FAS³¹, une institution fondée en 1958 sous le nom : « Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leur famille »³².

- 5 La thèse de Riva Kastoryano, réalisée en 1983 sous la direction de Dominique Schnapper, semble la première recherche sociologique consacrée aux familles immigrées turques en France. L'ouvrage issu de cette thèse, *Être Turc en France. Réflexions sur familles et communauté* (1986), a longtemps constitué la principale référence sur le sujet³³. Cette recherche repose sur une enquête associant le recueil d'« histoires de vie », de questionnaires et d'entretiens, avec quelques observations, notamment sur le décor des maisons, des objets de l'intérieur, des vêtements, etc. Un questionnaire a été administré à 29 familles dans le bassin de Terrasson en Dordogne, mais aussi à 29 autres, installées à Paris et dans la région parisienne³⁴. Selon l'hypothèse de départ, présentée comme confirmée par l'enquête, les difficultés d'intégration sont plus importantes pour les familles qui sont d'origine rurale et arrivées en France directement des villages en Turquie – les familles installées à Terrasson – que pour celles qui sont installées à Paris et dans la région parisienne, également d'origine rurale, mais qui ont d'abord vécu dans les zones urbanisées en Turquie : ces dernières, affirme l'auteur, ont bénéficié d'« un apprentissage au mode de vie urbain »³⁵.
- 6 Dans les travaux postérieurs à cette recherche, le thème des « familles turques » se substitue à celui des « travailleurs turcs ». Mis à part des sujets marginaux, comme les associations turques auquel un mémoire de l'IEP est consacré par Hamit Bozarslan³⁶ – le sujet ayant fait par ailleurs l'objet d'une étude commandée par le FAS en 1987 et d'une thèse en sociologie en 1986³⁷ –, la plupart des recherches portent sur les perspectives d'intégration des familles turques à la société française. L'usage du terme, général et homogénéisant, « la communauté turque en France »³⁸, illustre la prise en considération des catégories autres que les travailleurs de sexe masculin. Les femmes font parfois l'objet d'études spécifiques³⁹, ainsi que les enfants⁴⁰.
- 7 Ainsi les recherches se sont d'abord surtout intéressées aux travailleurs turcs, puis aux femmes et aux enfants (ou à la famille des travailleurs). Comme nous verrons plus loin, les recherches s'intéresseront, à partir des années 1990, aux jeunes, et donc aux mariages des jeunes ; question qui jusque-là, affirme Stéphane de Tapia, « n'a jamais été étudié[e] réellement »⁴¹.

c) Les recherches sur l'immigration turque en France dans le contexte des sciences sociales

- 8 L'orientation des travaux de recherche n'est pas uniquement tributaire des phases de structuration des populations turques en France. Si l'attention est surtout focalisée sur les travailleurs entre 1970 et le début des années 1980, ce n'est pas parce que des enfants ou des femmes n'étaient pas présents en France, puisque les regroupements familiaux débutent avant la fermeture des frontières⁴². Il existe d'ailleurs pour cette période quelques recherches et travaux concernant les enfants et les femmes turcs, notamment à propos des problèmes/ou difficultés d'adaptation culturelle de ces derniers⁴³. La question des alliances conjugales a été également traitée avant les années 1990 par Altan Gökalp⁴⁴. Tous ces travaux ont fait l'objet de publications entre 1986 et 1989 dans des revues réputées⁴⁵. Il faut donc nuancer la remarque citée précédemment de Stéphane de Tapia selon laquelle la question n'a pas été étudiée avant le début ou le milieu des années quatre-vingt-dix.

- 9 L'histoire des recherches dépend en effet aussi du contexte disciplinaire des sciences sociales. Si évidente que leur existence puisse paraître, les catégories de population étudiées par les sociologues (les jeunes, les ouvriers, etc.) sont des catégories construites par abstraction, d'où le débat sur la définition qui doit être adoptée. Et il en va ainsi pour l'étude des populations immigrées en France, un pays qui n'est décrit que depuis une vingtaine d'années, comme un pays d'immigration sur une longue période.
- 10 L'étude de l'immigration a en effet longtemps constitué un sujet d'étude marginal dans les sciences sociales françaises. Comme l'a montré Gérard Noiriel, l'étude de l'immigration constitue un domaine à peu près ignoré par les historiens jusqu'en 1970⁴⁶, et elle est considérée par la sociologie française jusqu'en 1980 au moins comme une question d'intérêt sectoriel⁴⁷. En sociologie, la première recherche sur l'immigration est celle d'une chercheuse du CNRS, Andrée Michel (1956), sur les Algériens en France – un sujet rencontré par l'auteur à l'occasion d'une étude antérieure sur les habitants des hôtels meublés⁴⁸. L'ouvrage décrit les conditions de travail et d'habitat des travailleurs émigrés, ainsi que les causes de l'émigration et l'adaptation de ces travailleurs à leur situation (*ibid.* : 62, 89). Une interrogation centrée sur le travail et le même type de ressources documentaires se retrouve dans un ouvrage plus tardif – issu d'une thèse de troisième cycle (Bernard Granotier, 1970). On peut mentionner également l'ouvrage de Charlotte Roland, *Du ghetto à l'Occident, deux générations Yiddiches en France*, sur les juifs installés à Belleville (Paris, Éditions de Minuit, 1962). Celui-ci relève de l'histoire démographique à la manière de Louis Chevalier et il semble n'avoir eu qu'une audience réduite et peu durable. Dans les ouvrages issus de colloques réunissant dans les années soixante sociologues et économistes sur les évolutions de la société française, la question de l'immigration n'apparaît à peu près pas⁴⁹. Elle n'apparaît toujours pas, en 1980, dans un colloque sur la société française qui veut dresser un bilan des analyses d'un colloque antérieur⁵⁰.
- 11 On ne peut donc s'étonner que la première thèse de sociologie sur les travailleurs turcs en France soit entreprise seulement au début des années 1970 ; il en aurait été de même s'il s'était agi d'une émigration plus ancienne. On ne peut non plus s'étonner que la première thèse de sociologie sur les familles turques remonte aux débuts des années 1980. En effet, la question de l'intégration des familles d'immigrés ne s'est imposée en sociologie qu'après la suspension des politiques d'accueil de travailleurs immigrés et les procédures de regroupements familiaux au milieu des années 1970. C'est aussi à partir de cette période que des travaux de recherche ont été consacrés à l'immigration. Selon Alexis Spire⁵¹, la problématique alors associée à l'immigration portait sur l'évaluation de l'ensemble des coûts et des avantages pour la société d'accueil⁵². Il s'agissait d'étudier si ce volant de main-d'œuvre supplémentaire ne coûtait pas plus qu'il ne rapportait, ou encore si les effets négatifs (les « coûts ») n'excédaient pas les effets positifs (« les profits »)⁵³. L'image d'une immigration, dont l'installation n'est plus transitoire mais sans terme connu, commence ensuite à s'imposer. La stricte connotation économique de l'immigration est peu à peu supplantée par la thématique de l'intégration des immigrés. L'utilisation du terme d'« intégration » renvoie à l'idée d'une immigration qui s'installe, qui ne concerne plus seulement une main-d'œuvre, décrite de manière simpliste comme masculine, célibataire et ouvrière, mais aussi une population composée de familles, ayant des enfants nés en France et touchée par un relatif vieillissement. Parallèlement à ce discours institutionnel lié à la politique publique, la formulation du problème social évolue également⁵⁴.

- 12 Il s'agit bien d'un « discours institutionnel » et d'une « image » qui s'impose. D'abord, comme l'a montré Abdelmalek Sayad, le découpage « immigration de travail » et « immigration de peuplement » est arbitraire ; ainsi, par conséquent, que l'idée d'un passage de l'un à l'autre après la date de la fermeture des frontières⁵⁵. Et c'est aussi vrai pour l'émigration turque vers la France, comme nous l'avons montré. Enfin, la question de l'intégration des populations immigrées à la société française n'est pas une interrogation nouvelle pour les sociologues (comme nous l'avons signalé, les rares travaux de recherche en sociologie qui ont été réalisés avant les années 1970, s'interrogent sur l'adaptation des « travailleurs immigrés » à la société française⁵⁶) et elle est encore moins nouvelle pour les démographes. Avant les années 1970, les recherches sur l'immigration sont relativement nombreuses à l'INED, un institut rattaché au ministère de travail après 1946, et qui a hérité en partie de la fondation Carrel créée sous Vichy⁵⁷. En effet l'étude de l'immigration est un des principaux sujets de recherche à l'INED et la question de l'immigration est présente à l'INED dès la fondation de l'institut, en 1945. La question de la nécessité d'un apport de main-d'œuvre pour l'économie française inspire ces recherches. Et l'idée qu'il ne s'agit pas seulement d'une immigration temporaire de travailleurs, mais d'*« une véritable immigration, de personnes appelées à rester et à faire souche »*, et *« à faire des Français »*⁵⁸. Les recherches portent ainsi sur les « attitudes » de la population autochtone et des populations immigrées l'une par rapport à l'autre (par exemple, Alain Girard et Jean Stœtzl, 1953 et 1954) et sur la question de l'assimilation des immigrés à la population française (avec une hésitation significative dans la terminologie, qui porte sur « assimilation », « adaptation », « intégration », etc., avec parfois des qualificatifs comme « politique », « social »)⁵⁹. L'assimilation des populations immigrées à la population française est considérée comme un avenir inéluctable par les chercheurs de l'INED. Cependant une incertitude porte chez ces chercheurs sur « l'assimilabilité » ou la possibilité d'assimilation des populations venant du Maghreb au reste de la population. La désignation de ces populations est par ailleurs hésitante⁶⁰. Les incertitudes (ou les inquiétudes) formulées dans les travaux des démographes de l'INED sur le cas des travailleurs algériens entre 1945-1970, appartiennent à un contexte où l'émigration algérienne est déjà familiale : les premiers signes en sont apparus dès 1938, et l'émigration familiale s'accroît après 1952. Les immigrés algériens sont, comparés à ceux d'avant la guerre, *« plus intégrés »* à la société d'immigration et plus *« audacieux »*, selon les termes de Sayad, par rapport à la société d'arrivée, aussi bien que par rapport à la société d'origine⁶¹.
- 13 On voit que, par comparaison avec le cas algérien, l'interrogation qui porte sur les perspectives d'avenir des travailleurs immigrés turcs dans la société française a été assez rapidement formulée – Catherine Gökalp signale dès 1973, *« les problèmes que les populations turques sont susceptibles de poser à l'échelle européenne, malgré leur nombre singulièrement réduit par rapport aux autres ethnies »* (20 000 personnes environ se retrouvent alors en France, avec une présence depuis quelques années)⁶².
- 14 Il en va ainsi pour la question de l'intégration des familles turques (des enfants et des femmes). C'est dans le contexte d'un début d'intérêt des sciences sociales pour la question de l'intégration des « familles d'immigrés » que la première thèse de sociologie sur les familles turques en France a été entreprise par Riva Kastoryano. Le discours instituant l'idée d'un passage d'une immigration de main-d'œuvre à une immigration de familles à partir des années 1975-1980, établit une base légitime pour la

redéfinition d'un problème public antérieur en France, comme étant d'une « *nature plus urgente et imposante* », selon les termes de Sayad. Il s'agit maintenant de raisonner sur des relations à l'intérieur de la famille turque, « *procédant d'une autre morale, régies par d'autres principes et se conformant à d'autres valeurs* », comme une forte hiérarchisation entre les sexes, entre les âges, une endogamie parentale ou une polygamie « *si contraire à nos mœurs et usages* »⁶³.

- 15 La recherche de Kastoryano ainsi que les recherches et les travaux sur l'immigration turque qui lui sont antérieures et postérieures, sont conformes à la problématique générale autour de laquelle les recherches sur l'immigration en France sont orientées, comme l'ont aussi relevé Gérard Noiriel et Stéphane Beaud. À partir d'une base de données bibliographiques, Noiriel et Beaud remarquent que différents mots clefs (acculturation, adaptation, insertion, intégration) renvoient aux mêmes références. Ces concepts de base sont d'ailleurs rarement définis par les auteurs. Dans tous les cas, les travaux de recherche se donnent comme question « l'intégration » des immigrés dans la société d'accueil – l'usage du terme assimilation négativement connoté étant plus rare⁶⁴. Il en va aussi ainsi pour les recherches sur l'émigration turque.

NOTES

8. Stéphane de Tapia, 1995 a ; 1995 b ; et Ahmet İnsel *et al.*, 2003.
9. Catherine Gökalp, 1973.
10. Des membres d'organisation de gauche, turcs et surtout kurdes. Cf. Hamit Bozarslan, 1997.
11. Ahmet İnsel *et al.*, *ibid.*
12. Hamit Bozarslan, 1996.
13. Gaye Petek-şalom, 1996.
14. Gaye Petek-şalom et Hamit Bozarslan, 1993. Les auteurs ne fournissent pas de détail sur le mode de calcul de ces indices. *Idem* pour les indices plus récemment rapportés par Gaye Petek-şalom et Nicole Pope (2009 : 4) : « [...] les familles sont encore nombreuses, même si l'indice de fécondité des femmes a fortement baissé (2,2 au lieu de 3,5 dans les années soixante-dix) (en note : Recensement de l'INSEE 1999) ».
15. Verda İrtiş-Dabbagh, 2003 b.
16. Catherine Gökalp (1973) et Stéphane de Tapia (2002) relèvent la variation des évaluations selon la définition adoptée des catégories de population dans les sources statistiques, et selon que les résultats sont fournis par des sources des pays de départ et d'immigration, ou qu'ils proviennent des statistiques européennes.
17. Stéphane de Tapia, 1996 a (issu d'une communication à un colloque organisé en 1995).
18. Verda İrtiş-Dabbagh, *op. cit.*
19. Claire Autant-Dorier, 2002.
20. Didem Daniş et Füsün Üstel, 2008.
21. Ahmet İnsel *et al.*, *op. cit.*
22. Pınar Hüküm, 2008.
23. Un mémoire d'étude à l'IEP sur les « Problèmes des travailleurs turcs en Allemagne » (Altan Gökalp, 1966) et un article de Louis Marc Battesti (1967) (Battesti aura ensuite rédigé une thèse en

Lettres, cf. Battesti, 1972). Il existe des mémoires d'étude qui ne sont pas mentionnés par Catherine Gökalp, par exemple Didier Liger (1972).

24. Avant les années 1970, un numéro de la revue *Hommes et Migrations* (anciens *Cahiers nord-africains*) a été consacré à la « Connaissance des Turcs et de la Turquie ». Dans sa contribution, Robert Delerm brosse un tableau idyllique du travailleur turc, sobre, obéissant, discipliné et d'un type physique proche du Français moyen (R. Delerm, 1967 ; tableau repris par Bernard Granotier, 1970 ; et par Mehmet Şehmus Güzel, 1990 ; cités par Stéphane de Tapia, 1995 b).

25. Il faut donc nuancer le recensement d'Isabelle Rigoni (2000 a : 7), selon lequel : « avant 1983, aucune thèse sur ce sujet n'avait été réalisée en sciences sociales. ».

26. Voir Stéphane de Tapia (2007 b) pour les références complètes de ces recherches en économie (Tahsin Özer, 1976 ; Sinan Sönmez, 1978 ; Taja Süslü, 1978 ; et Yıldız Sertel, 1985) et en sociologie (Ayfur Barışık, 1970, Strasbourg 3 : « L'émigration des ouvriers turcs vers les pays du Marché commun » ; Önal Sayın, 1975, Lille 1 : « Les ouvriers turcs en Europe (France, Allemagne, Hollande, Belgique) » ; Orhan Çiftçi, 1981, Caen : « Les travailleurs turcs en France » ; Servet Ertul, 1978, Nantes : « Problèmes d'intégration et d'acculturation des immigrés turcs en Loire-Atlantique » ; 1983, Nantes : « La classe ouvrière en Turquie : autochtone et émigrée » ; et Orhan Zengin, 1983, Paris 8 : « La vie quotidienne des travailleurs immigrés turcs en France »). Un mémoire d'étude en géographie peut être ajouté à ces recherches : Stéphane de Tapia, 1980. Dans les années 1970, la question de l'adaptation des travailleurs turcs est également présente dans des publications à vocations religieuses, par exemple André Coquart et Françoise Coquart (1977).

27. Altan Gökalp, 1981.

28. Voir la thèse de Stéphane de Tapia (1984) et les publications issues de cette recherche (1986 a ; 1986 b ; 1996 b).

29. Altan Gökalp, 1984 ; 1986 a ; 1986 b.

30. Gaye Petek-şalom, 1987 a ; 1990 a.

31. D'après l'interview de Pinar Hüküm, 2008. Cette interview fournit quelques éléments sur les parcours migratoires et les profils sociaux de Pinar Hüküm et de Gaye Petek-şalom, cofondatrices de l'association *Elele* (originaires de Turquie, scolarisées dans des collèges privés, socialisées dans le milieu des militants de gauche émigrés de Turquie en France). C'est au cours des années 1970 qu'elles auraient eu leurs premiers contacts avec les populations émigrées turques, en tant qu'interprète traductrice pour des démarches administratives au sein du Service Sociale d'Aide aux Émigrants (SSAE a été créé en 1926, sur la base d'initiatives privées, pour accompagner les mouvements des réfugiés essentiellement européens, cf. le site Web de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration).

32. Le FAS est d'abord devenu le FASTIF (Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille), puis le FASILD en 2001 (Le Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations), qui a été remplacé en 2006 par l'ACSE (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances).

33. Benoît Sourou et Françoise Rollan (2006 : 11).

34. L'enquête de Terrasson s'intègre dans une thèse de doctorat d'État en sociologie (Maryse Tripier, 1987), dont les résultats ont été publiés en 1990. Cette enquête a également donné lieu à un mémoire d'étude sous la direction de Tripier (Jean-Pierre Boyer, 1983).

35. Riva Kastoryano, 1986 : 41.

36. Hamit Bozarslan, 1988. Bozarslan réalisera une thèse de doctorat en histoire (Bozarslan, 1992).

37. Maurizio Catani et Salvatore Pallida, 1987 ; et Kamuran Bekir Harputlu, 1986.

38. Gaye Petek-şalom, 1984 ; et Stéphane de Tapia, 1988 ; 1990.

39. Gaye Petek-şalom, 1987 b ; 1990 b ; 1991 a.

40. Altan Gökalp, 1986 c ; 1993. Signalons aussi une thèse de troisième cycle en sciences de l'éducation sur « les Problèmes de scolarisation des enfants de travailleurs immigrés turcs » (Şermin Yurdusev, 1984).
41. Stéphane de Tapia, 1995 a : 16.
42. De faibles flux d'entrée féminine sont comptabilisés à partir de 1967 par l'ONI (Office national de l'immigration). À la fin de 1971, un travailleur turc sur vingt se serait fait rejoindre par sa famille (Catherine Gökalp, 1973).
43. Altan Gökalp, *et al.*, 1977 ; Marie-José Delyfer, 1975 ; Martine Charlot, 1979 ; et Asuman Uluşan, 1981.
44. Suite à un mémoire d'étude à l'IEP sur les immigrés turcs en Allemagne, qui a été mentionné plus haut (Altan Gökalp, 1966), l'auteur a réalisé une thèse de doctorat en ethnologie sur le système de parenté d'un village en Turquie (1977), parue en 1980 sous le titre de *Têtes rouges et Bouches noires. Une confrérie tribale de l'Ouest anatolien*.
45. Altan Gökalp, 1986 b ; 1989 a ; 1989 b. Voir également Altan Gökalp, 1994 ; 1996.
46. Gérard Noiriel, 1988. Cité par Jean-Michel Chapoulie, 2008 (issu d'une communication au « Colloque Voyages transatlantiques » organisé en juin 2007 à l'Université de Nancy. Cf. Chapoulie, 2007).
47. Jean-Michel Chapoulie, 2008.
48. Avant cet ouvrage, la bibliographie sur le sujet se limite à deux thèses de géographie et de droit soutenues avant 1940 : Georges Mauco, 1932 ; Ray Joanny, 1938. Cités par Jean-Michel Chapoulie, *ibid.*
49. Darras, 1966 ; Jean-Daniel Reynaud (dir.), 1966. Cités par Chapoulie, *ibid.*
50. Henri Mendras (dir.) (1980). Cité par Chapoulie, *ibid.*
51. Alexis Spire, 1999.
52. Spire cite ici Abdelmalek Sayad (1986 : 81).
53. « Pour évaluer un tel arbitrage, l'expertise économique a pendant longtemps constitué une référence : en posant la question de la substituabilité entre main-d'œuvre française et main-d'œuvre étrangère, certains rapports ont été commandités dans l'idée de servir de caution scientifique à la politique d'incitation au retour, qui a été mise en œuvre en 1975 et systématisée deux ans plus tard » (Alexis Spire, 1999 : 51).
54. Alexis Spire, *ibid.* : 51, 52.
55. Abdelmalek Sayad, 1985 ; 1986 (textes réunis dans le chapitre trois de *La Double Absence. Des illusions de l'immigré aux souffrances de l'immigré*, 1999. Un ouvrage préfacé par Pierre Bourdieu, réunissant une partie des travaux de Sayad après sa disparition en 1998).
56. Pour une critique de Sayad sur les considérations auxquelles ces travaux ont donné lieu, que Sayad qualifie comme tautologiques, voir Sayad, 1977 (texte présenté dans Sayad, 1999 ; voir notamment p. 57, la note 2 de bas de page) et Sayad, 1984 (texte présenté dans Sayad, 1999 ; voir notamment p. 56, la note 1 de bas de page).
57. Ces recherches ont pour prédécesseur la thèse de géographie de Georges Mauco (1932), spécialiste des étrangers en France, dont l'INED publia les contributions (cf. Jean-Michel Chapoulie, 2008). Sur la carrière de Mauco, voir Paul-André Rosental (2003), notamment p. 102-112 ; cité par Chapoulie, 2007.
58. Pour reprendre les termes du directeur de l'INED, Alfred Sauvy, dans un article à la première livraison de la revue de l'INED, *Population* (1946 : 97) et de Louis Chevalier, dans un texte daté de 1944, qui sert d'introduction au deuxième cahier de l'INED (1947 : 11-14). Cités par Chapoulie, 2008.
59. Pour les références de ces recherches, voir Chapoulie, *ibid.*
60. Les chercheurs utilisent « parfois des termes géographiques – “Nord-africains” et “Algériens”, puisque les Algériens sont alors citoyens français et non soumis aux lois sur l'émigration si bien d'ailleurs que leurs déplacements d'un bord à l'autre de la Méditerranée ne sont pas bien connus – ; parfois des

termes ethniques – Arabes, Berbères, Chleuh, dans un article qui estime leurs mérites différentiels en tant que travailleurs ; parfois encore une qualification religieuse (musulmans) », Chapoulie, *ibid.* : 236.

61. Abdelmalek Sayad (1999 : 80 ; issu d'un article de Sayad daté de 1977). Les temporalités de l'immigration algérienne sont mal connues. Les contributions de Sayad permettent de distinguer « trois âges de l'émigration algérienne » : le premier âge de l'émigration algérienne aurait débuté dans la première décennie des années 1900 et perduré jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale approximativement. Il s'agit d'une émigration saisonnière de paysans, qui s'inscrit dans un processus collectif de survie d'une société paysanne : doté par son groupe d'une mission, vivant parmi ses proches et ses compagnons en France, et objet d'une « réintégration quasi rituelle » quand il est de retour dans son village. À ce « paysan empaysanné » qui « s'efforce de demeurer paysan contre tout et contre tous », s'oppose l'émigré « dépayanné », qui arrive dans le second âge de l'émigration (depuis 1945 jusqu'à l'indépendance de l'Algérie) : parfois d'origine urbaine, considérant son émigration comme une « aventure » individuelle, étant en rupture avec la communauté paysanne, et dont la fréquence des retours augmente (congé annuel, vacances), alors que la durée de séjour s'allonge jusqu'à ce que celui-ci devienne quasi-permanent. Ce second âge d'émigration s'inscrit dans un processus de dépayannisation déjà entamé (cf. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, 1996 [1^{ère} éd. 1964]), qui gagne l'ensemble des campagnes. Une fraction de la population urbaine est aussi concernée : « un ample exode des populations rurales (surtout en provenance des régions anciennement acquises à l'émigration en France) a transféré vers les villes, en Algérie même ; les émigrés potentiels vers la France » (Sayad, 1999 : 72 ; issu d'un article de Sayad daté de 1977). Ce modèle est évidemment à comparer avec les évolutions de l'émigration à partir de la Turquie.

62. Catherine Gökalp, 1973 : 341.

63. Abdelmalek Sayad, 1999 : 113.

64. Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, 1991.

2. La reconnaissance sociale d'un problème public de l'émigration turque à partir des années 1990 et ses conséquences sur les recherches

a) Le FASILD et les spécialistes de l'immigration turque

- 1 Les « difficultés d'intégration » qui ont été signalées pour les populations turques en France au cours des années 1970 et 1980, ont obtenu une reconnaissance publique à partir du début des années 1990. Un intérêt relativement important a été accordé par le Fonds d'Action Sociale (FAS, FASILD) au courant migratoire turc, pour lequel les partisans de l'intégration se disent être « *prêts à dépenser sans compter* »⁶⁵.
- 2 Cette institution semble être le principal commanditaire de rapports et d'études (dont les résultats résumés sont parfois publiés dans des revues en partenariat avec l'institution) auprès des universitaires qui sont considérés comme spécialistes de l'immigration turque. Ces spécialistes sont sollicités pour formuler leurs diagnostics et faire des suggestions sur les perspectives d'intégration de « la communauté turque » en Alsace (où les Turcs sont proportionnellement plus nombreux qu'ailleurs en France)⁶⁶ et en France en général⁶⁷, ou encore à propos des femmes immigrées turques⁶⁸. Une nouvelle catégorie fait l'objet de recherches : les jeunes, suivant la problématique de l'intégration et de l'identité culturelle⁶⁹.
- 3 Au cours de cette période d'acquisition d'une reconnaissance publique d'un « problème » de l'immigration turque en France, une attention est accordée à l'hétérogénéité des populations turques, dites désormais « de Turquie », et jusqu'ici décrites comme une entité homogène, « la communauté turque ». Les critères retenus sont principalement religieux-confessionnels et ethnico-linguistiques : ils conduisent à distinguer notamment « les Turcs » et « les Kurdes », « les Sunnites » et « les Alévites », orthodoxes et hétérodoxes musulmans⁷⁰. Il faut ici signaler que ces critères se

chevauchent et ne sont pas suffisants pour rendre compte de l'hétérogénéité ethnique, religieuse et linguistique des populations émigrées de Turquie en France⁷¹. Ces critères sont discutés comme des variables susceptibles d'influencer l'intégration en France⁷².

- 4 Une comparaison France - Allemagne, déjà présente dans quelques recherches lorsque le caractère récent de l'immigration turque en France ne fournissait pas de matériaux suffisants pour évaluer les perspectives d'avenir des travailleurs turcs en France, est parfois développée. Ce type de recherches semble être en partie lié à la demande d'adhésion à l'Union Européenne, formulée officiellement par la Turquie en 1987.
- 5 Les actes d'un colloque international tenu en 1991 à Strasbourg avec le concours du FAS, sont publiés sous la direction d'Alain Jund (délégué régional du FAS), Paul Dumont et Stéphane de Tapia (*Enjeux de l'immigration turque en Europe : Les Turcs en France et en Allemagne*, 1995). Les auteurs expliquent en avant-propos le contexte de cette publication : la crainte de l'opinion publique française de voir « déferler » les Turcs de l'Allemagne vers la France après la chute du mur de Berlin et leur conviction partagée que l'avenir des Turcs dans les deux pays est irrémédiablement ancré dans les perspectives de l'espace européen.
- 6 L'année du colloque, Paul Dumont et François Georgeon publient un ouvrage collectif sur la question de l'adhésion de la Turquie (*La Turquie au seuil de l'Europe*). La revue *Cemoti (Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien)*, publiés avec le soutien du FAS) y consacre deux numéros en 1989 et 1990⁷³, suivis d'un autre numéro sur l'intégration des Turcs en France et en Allemagne⁷⁴ – par ailleurs le thème d'un colloque organisé avec le soutien du FAS⁷⁵.
- 7 En 1995, un recueil met en parallèle les problèmes similaires en termes d'intégration, signalés à propos des populations turques dans différents pays européens (*Turcs d'Europe... et d'ailleurs*, sous la direction de Stéphane de Tapia). Une recherche commandée par le Ministère du travail à un non-spécialiste de l'immigration turque sort également du cadre de la France⁷⁶. Elle repose sur l'analyse des discours recueillis en Turquie par des étudiants turcs auprès de 90 hommes émigrés turcs retournés définitivement en Turquie de France. Selon les termes de l'auteur, cette recherche interroge les immigrés sur leur vécu en France et propose leur réponse à la question de « comment ne pas être Français ? »⁷⁷.

b) L'institutionnalisation de la question de l'immigration en France

- 8 La reconnaissance publique des problèmes signalés de l'immigration turque en France à partir des années 1990, peut être mise en relation avec le processus d'institutionnalisation de la question de l'immigration en France à partir des années 1990.
- 9 Comme l'a montré Spire⁷⁸, une politique d'intégration en direction des immigrés est mise en place en France en 1989, avec « tout un dispositif institutionnel » : création d'un Comité interministériel à l'intégration et d'un Secrétariat général à l'intégration, du Haut Conseil à l'Intégration (HCI), composé de neuf membres nommés pour trois ans et qui a pour mission de faire des propositions sur l'ensemble des questions relatives à l'intégration des résidents étrangers ou d'origine étrangère⁷⁹. Ce processus s'est poursuivi avec la création en 1991 d'un Ministère des affaires sociales et de

l'intégration (et plus récemment, en 2007, d'un Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale, et du développement solidaire).

- 10 Selon Spire, les universitaires jouent aussi un rôle dans ce processus. Ceux qui ont acquis une relative légitimité dans leur discipline, qu'ils ont su convertir en compétence reconnue soit par le biais médiatique, soit par une certaine familiarité avec l'administration publique, sont sollicités par les pouvoirs publics qui ont pendant longtemps internalisé l'expertise en ayant recours à des rapports de hauts fonctionnaires. La sollicitation simultanée des universitaires et des hauts fonctionnaires – « *les premiers se portent garants de la validité scientifique tandis que les seconds sont perçus comme une caution politique* » – se traduit aussi par un dialogue et un rapprochement entre les institutions comme le HCI, et l'INED. Dans le courant de l'année 1990, une cellule d'études statistiques sur les populations étrangères est mise en place au sein de l'INSEE et un groupe statistique est créé auprès du HCI, qui va proposer une réflexion destinée à construire une série d'indicateurs d'intégration. Les travaux de la démographe Michèle Tribalat de l'INED, antérieurs à la constitution du HCI, sont utilisés comme référence théorique. Dans ces travaux, afin de mesurer « *l'apport démographique résultant d'un siècle d'immigration en France* », M. Tribalat préconise l'utilisation de la catégorie d'« immigré » définie par le lieu de naissance et non pas par le caractère juridique de nationalité⁸⁰. Dans un rapport remis au Premier Ministre et publié en février 1990, le HCI donne une définition de l'immigré : « *Est immigrée toute personne née étrangère à l'étranger qui vit en France, qu'elle ait ou non acquis la nationalité française* », et définit l'orientation d'une enquête socio-démographique qui vise à mesurer l'efficacité du modèle français d'intégration : l'enquête en 1992 « *Mobilité géographique et insertion sociale (MGIS)* ». Financée par de nombreux organismes dont l'INED, l'INSEE, le HCI, l'OMI et le FAS, l'enquête MGIS est la première enquête statistique d'envergure consacrée à l'immigration depuis les travaux de Girard et de Stœtzl publiés dans les années 1950. Deux ouvrages en sont issus (Tribalat, 1995 et 1996).
- 11 Spire suggère que l'ambiguïté qui existait déjà dans le langage courant entre l'étranger et l'immigré (tout immigré est étranger, tout étranger n'est pas nécessairement un immigré), est ainsi transporté dans un champ statistique. Et que par-là, « *la publication des résultats est l'occasion de montrer, chiffres à l'appui, que la politique d'intégration a porté ses fruits* ». Effectivement, dans un article de quotidien paru un peu plus tôt, les résultats de l'enquête MGIS sont annoncés comme un « heureux événement public » (cf. « *Les enfants d'immigrés se fondent dans la nation française* », Dominique Bari, *L'Humanité*, 23 mars 1995)⁸¹. L'usage du terme immigré, cité entre guillemets pour désigner les enfants grandis en France, est hésitant (et il en va de même pour le terme de l'assimilation). Cependant l'article s'achève par la remarque suivante :
« Les chercheurs ont mis au jour l'« exception turque », avec « les signes d'un repli identitaire nets et répétés », tant en ce qui concerne la langue que l'habitat. Les mariages mixtes « sont inexistantes dans la jeune génération (turque) élevée en France » et, plus grave, [souligné par moi] « la fermeture de la France aux migrations de travailleurs a facilité l'instauration d'un véritable marché matrimonial avec la Turquie ». », D. Bari, *ibid*.

c) Les caractéristiques générales des populations turques en France, selon l'enquête MGIS

- 12 L'enquête MGIS propose une vue d'ensemble des caractéristiques socio-démographiques et économiques des populations immigrées turques en France. Les immigrés turcs sont en forte proportion d'origine rurale (70 %), majoritairement originaires d'Anatolie Centrale (51 %). Deux catégories d'immigrés turcs sont distinguées : les primo-arrivants et les secondes générations, les enfants nés en Turquie des primo-arrivants. Les premiers se caractérisent par une faible scolarisation, spécialement pour les femmes : 8 % des hommes et 30 % des femmes venus en France à l'âge adulte n'ont pas été scolarisés. Ces migrants constituent une main-d'œuvre peu qualifiée et masculine avec un faible taux d'activité économique féminine : ils restent dans leur grande majorité des ouvriers peu ou pas qualifiés, exerçant dans des secteurs d'activités comme le bâtiment et les travaux publics, l'industrie automobile, le plastique, les fonderies, le caoutchouc, l'industrie des biens de consommation (notamment le secteur de l'habillement) et le bûcheronnage.
- 13 La génération de leurs enfants n'est pas très différente. Les taux d'échec scolaire sont élevés et les taux d'accès aux études supérieures très faibles. Les taux de chômage des jeunes Turcs issus de l'enquête est de 23 % pour les hommes de 20 à 29 ans, 44 % chez les jeunes femmes du même âge. Hormis la création de petites entreprises, avec 10 % d'indépendants, l'accès aux emplois tertiaires est plus faible que pour les populations issues d'autres courants migratoires. « L'entrepreneuriat » très développé noté chez les Turcs (proportion d'indépendants et employeurs plus élevée), explique d'après l'enquête la faible mobilité socioprofessionnelle que vivent les jeunes générations recrutées dans les secteurs d'activité similaires à ceux de leurs parents.
- 14 L'examen d'indicateurs d'intégration définis à partir des consommations alimentaires et culturelles, des pratiques linguistiques, religieuses et du mariage, suggère qu'il s'agit d'une population dont les comportements s'écartent de ceux des autres émigrés. Leur maîtrise de la langue française est faible et son usage exceptionnel dans la communication à l'intérieur des familles : même les migrants venus comme enfants n'utilisent le français qu'en alternance avec leur langue maternelle pour parler avec leurs propres enfants. La pratique religieuse est intense : 67 % des hommes et 73 % des femmes venus de Turquie pratiquent régulièrement ou occasionnellement leur religion. La consommation de produits ethniques respectant l'interdit religieux et de produits culturels venus du pays d'origine est la règle, comme l'usage des antennes paraboliques, le visionnement des chaînes télévisées et l'écoute de radios turques. Leur vie sociale est intense, mais très communautaire : le lieu de prédilection de la sociabilité est la cité HLM comprenant une forte densité de populations de même origine. Dans ce type d'habitat, indique l'enquête, les Turcs voient trois fois plus souvent leurs voisins que la moyenne nationale et les relations de voisinage concernent surtout des gens de même origine.
- 15 Ces constats nourrissent le sentiment d'inquiétude de Tribalat vis-à-vis des perspectives d'avenir de ces populations. L'enquête conclut que les Turcs constituent la communauté la plus repliée et la moins « assimilée » et « assimilable ». Les pratiques conjugales sont considérées comme un indice particulièrement révélateur. Les mariages mixtes sont rares – 8 % des hommes et 2 % des femmes sont mariés à un conjoint d'une autre nationalité. Les mariages se pratiquent en règle générale avec des

Turcs en Turquie : « *Le mariage préférentiel et arrangé avec un(e) cousin(e) ou quelqu'un originaire du village des parents est encore la règle dans cette communauté plus que dans aucune autre : une Turque sur trois est mariée avec un cousin* »⁸². La précision apportée pour le mariage avec les « cousins » est curieuse. Elle sert sans doute ici de justification au caractère inquiétant de ces pratiques dès lors qu'elles concernent les jeunes femmes en France, « *souvent mariées à un Turc en Turquie contre le versement d'une dot conséquente* »⁸³.

- 16 L'enquête suggère que la société française, où l'assimilation des populations immigrées est un processus banal, fait face à une « exception » caractérisée par « *un repli identitaire volontaire* ». Il convient ici de citer la conclusion de l'enquête, qui a été fréquemment reprise dans les recherches postérieures : « *L'âpreté avec laquelle les familles turques sont prêtes à défendre leurs prérogatives ne manquera pas de poser un problème important à la société française* »⁸⁴.

d) La confirmation des analyses antérieures des spécialistes

- 17 L'existence de grandes difficultés d'intégration pour les populations turques en France (à Paris et région parisienne, comme à Terrasson) avait été déjà avancée par Riva Kastoryano dans *Être Turc en France*⁸⁵.
- 18 Selon Kastoryano, les familles turques entretiennent des rapports purement instrumentalistes avec le pays d'accueil et ne se soucient pas d'intégration⁸⁶. Elles ne retiennent de la société française que les avantages matériels que celle-ci offre, et non 'ses valeurs'. Et elles se proposent d'en tirer un bénéfice en Turquie. Le « *sens de l'immigration* » est ainsi objectivé : « *l'enrichissement du paysan va accroître son prestige dans le village* »⁸⁷. Un projet de retour est fréquemment évoqué dans le discours des immigrés. Les éléments montrent que les liens avec le pays d'origine perdurent⁸⁸. Tandis que l'intégration est définie comme un avenir inévitable, le projet de retour est décrit comme un frein, au mieux un prétexte, entravant ce processus. D'autres facteurs favoriseraient l'attachement fort des immigrés à leur culture d'origine, comme les antennes paraboliques qui maintiennent un lien avec leur culture d'origine, l'accès à une mosquée qui leur est propre avec la présence d'un imam ainsi que celle d'instituteurs turcs nommés et rémunérés par le gouvernement turc. Le sentiment national est ainsi renforcé.
- 19 La recherche conclut aussi à un « *repli sur soi* » chez les familles turques⁸⁹ : « *un repli volontaire du milieu sur lui-même, qui réduit au maximum les interactions avec la société globale, ainsi qu'avec les autres groupes minoritaires* »⁹⁰. Les familles turques se réfugient dans un « *traditionalisme de défense* »⁹¹ renforçant leur sentiment d'appartenance nationale et religieuse. Celui-ci entraîne un « *traditionalisme exacerbé* »⁹², qui consiste à résister à « *toute idée d'absorption* »⁹³, et qui s'accompagne d'un discours sur la « *supériorité de leur propre culture* »⁹⁴ pour éviter les risques d'une « *perte d'identité* »⁹⁵.
- 20 Dans un article postérieur, intitulé « «Être Turc en France» revisité », Kastoryano revient sur sa recherche, et affirme que l'enquête Tribalat confirme les conclusions qu'elle avait auparavant dégagées⁹⁶.
- 21 La question des mariages était absente dans la recherche de Kastoryano, mais elle n'est pas ignorée des universitaires avant la réalisation de l'enquête MGIS. Les pratiques conjugales des populations turques en France avaient été analysées par l'anthropologue

Altan Gökalp, seul spécialiste de l'immigration turque en France à s'être penché sur la question des alliances. Gökalp, comme Kastoryano, évoque l'idée d'« *un retour des traditions* ». Une affirmation se trouve dans trois textes de l'auteur : « *l'importance acquise par le mariage "arabe"*⁹⁷ *chez les Turcs en émigration* » (ou « *une importance nouvelle que le mariage "arabe" acquiert en émigration* ») et le « *retour des traditions* »⁹⁸. Ce constat occupe une place centrale dans les recherches de l'auteur, et n'est jamais appuyé par des données statistiques ou autres.

- 22 Gökalp affirme que ces mariages ont des raisons d'être économiques manifestes : sauvegarder l'unité du patrilignage menacée en situation migratoire ; émigrer de Turquie vers la France (pour le gendre) et faire venir (le gendre) de Turquie en France (pour le beau-père) :

« donner sa fille à un jeune resté en Turquie, permet au gendre de venir auprès de son beau-père en immigration. C'est lui donner sa chance dans la vie, même s'il doit entrer dans l'obédience [sic], le pire des statuts matrimoniaux pour un homme en Méditerranée (se marier en gendre, *soghambros* des Grecs, *içgüveysi* des Turcs, etc.) »⁹⁹. Il ajoute : « il importe peu, dans ces circonstances et avec ces enjeux, que la jeune fille ne partage plus les joies de la tradition : le refus du mariage est à l'origine de nombreux drames familiaux en milieu immigré, se soldant par des fugues ou des suicides »¹⁰⁰.

- 23 L'argumentation de Tribalat, présentée plus haut, à propos des mariages des jeunes femmes en France avec les conjoints des villages qui sont parfois des cousins en Turquie, s'appuie sur les recherches de Gökalp, seul auteur qu'elle cite¹⁰¹.

e) La mise en place d'un dispositif exceptionnel

- 24 Lors d'une conférence du 21 mai 1997 (organisée avec le soutien du FAS), Gaye Petek-şalom, présidente et co-fondatrice de l'association *Elele*, et membre du HCI, entre autres¹⁰², reprend les résultats de l'enquête MGIS, et affirme que ces mariages très répandus dans la communauté turque – « 98 % des filles et 92 % des garçons se marient avec des conjoints turcs de Turquie, record de toutes les immigrations en France » – sont arrangés par les parents. Gaye Petek-şalom explique ces pratiques par la « crainte [des parents] de voir leurs enfants devenir français ». Elle les interprète comme « l'attachement aux valeurs islamiques » et une réponse aux stratégies de conservation de l'« identité culturelle » par le biais de « l'importation des gendres et des brus de Turquie ». Elle suggère qu'« il s'agit de toute évidence de mettre un frein au processus d'intégration » et conclut que l'« on n'est donc pas dans un contexte où le temps fera forcément évoluer l'intégration ». Elle souligne le « combat violent des jeunes filles turques » mené contre « les mariages arrangés » et parfois « forcés », à qui son association, rencontrant « de plus en plus fréquemment des situations dramatiques de fugues, de fuites du milieu familial ou même de tentatives de suicides », offre un lieu de refuge¹⁰³.
- 25 Différentes publications de Mme Petek-şalom antérieures et postérieures à cette communication, développent cette même analyse¹⁰⁴. Les mariages des populations turques en France avec les conjoints en Turquie sont ainsi définis comme un problème public, un obstacle devant l'assimilation, l'intégration, les libertés individuelles, et l'émancipation des femmes, etc., qu'il faut diagnostiquer et traiter.
- 26 Un dispositif exceptionnel visant la population turque a été mis en place en 1996 par la Direction des Populations et des Migrations dans quelques sites pilotes : « *Pratique*

extrêmement rare en France où la discrimination positive, et le traitement communautariste sont évités » remarque Claire Autant-Dorier dans un article consacré à ce dispositif¹⁰⁵. Autant-Dorier a été, au cours de sa thèse, conseillère technique auprès de ce dispositif qu'elle commente ainsi :

« [...] le cas des Agents de Développement Local pour l'Intégration des immigrés turcs (dont le sigle ADLI gomme pudiquement le T de Turc) constitue un cas exemplaire du passage d'une catégorisation ethnique produite dans le cadre d'une recherche (produite par l'enquête MGIS), qui conduit à des conclusions sur l'exception turque et donc à la reconnaissance officielle d'une spécificité, pour donner lieu ensuite plus ou moins directement à la mise en œuvre, certes expérimentale, d'une caution distinctive à visée interculturelle dans le champ du travail social. Ce processus étant soutenu par l'intervention d'émetteurs d'identité, selon le terme de Jean-Loup Amselle, que l'on pourrait qualifier "d'indigènes", en la personne de Gaye şalom directrice de l'association culturelle et sociale turque ELELE (consultée par les organismes étatiques tels le FAS et la DPM). », Claire Autant-Dorier¹⁰⁶.

NOTES

65. Dans un colloque international organisé en 1991 à Strasbourg, Georges Daniel, expert Culturel International, chargé d'étude auprès du Secrétariat général à l'intégration, affirme que : « *la tâche des partisans de l'intégration (dont je suis), est de dépenser sans compter pour mettre fin aux dissensions ethniques au sein de notre société et pour modifier des comportements aussi puérils [...]* », G. Daniel (1995 : 301), in Alain Jund, Paul Dumont et Stéphane de Tapia (éds.).

66. Cf. Les rapports sur « La communauté turque en Alsace » de Stéphane de Tapia *et al.* (1990) ; et de Georges Daniel (1992) (confidentiel). Voir aussi le numéro 1153 de la revue *Hommes et Migrations* publiée en partenariat avec le FASILD, consacré aux « Turcs en Alsace » (1992).

67. Cf. Les rapports de Riva Kastoryano (1992 a) ; de Gaye Petek-şalom (1995 b) ; de Gaye Petek-şalom, de Hamit Bozarslan et de Pınar Hüküm (1997). Voir aussi les communications de Gaye Petek-şalom et de Stéphane de Tapia à une journée d'étude consacrée aux « problèmes » de l'immigration turque (*Journées d'étude sur l'immigration turque en France : Bilan, problèmes et recommandations*. Comité France-Turquie, 4 décembre 1993 à l'UNESCO).

68. Cf. Le rapport de Gaye Petek-şalom et de Hamit Bozarslan (1993) ; et le numéro 21 de la revue *Cemoti* publiée avec le soutien du FAS, intitulé « L'immigration turque au féminin » (1996). Voir aussi le compte-rendu du « Colloque Européen. De la Turquie à L'Europe : l'immigration au féminin », organisé les 7 et 8 novembre 1994 par l'association *Elele*, à l'occasion de ses dix ans.

69. Cf. Le rapport d'Altan Gökalp, de Riva Kastoryano et de Stéphane de Tapia (1997). Voir aussi les articles sur les jeunes de Gaye Petek-şalom (1991 b ; 1992) ; et de Hansu Yalaz (1998) qui travaille également à l'association *Elele* (comme juriste et formatrice).

70. « *Les Alévis sont des "hétérodoxes" musulmans, minoritaires en Anatolie, qui se caractérisent par la vénération d'Ali, le gendre et cousin du Prophète. Les Alévis sont généralement mal vus par les sunnites (orthodoxes)* », écrit Benoît Fliche (2003 : 14). Des références aux travaux de recherche réalisés sur ces populations, sont disponibles dans Fliche, *ibid.*

71. On peut mesurer la part d'arbitraire dans ce type de procédé. Dans leur étude pour le FAS, que nous avons mentionné plus haut, Gaye Petek-şalom et Hamit Bozarslan (*op. cit.*) ont construit

un échantillon des femmes « immigrées de Turquie » en France, « visant à être le plus représentatif possible ». Les auteurs distinguent les Kurdes et les Turques, les Alévies et les Sunnites, et affirment qu'ils ne retiennent pas « les réfugiées politiques », « les Chaldéennes », et « les Arméniennes ». (Pour plus d'informations et des estimations quantitatives sur « les minorités en Turquie », voir Hamit Bozarslan, 2005).

72. Par exemple André Kocher et Stéphane de Tapia (1989) affirment que les « [...] Turcs d'origine kurde sont plus enclins à se rapprocher des autochtones [i.e. les « Français »] (pour des raisons idéologiques, politiques, linguistiques). ». Voir également les rapports FAS de Gaye Petek-şalom et de Hamit Bozarslan (1993) ; d'Altan Gökalp, de Riva Kastoryano et de Stéphane de Tapia (1997) ; et de Gaye Petek-şalom, de Stéphane de Tapia et de Riva Kastoryano (1999).

73. *Cemoti*, les numéros 8 et 10 (1990). À partir de 1990, et surtout de 2000, différents des ouvrages ont été publiés sur cette question. Par exemple, Ahmet Insel (dir.) (2000) ; Deniz Akagül et Semih Vaner (2005) ; et Pierre Le Mire (dir.) (2007).

74. *Cemoti*, le numéro 13 (1992). Voir notamment la contribution de Riva Kastoryano (1992 b), ainsi que l'ouvrage de Riva Kastoryano intitulé *La France, l'Allemagne et leurs immigrés : Négocier l'identité* (1999).

75. « L'immigration turque et le travail social pour l'intégration en France et en Allemagne », Colloque organisé par l'association *Elele*, avec le soutien du FAS, Paris, novembre 1998.

76. Roger Estabiet (1997) : *Comment peut-on être Français ? 90 ouvriers turcs racontent*.

77. Roger Estabiet, *ibid.* : 23.

78. Alexis Spire, 1999.

79. Sur son site Web, le HCI annonce ses objectifs comme suivants : « Mener une politique d'intégration, c'est définir et développer des actions tendant à maintenir la cohésion sociale au niveau local comme au plan national, de sorte que chacun puisse vivre paisiblement et normalement dans le respect des lois et l'exercice de ses droits et de ses devoirs. Ainsi conçue, une politique d'intégration ne concerne pas seulement les immigrés ; elle n'en doit pas moins prendre en compte les problèmes particuliers que peuvent poser certains d'entre eux. L'intégration n'est pas l'assimilation : elle ne vise pas à réduire toutes ses différences. L'intégration n'est pas non plus l'insertion car elle ne se limite pas à aider les individus à atteindre des standards socio-économiques. L'intégration demande un effort réciproque, une ouverture à la diversité qui est un enrichissement mais aussi une adhésion ».

80. Ces travaux commencés en 1987 donnèrent lieu à la publication d'un ouvrage intitulé : *Cent ans d'immigration : étrangers d'hier, Français d'aujourd'hui* (Michèle Tribalat et al., 1991). Cf. Alexis Spire, 1999 : p. 53, en note 15 de bas de page.

81. Pour citer quelques extraits de cet article : « “Les immigrés” se fondent peu à peu, mais inexorablement, dans la nation française. Les conclusions d'une enquête exceptionnelle de l'Institut national d'études démographiques (INED) sur la situation des immigrés en France et de leurs enfants tordent le cou à bien des clichés sur l'immigration hautement manipulables, surtout en période électorale [...] Le premier enseignement de l'enquête concerne l'“assimilation”. “Elle est à l'œuvre” dans tous les domaines. “Une forte déperdition des langues d'origine” touche tous les groupes [...] La progression des mariages mixtes est continue [...] le mariage entre cousins s'efface et les familles interviennent moins directement dans le choix du conjoint de leurs enfants [...] L'enquête bouscule nombre d'idées reçues sur l'islam. En particulier sur une prétendue montée de l'intégrisme algérien en France. “Les immigrés d'Algérie se révèlent être les moins pratiquants des musulmans. Leurs enfants nés en France montrent une indifférence religieuse égale à celle des autres Français du même âge”. [...] La polygamie est également souvent montrée du doigt [...], etc. », Dominique Bari, 1995.

82. Michèle Tribalat, 1995 : 60, 61.

83. Michèle Tribalat, 1996 : 65.

84. Michèle Tribalat, 1995 : 223.

85. Riva Kastoryano 1986.

86. Selon Kastoryano, « l'adaptation reste purement instrumentale » (*ibid.* : 39).

87. *Ibid.* : 131.

88. Kastoryano, *ibid.*, signale les transferts d'argent, les vacances passées au pays d'origine, les achats immobiliers au village ou en ville, notamment dans une sous-préfecture proche du village.

89. *Ibid.* : 38.

90. *Ibid.* : 43.

91. *Ibid.* : 119.

92. *Ibid.* : 67.

93. *Ibid.* : 21.

94. *Ibid.* : 116.

95. *Ibid.* : 116.

96. Riva Kastoryano, 1995.

97. Le mariage d'Ego avec la cousine parallèle patrilatérale ou avec FBD (la fille du frère du père), par ses initiales en anglais selon l'usage courant en anthropologie, – désigné aussi comme « le mariage "arabe" » ou le « mariage canonique musulman » dans les recherches de Gökalp.

98. Altan Gökalp, 1989 a ; 1989 b ; 1994.

99. Altan Gökalp, 1989 a : 61. La loyauté des gendres vis-à-vis des beaux-pères fait, dans un texte ultérieur, l'objet du scepticisme : « un futur gendre venu du patrilignage présente, en apparence et en fonction d'une hypothèse qui ne se vérifie pas toujours dans les faits, plus de garanties de loyauté, de dépendance etc., qu'un gendre venu d'ailleurs » (Altan Gökalp, 1994 : 449).

100. Altan Gökalp, 1986 b : 75. Comme pour les gendres de Turquie, décrits comme tantôt soumis tantôt manquant de loyauté vis-à-vis du beau-père, la description de la situation des filles en France est également ambiguë. Elles sont tantôt décrites comme soustraites à l'école dès l'âge de treize ou quatorze ans dans l'optique de ces mariages (*ibid.*), tantôt bien mieux scolarisées : « Cela dit en Allemagne, et plus particulièrement à Berlin, certaines familles très traditionnelles trouvent des avantages à ce que leurs filles continuent leurs études [...] parce qu'au "marché matrimonial" des mariages traditionnels, la jeune fille avec un diplôme de comptable surclasse désormais celle qui sait broder des napperons [...] ce qui a des répercussions certaines sur les prestations de biens et services qui accompagnent le mariage traditionnel. », affirme Benoît Fliche (2003 : 345) en donnant référence à un texte d'Altan Gökalp.

101. Altan Gökalp (1989 b). Cité par Michèle Tribalat (1996 : 65 ; 1995 : 88).

102. Selon le site Web de l'association Elele : « Gaye Petek, Directrice d'Elele, a été vice-présidente du Conseil National pour l'Intégration des Populations Immigrées (CNIPI), elle est actuellement membre du Conseil d'Administration du FASILD, membre du Haut Conseil à l'Intégration (HCI) et membre du Haut Comité de Réflexion sur la Laïcité à l'École. Elle a été membre de la Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République (Commission STASI). Elle a été décorée de l'Ordre National du Mérite et nommée Chevalier de la Légion d'honneur ». Le site Web de l'Assemblée nationale rapporte des informations supplémentaires : « Arrivée en France à l'âge de six ans sans parler un mot de français, Mme Gaye Petek se définit elle-même comme un pur produit de l'école républicaine. Membre du Haut Conseil à l'Intégration, elle enseigne en faculté la sociologie de l'immigration turque. L'association Elele, qu'elle a fondée en 1984 et qu'elle dirige depuis, a progressivement été conduite, de par l'évolution sociologique des Turcs de France, à s'intéresser de près au sort des femmes. » (cf. Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, *Compte-rendu* n° 20, Mardi 14 juin 2005, Séance de 17 heures). Gaye Petek ou Gaye Petek-şalom selon les sources (par exemple une interview réalisée en 2005 par des étudiants de l'IEP Paris avec « Gaye Petek Shalom », diffusée sur le site Web du projet collectif « L'islam dans la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne »).

103. Gaye Petek-şalom, « L'enfant turc à l'école », Conférence du 21 mai 1997, l'association Elele, Maison des travailleurs de Turquie. Texte diffusé sur le site Web : « Bleu, Blanc, Turc. Le site franco-turc ».

104. Gaye Petek-şalom (1995 a ; 1995 c ; 1998 ; 2001) ; et Gaye Petek et Nicole Pope (2009).

105. Claire Autant-Dorier, 1999.

106. *Ibid.*

3. L'ouverture d'un débat à partir du milieu des années 1990

- 1 Les conclusions de l'enquête MGIS instituant les Turcs comme une exception à la tendance à l'assimilation, ont été vivement critiquées dans des thèses entreprises à partir du milieu des années 1990. Je présenterai brièvement ces travaux de thèse et leur orientation critique.

a) Les thèses récentes : continuité et rupture avec les recherches antérieures

- 2 La plupart de ces doctorants en sciences politiques et en sociologie travaillant en France sur la Turquie se sont réunis lors d'un colloque organisé en 1999 à l'IRESO, qui a donné lieu à la parution d'un ouvrage, *Turquie : les mille visages. Politiques, religion, femmes, immigration* (Isabelle Rigoni, coor., 2000)¹⁰⁷.
- 3 Ces travaux de thèse suivent les principaux axes d'analyse adoptés à partir du début des années 1990, comme l'intégration de la diversité des espaces d'installation nationaux et de l'hétérogénéité ethnique et une nouvelle attention accordée aux jeunes. Les thèses en sciences politiques de Valérie Amiraux, Nicola Tietze, et Isabelle Rigoni portent ainsi sur la question de l'identité religieuse et politique des Turcs en France, en Allemagne et en Belgique¹⁰⁸. Une thèse porte sur l'expérience migratoire des populations du département de Mardin (turcophones, kurdophones, arménophones...) installées à Mardin, à Istanbul, en France et en Allemagne¹⁰⁹. Une thèse en cours étudie les activités entrepreneuriales et les réseaux des Turcs et Kurdes en France (Véronique Manry)¹¹⁰. Deux thèses portent sur l'identité des immigrés turcs en France : Benoît Sourou étudie l'identité dans une perspective ethno-psychiatrique et Feyza Ak, l'identité des femmes immigrées turques¹¹¹. Une thèse s'intéresse aux jeunes¹¹². Deux autres, entreprises par des doctorants de culture turque, Verda İrtiş-Dabbagh¹¹³ et Derya Firat¹¹⁴, qui n'ont pas contribué à l'ouvrage coordonné par Rigoni (2000, *op. cit.*), s'intéressent également aux jeunes. Enfin, les mariages avec les conjoints en Turquie, qui constituent un élément d'importance de l'univers des immigrés turcs¹¹⁵, font l'objet de deux thèses d'anthropologues : Claire Autant-Dorier¹¹⁶ et Benoît Fliche¹¹⁷.

- 4 Ces deux dernières recherches ne reposent pas sur des enquêtes par questionnaires mais sur des entretiens formels et informels, des observations, le recueil d'arbres généalogiques, de récits de vie et de trajectoire migratoire. Les deux chercheurs ont séjourné en Turquie. L'accès au terrain s'est fait par l'intermédiaire d'« informateurs privilégiés » : un ami de classe, turc, pour Autant-Dorier ; pour Fliche, un ami originaire d'un village en Turquie où celui-ci a conduit une partie de sa recherche.
- 5 Le terrain de Claire Autant-Dorier est une petite commune des Monts du Lyonnais, Chazelles, où résident une trentaine de familles issues de diverses régions de Turquie. La population turque de Chazelles présente les caractéristiques les plus fréquemment rencontrés parmi les populations turques en France : de confession musulmane sunnite, issues des zones rurales en Turquie et des régions du Centre et de l'Est de l'Anatolie. Autant-Dorier a effectué des séjours en Turquie, dans des villes et dans quelques villages dont sont originaires des familles turques de Chazelles.
- 6 Le terrain de Benoît Fliche est Narbonne dans l'Aude et un quartier « *gecekondu* » (terme désignant l'habitat auto-construit/bidonvilles) d'Ankara, nommé « *Güzeltepe* ». Il s'agit de deux localités d'installation des familles émigrées d'un village (« *Kayalar* ») du département de Yozgat en Anatolie centrale. Kayalar est un village dépeuplé dans les années 1970 par l'émigration vers les zones urbanisées en Turquie et en Europe¹¹⁸. Narbonne, comme Chazelles, comporte une population turque de petite taille, d'origine rurale, et issue de diverses localités. La recherche est centrée sur les familles de Narbonne qui sont musulmanes et d'obédience alévie, issues du village de Kayalar.

b) Une critique de l'enquête MGIS

- 7 Aussi bien dans sa contribution dans l'ouvrage coordonné par Isabelle Rigoni (2000), que dans sa thèse (2002) et un article (1999), Claire Autant-Dorier développe une critique systématique des analyses de l'enquête MGIS¹¹⁹. Elle souligne à propos de l'émigration turque que « *s'il y a une spécificité, elle ne tient pas seulement aux caractéristiques intrinsèques de cette population* ».
- 8 Selon Autant-Dorier, l'analyse de Tribalat est « *tout à fait biaisée* » et donne « *une image faussée* » des Turcs. Elle lui reproche de ne pas tenir compte, dans les comparaisons établies entre courants migratoires, de la durée de séjour en France et de la différence de génération, l'immigration turque faisant partie des courants relativement « *tardifs* ». L'enquête MGIS compare par exemple des immigrés algériens venus à 16 ans et présents depuis 30 ou 40 ans et des immigrés turcs venus à 25 ans et présents depuis 15 ans. D'ailleurs, ajoute-t-elle, les jeunes Turcs fréquentent les Français plus que ne le font leur père¹²⁰. Elle reproche également à l'enquête de ne pas tenir compte de la distance sociale et culturelle qui sépare les Turcs en général des Français, comparés aux ressortissants des pays colonisés. Comme ces derniers bénéficient de la connaissance de la langue, de la logique administrative, et d'une scolarisation dans des écoles françaises, ils devancent par conséquent les Turcs, qui sont issus de l'Empire ottoman et d'une Turquie républicaine fière de son indépendance. Le faible usage de la langue française dans le courant turc s'expliquerait par la distance avec la langue turque : un immigré de langue espagnole et portugaise maîtrisant une langue romane, disposerait selon l'auteur, de plus de facilité pour l'apprentissage du français. De plus, quand l'un des conjoints est émigré de Turquie, l'usage du turc à la maison deviendrait indispensable.

La proportion spécialement élevée chez les Turcs de travailleurs indépendants n'est pas retenue comme un signe d'intégration par Tribalat, du fait que les Turcs travaillent entre Turcs et que les jeunes générations vivent une reproduction sociale. Or, estime Autant-Dorier, il s'agit d'une preuve de dynamisme économique, « à croire que le chômage serait préférable ! », affirme-t-elle.¹²¹

- 9 Différentes contributions dans l'ouvrage collectif dirigé par Rigoni adoptent une perspective critique similaire¹²². Pour contester l'idée d'une exception turque et d'un repli volontaire chez les Turcs, ces recherches suggèrent par exemple que ceux-ci ne sont pas les seuls responsables des difficultés d'intégration signalées :

« Loin de constituer une “résistance” à l'intégration à la société environnante, les phénomènes observés au sein de l'immigration turque pourraient bien traduire une adaptation, somme toute réaliste, aux contraintes rencontrées dans le contexte migratoire (inadaptation du système scolaire aux primo-arrivants, ségrégation résidentielle et présence d'une jeunesse urbaine désœuvrée, etc.). », Claire Schiff¹²³.
« Les critères habituellement retenus comme critères d'intégration ne permettent pas de juger du processus qu'ont engagé ces migrants [turcs] puisqu'ils tirent leurs ressources de leurs capitaux communautaires. Au contraire, il s'agit pour eux de réaliser et de parfaire une intégration dans les réseaux de la migration. », Véronique Manry¹²⁴.

- 10 Ces travaux de thèse ont ainsi généralement cherché à disculper les immigrés turcs des manquements que leur attribuait l'enquête MGIS – l'usage du terme « immigré », substitué au « migrant », est quasiment banni chez les contributeurs – parfois en proposant une explication : le caractère récent de l'émigration turque, la distance socio-culturelle et linguistique des Turcs, l'inadaptation des institutions de la société d'accueil ; parfois en contrebalançant ou atténuant l'effet de ces caractéristiques par des éléments tenus pour être leurs envers, comme l'appartenance à une Turquie indépendante, la propension développée à l'« entrepreneuriat », etc.

- 11 Certaines de ces recherches ont également attiré l'attention sur la méthode employée dans l'enquête MGIS. Ils ont détecté des éléments qui remettent en cause la validité des critères d'intégration retenus. Par exemple, l'identification de soi comme turc ne serait pas incompatible avec d'autres formes d'identification et donc avec une intégration :

« [...] les déclarations identitaires des jeunes hommes issus de l'immigration turque en Allemagne ne doivent donc pas tromper sur le fait que la phrase “Je suis un Turc !” est une affirmation à visages multiples. Mais elle représente toujours une façon de dire “Je suis Allemand”, bien qu'elle postule à première vue le contraire. Car cette construction identitaire s'élabore dans le contexte et en réponse à la société allemande. », Nicola Tietze¹²⁵.

- 12 Un autre exemple est fourni par Claire Autant-Dorier : celui des hommes turcs bigames, vivant en France avec une compagne française et une épouse turque : est-ce qu'il s'agit d'une « preuve d'intégration ? » ou d'une « preuve de traditionalisme ? »¹²⁶. Ainsi, le fait d'épouser un(e) conjoint(e) de Turquie n'est pas tenu nécessairement pour incompatible avec l'intégration : son intérêt pour étudier les Turcs résidant dans la commune où elle-même avait grandi et où elle réside, semble renvoyer à une expérience biographique qui ébranla sa conception de l'intégration. Un ami turc avec lequel elle avait été à l'école, « dont l'intégration ne faisait aucun doute à mes yeux, venait de se marier avec une fille de Turquie subissant une contrainte qu'il me restait à qualifier. L'image que je me faisais de lui, comme ma représentation spontanée de l'intégration s'en trouvèrent déstabilisées », écrit-elle¹²⁷.

c) La question du maintien des normes de comportements rurales en France et la question des mariages des Turcs en France avec les conjoints en Turquie dans les thèses récentes

- 13 Quinze années environ séparent l'étude monographique de Kastoryano et les travaux de recherche ethnographiques récents de Claire Autant-Dorier et Benoît Fliche¹²⁸. Mais les observations de Kastoryano se retrouvent en grande partie dans ces analyses qui lui sont postérieures. La vie des familles turques à Chazelles comporte des similitudes frappantes avec celle des familles turques à Terrasson et à certains égards à Paris et en région parisienne décrite par Kastoryano. La vie en France est ressentie par les familles turques comme une menace. La progression du contrôle social est relevée. Les pratiques rurales sont maintenues. Et des « *conduites réglées par les traditions* » : c'est-à-dire, le monde des femmes séparé du monde des hommes¹²⁹.
- 14 La recherche de Fliche est davantage axée sur les « *changements d'habitus* » en migration. Fliche refuse l'idée que les migrants arrivent dans une localité avec un « *bagage culturel* » et que celui-ci reste intact. Quelques exemples de « *changement d'habitus* » chez les émigrés qui reviennent en Turquie sont rapportés : la consommation de Nescafé, l'usage de la table basse, le maquillage et de nouvelles normes vestimentaires pour les femmes, toutefois avec l'autorisation des hommes. Cette recherche semble donc confirmer le constat qu'avait fait Kastoryano d'« *un mélange de modernité et d'éléments traditionnels d'origine* ».
- 15 Les deux recherches relèvent que les jeunes célibataires se sont rarement mariés avec des conjoints résidant en France. Les conjoints viennent des villages d'origine des parents, ou encore des villes ayant reçu une émigration de ces villages. Les deux recherches partagent la même perspective. Elles récusent les explications des analyses antérieures par le maintien des valeurs culturelles d'origine. Elles suggèrent que les mariages conclus avec des conjoints de Turquie sont des indices de transformations sociales dissimulées derrière ce qui se donne comme un maintien de traditions.
- 16 En faisant venir des gendres et brus de Turquie, les familles turques de Chazelles gagnent un capital symbolique : elles répondent à une pression extrêmement forte que les personnes restées en Turquie exercent sur elles, en premier lieu la famille proche. Ainsi, elles font venir de préférence un parent, à qui elles réservent « *le privilège de pouvoir venir en France* ». Les filles (qui se marient en France), comme leur père, trouvent un avantage pratique et symbolique dans ces mariages. Scolarisées et socialisées en France, elles se trouvent en position de force dans leur rapport avec leur conjoint. Elles acceptent ces mariages traditionnels tout en faisant ainsi de nécessité vertu dans leurs relations avec leurs parents. Le travail indépendant – la possibilité d'être à son compte – chez les immigrés turcs de Chazelles, est une caractéristique qui contribue à réactiver les chaînes migratoires à travers les alliances et le regroupement familial. Il permet le recrutement des gendres venus de Turquie en France, et par là, assure aux familles en France, « *une main-d'œuvre facile pour ces activités sans qu'il soit besoin de les salarier vraiment* ».
- 17 Les analyses de Fliche sont convergentes avec celles d'Autant-Dorier. Les mariages sont accomplis pour émigrer en France ou en Europe en général. Les hommes n'ont que peu

de contrôle sur les épouses socialisées en France, les femmes gagnent une marge de manœuvre sur les maris.

- 18 Ces recherches n'ajoutent rien de très nouveau aux analyses antérieures. Altan Gökalp avait conclu avec l'idée de « *stratégies migratoires* », sur le fait que les mariages sont réalisés dans la perspective de venir en France et de faire venir en France, ce qui est devenu difficile depuis la fermeture des frontières. C'est peut-être l'interprétation de la situation des femmes qui constitue le point principal de divergence. Selon les travaux de thèse récents, les femmes en France deviendraient des épouses dominantes (vis-à-vis de leur conjoint). Gökalp n'avait pas accordé une attention particulière aux rapports conjugaux, et plus généralement à la situation des femmes (sauf, quand il s'alarme à propos des filles soustraites à l'école, conduites au suicide, etc.). Il avait décrit la situation de dépendance des gendres vis-à-vis du beau-père, non vis-à-vis des épouses.

NOTES

107. La plupart de ces recherches ont été publiées (notamment Valérie Amiraux, 2001 ; Isabelle Rigoni, 2001 ; Nicola Tietze, 2002 ; Verda İrtiş-Dabbagh, 2003 b ; et Benoît Fliche, 2007). Ces recherches ont également connu une diffusion en Turquie. L'ouvrage collectif *Entegrasyonun Ötesinde...* (Au-delà de l'intégration...) édité par Didem Daniş et Verda İrtiş (2008), et visant à informer l'opinion publique turque sur l'étude de l'immigration turque en France (pour reprendre les termes de Didem Daniş et de Verda İrtiş, dans la préface), rassemble ainsi des textes critiques vis-à-vis de l'enquête Tribalat, écrits par des doctorants rattachés aux établissements universitaires en France (voir notamment les contributions de Claire Autant-Dorier ; de Benoît Fliche ; et de Verda İrtiş). Une autre initiative, émanant également des doctorants turcs rattachés à des établissements universitaires en France, avait permis la publication d'un numéro spécial de la revue *Toplum Bilim* (« Société Science »), une revue de sciences sociales turque (le numéro 17, 2003, édité par Derya Fırat). Ce numéro présente quelques textes sur l'immigration d'auteurs français traduits en turc (G. Noiriel, S. Beaud, A. Sayad, D. Schnapper, M. Wieviorka, L. Wacquant) et quelques textes écrits par des doctorants, partageant une posture critique vis-à-vis des analyses de Tribalat. Signalons que dans *Entegrasyonun Ötesinde*, *op. cit.*, figurent également les contributions de certains spécialistes de l'immigration turque en France (comme Stéphane de Tapia et Samim Akgönül), des reportages avec des directeurs d'associations turques, dont *Elele* (cf. l'entretien réalisé avec Pınar Hüküm), et un article de Gaye Petek, qui se penche sur un nouveau thème : la participation politique. Petek blâme la faible participation des Turcs dans la vie sociale et politique française et le système politique français qui accorde selon elle, contrairement à l'Allemagne, peu de place aux députés d'origine étrangère.

108. Valérie Amiraux, 1997 ; Nicola Tietze, 1999 ; et Isabelle Rigoni, 2000 b.

109. Fadime Deli, 2004.

110. Véronique Manry, « Mobilités commerciales et affranchissement social : Marseille, Alger, Istanbul », Thèse en cours, sous la direction de Michel Péraldi, Université de Provence, Aix Marseille 1.

111. Benoît Sourou, 2001 ; et Feyza Ak, 2005.

112. Claire Schiff, 2000 a.

113. Verda İrtiş-Dabbagh, 2001.

114. Derya Firat (2005).

115. Comme on le voit à travers la place accordée à la question de ces mariages dans les publications récentes, alors que ces mariages ne constituent pas l'objet principal de ces recherches (par exemple Verda İrtiş-Dabbagh, 2003 a ; Stéphane de Tapia, 2005 ; 2007 a ; 2007 b ; Stéphane de Tapia et Ahmet İçduygu, 2006 ; et Feyza Ak, 2008). Aussi une demande publique vise ces mariages. À partir du milieu des années 1990 la question des mariages (et celle de la situation des femmes turques) est devenue un objet d'examen, d'études et d'activités publiques. Voir par exemple « Les femmes turques dépositaires de l'honneur familial », Rapport FAS, Annick Hermet (1995) ; « Honneur et Violence : Fatalité ou conjoncture pour les femmes turques ? », Actes du Colloque organisé à l'UNESCO par l'association *Elele*, les 12 et 13 Décembre 1997 avec le concours de FAS et du Service des Droits des Femmes ; « Turquie, le mariage forcé », 2005, Rapport pour la Commission des Recours des Réfugiés, préparé sur la base des travaux et publications d'Altan Gökalp, de Gaye Petek-şalom. Certains parmi les doctorants sont également sollicités par le FAS (cf. le rapport de Claire Autant-Dorier *et al.*, 1996 ; et un article issu de ce rapport : Claire Autant-Dorier et Véronique Manry, 1998). Un rapport récent et ciblé sur la question des mariages a été commandé par le FASILD aux spécialistes de l'immigration turque : Altan Gökalp, Stéphane de Tapia, et Samim Akgönül (2005) : « Les conjoints des jeunes Français originaires de Turquie. "Pourquoi l'épouser" ; ou les raisons du choix du conjoint au pays ».

116. Claire Autant-Dorier, 2002.

117. Benoît Fliche, 2003. Voir également l'ouvrage issu de cette recherche : Benoît Fliche, 2007.

118. Il semble que le village ait connu une phase de développement, voire de renaissance au cours de l'enquête : le dernier chapitre de la recherche, court et non intégré à l'analyse d'ensemble, mentionne les investissements réalisés depuis 1997 dans le village, avec la construction de quelques maisons par des migrants originaires de Kayalar installés à Ankara et dans différents pays d'Europe.

119. Pour une critique également ciblée de l'enquête MGIS, voir aussi Isabelle Pellé-Guetta et Ufuk Doğrusöz (1995) ; et Alain Blum (1998).

120. L'auteur s'appuie sur une recherche par questionnaire dirigée par Altan Gökalp pour le FAS auprès d'environ 300 jeunes Turcs âgés de 15 ans à 25 ans (Altan Gökalp *et al.*, 1997).

121. Si bien que Tribalat évoque une « immigration difficile à appréhender », comportant des indicateurs d'intégration (esprit d'entreprendre chez les hommes turcs, leurs sorties en boîte de nuit, etc.) mais qui paradoxalement est déficiente, comparée aux autres populations immigrées (maghrébines), à l'égard d'autres types d'indicateurs, à savoir la maîtrise de la langue française, l'intérêt pour les études, l'échec scolaire, etc. (cf. *Faire la France*, 1995).

122. La contribution de Feyza Ak (de culture turque) s'écarte de la ligne générale de l'ouvrage. À partir d'une analyse des discours des émigrés turcs recueillis dans le cadre de « la recherche de Roger Estabiet » (cette recherche que nous avons mentionnée plus haut [R. Estabiet, 1997] repose sur l'analyse des questionnaires et des entretiens semi-directifs administrés par des étudiants turcs en Turquie, auprès des 90 ouvriers turcs ayant effectué un retour définitif de France), Ak conclut sur la passivité des femmes turques dans le processus migratoire : « Les travailleurs décrivent le fait (l'arrivée de leur épouse en France) par le verbe "emmener" (les ouvriers affirment : "je l'ai fait venir", "je l'ai emmenée"), ce qui implique la passivité de la femme. Ce n'est pas la femme qui vient ou qui ne vient pas mais c'est l'homme qui "l'emmène" ou qui ne "l'emmène" pas. [...] », Feyza Ak, 2000, in Isabelle Rigoni (coord.), p. 153.

123. Claire Schiff, 2000 b, in Isabelle Rigoni (coord.), p. 190.

124. Véronique Manry, 2000, in Isabelle Rigoni (coord.), p. 220.

125. Nicola Tietze, 2000, in Isabelle Rigoni (coord.), p. 246. Voir également une analyse similaire sur l'immigration turque en France de Benoît Sourou (2000, in Isabelle Rigoni, coord., p. 203), qui

affirme que « *l'identité des migrants turcs nous apparaît plurielle, fonction de l'histoire culturelle du lieu d'origine* ».

126. Claire Autant-Dorier, 2000, in Isabelle Rigoni (coord.), p. 178 ; ainsi que la thèse de Claire Autant-Dorier, 2002 : 423.

127. Claire Autant-Dorier, 2002 : 38.

128. Claire Autant-Dorier, 2002 ; et Benoît Fliche, 2003. Nous utiliserons également l'ouvrage qui est issu de la thèse de Fliche (2007).

129. Claire Autant-Dorier, 2002.

Conclusion de la première partie

- 1 L'examen de l'évolution des travaux de recherche sur l'immigration turque en France, apporte un élément de compréhension d'une situation paradoxale, mise en évidence dans les propos de Pinar Hüküm, la coordinatrice et co-fondatrice de l'association *Elele*. Dans un entretien récemment accordé en turc, Hüküm revient sur les conditions de la fondation d'*Elele* en 1984 et les efforts que cette association a consentis depuis, pour obtenir une audience par rapport à l'existence d'un « problème turc en France » :

« Quand au début, nous (l'association *Elele*, cofondée avec Gaye Petek-şalom) parlions de ceux qui sont venus de Turquie (en France), on (pas précisé) nous disait : "Ce n'est pas un problème, ils ne sont que 60-70 000". Nous leur répondions que le nombre n'était pas important, que si certaines politiques spécifiques (visant ces populations) ne sont pas envisagées, un jour ou l'autre, des problèmes surgiront. Au début la France (il s'agit probablement des interlocuteurs de l'association *Elele*) est restée figée sur le nombre (relativement réduit) des Turcs et a avancé l'inutilité de mettre en place des politiques spécifiques. Ils nous répondaient : "les Italiens, les Espagnols ont aussi vécu des difficultés en arrivant, mais maintenant ils sont intégrés". [...] Parce que ce qu'*Elele* a dit pendant des années, a été exprimé par Tribalat dans le livre *Faire France*, que "les Turcs ne peuvent pas être intégrés", cela a fait un scandale. Mais à partir de ce moment, les responsables ont compris qu'ils devaient se pencher davantage sur ce sujet et qu'ils devaient s'y intéresser. », Pinar Hüküm¹²⁹.
- 2 Le constat est exact. Les analyses de Michèle Tribalat (l'enquête MGIS) ont fait l'objet de controverses publiques. Elles ont suscité des réactions aussi bien parmi les universitaires que parmi les politiciens, et se sont traduites par la mise en place d'un dispositif spécifique pour les populations turques en France (les ADLI) à partir du milieu des années 1990¹³⁰. Pourtant les analyses de Tribalat n'affirment rien de nouveau. Elles confirment, ou reprennent les grandes lignes des analyses antérieures, produites par les spécialistes de l'immigration turque en France. Cette situation peut paraître incompréhensible au premier abord, mais elle s'accorde avec la perspective de Herbert Blumer à propos du processus de définition collective des « problèmes sociaux » (pour souligner l'importance du processus social dont ils sont le produit, nous pouvons utiliser le terme de « problème public »)¹³¹.
- 3 Selon Blumer, les sociologues qui cherchent à diagnostiquer les causes d'existence des problèmes qu'ils étudient, présupposent que ces problèmes ont une nature objective. Or, ces problèmes existent d'abord parce qu'ils sont définis comme tels par et dans la

société dans laquelle ils vivent. Différents problèmes publics, comme la pauvreté, l'injustice raciale, l'inégalité du statut des femmes, la pollution de l'environnement, ont attiré l'intérêt des sociologues et sont devenus des objets d'analyse à des moments particuliers, alors que les troubles qu'ils soulignaient existaient auparavant et n'ont pas cessé d'exister quand le « problème » a cessé d'être considéré. Blumer cite les problèmes du moment qui lui viennent à l'esprit, et qui ne sont pas ou qui sont très peu étudiés par les sociologues, parce qu'ils ne sont pas (encore) définis ou pas (encore) reconnus comme suffisamment importants par et dans la société. D'autres exemples montrent que, une fois définis, ces problèmes connaissent des devenir variés. Certains problèmes, comme celui des inégalités de sexe, apparaissent aujourd'hui aux sociologues comme des problèmes flagrants, alors que, il y a quelques années, ces problèmes étaient pour eux considérés comme inexistantes ou d'importance secondaire. D'autres, comme la pauvreté, sont capables de disparaître et de réapparaître de la scène sociologique au fil du temps. Le « succès » des problèmes publics (succès qu'ils connaissent dans le temps ou en comparaison à d'autres problèmes publics), ne dépend pas du fait qu'ils sont plus ou moins aigus ou dangereux pour la société, mais du processus par lequel ils viennent à être définis et redéfinis comme tels. Les problèmes publics sont le produit d'un processus de définition collective. (1) Pour émerger, ils doivent d'abord être définis comme des problèmes. Un problème public n'existe pas tant qu'une société ne reconnaît pas son existence. Une société n'ayant pas conscience d'un problème ne perçoit pas celui-ci, ne l'aborde pas, ne le discute pas, ne fait rien à son sujet. (2) Pour que le problème social suive son cours et ne disparaisse pas, il doit acquérir une légitimité sociale. Il doit gagner une certaine respectabilité pour être considéré dans les arènes de la discussion publique. (3) Si le problème social parvient à passer les étapes de la reconnaissance et de la légitimation sociale, il entre dans une nouvelle phase de sa « carrière ». Il devient l'objet d'un plan d'action officiel pour le traiter, et un sujet de discussion, de descriptions divergentes et de revendications diverses ; *« ceux qui cherchent à changer des éléments du problème se confrontent à ceux qui s'efforcent de préserver leurs intérêts dans la configuration du problème »*¹³².

- 4 Blumer souligne la dépendance des problématiques scientifiques à l'égard des problèmes publics. Les étapes décrites par Blumer constituent une abstraction pour rendre compte d'un processus. Cette abstraction s'accorde avec le développement des recherches sur l'immigration turque en France. L'intégration des Turcs en France, constitue une interrogation publique que les sciences sociales ont reprise dans les termes où la politique française l'a formulée à un moment donné. Les difficultés d'intégration des populations (des travailleurs puis des familles) turques en France ont été signalées au cours des années 1970 et 1980. Elles ont été reconnues socialement après 1990. Enfin, à partir du milieu des années 1990, elles se sont vues reconnaître une légitimité sociale : elles sont devenues objet d'action publique, de débats et de controverses. En ce sens, le milieu des années 1990 marque une nouvelle étape dans la carrière du problème public de l'immigration turque en France (ou des difficultés d'intégration des populations immigrées turques à la société française). On comprend ainsi mieux les réactions suscitées par une enquête sociodémographique (MGIS) qui n'affirme rien de nouveau, mais qui arrive à une étape de l'évolution d'un problème public, lorsque celui-ci a dépassé les étapes du signalement et de la reconnaissance sociale.
- 5 On peut donc nuancer les deux interprétations de l'immigration turque en France, qui sont en même temps pertinentes selon le point de vue que l'on adopte. Pour justifier le

contexte de l'émergence des conclusions de l'enquête MGIS, les travaux de thèse qui lui sont postérieurs suggèrent que l'immigration turque, du fait de son caractère récent, est relativement peu étudiée et mal connue¹³³. En raison de ses temporalités, le courant migratoire turc en France a été, bien au contraire, relativement vite étudié (dès le début des années 1970) et, même si au milieu des années 1990, les recherches consacrées à ce courant migratoire s'inscrivent dans un domaine périphérique des sciences sociales, de nombreuses études et rapports FAS/FASILD sur les populations turques rappellent que celles-ci font l'objet d'un intérêt public. Bref, ce n'est pas l'ignorance ou un manque de connaissance sur les Turcs qui explique le contexte d'émergence de l'enquête MGIS, mais une connaissance des problèmes signalées des populations turques en France, très tôt d'ailleurs. Une remarque de Stéphane de Tapia décrit exactement la situation : « *les études sont bien plus nombreuses que l'on ne l'imagine, et l'immigration turque est tout sauf une inconnue* »¹³⁴. Mais cette remarque reste partielle, puisque les connaissances dégagées sur cette émigration, au moins jusqu'au milieu des années 1990, procèdent d'un angle de vue particulier : celui des « spécialistes de l'immigration turque », ayant produit des thèses dans les années 1980, issus pour la plupart eux-mêmes de Turquie. Principaux prestataires du FAS/FASILD, les spécialistes ont joué un rôle déterminant dans l'évolution du problème public turc en France, dès ses premières phases de signalement, vers l'acquisition d'une reconnaissance et d'une légitimité sociale. Depuis, une nouvelle génération de chercheurs, notamment français, étudient l'immigration turque en France. Leur approche aussi bien que leurs démarches, sont différentes. Ils adoptent une démarche ethnographique et ils sont critiques vis-à-vis des analyses jusqu'ici alarmistes de l'immigration turque, qu'ils visent à combattre. En ce sens, le milieu des années 1990 marque un tournant dans l'étude de l'immigration turque en France.

- 6 Cette orientation initiale mise à part, peu de choses distinguent les conclusions des deux générations de chercheurs. L'origine rurale du courant migratoire turc, qui est mise en avant dans l'enquête MGIS, constitue un trait de cette émigration systématiquement souligné dans les travaux des sciences sociales en France. L'origine rurale des immigrés turcs est considérée comme un élément qui rend incertain une intégration ultérieure. Les spécialistes de l'immigration turque s'inquiètent des difficultés d'intégration de ces populations, quand ils constatent que des normes de comportements rurales se sont maintenues en France (comportements dits traditionnels dans ces recherches). Les travaux de recherche plus récents ne font que confirmer les analyses des spécialistes, sans adopter un ton alarmiste.
- 7 Les analyses des mariages avec les conjoints en Turquie suivent le même guide d'interrogation. Ayant généralement cherché à expliquer pourquoi les Turcs en France épousent des conjoints en Turquie, quel que soit leur positionnement par rapport à l'idée de l'exception turque en France dégagée par l'enquête MGIS, les chercheurs admettent sur le mode de l'évidence que les mariages s'intègrent dans des « stratégies migratoires » mises en œuvre par les Turcs pour contourner les politiques restrictives en matière d'accueil d'immigrés en France. Mais la dimension morale distingue ici encore les deux types d'analyse. Les premiers spécialistes de l'immigration turque considèrent ces mariages comme inquiétants vis-à-vis d'une intégration ultérieure à la société française (mettant en avant les situations dramatiques des jeunes femmes en France, les fugues et tentatives de suicides). Les recherches récentes affirment que ces mariages ont quelque chose de positif, relevant d'une logique "moderne" : les jeunes femmes en France acquièrent par là un pouvoir sur leur mari. Ainsi la différence entre

les deux orientations ne porte pas tellement sur ce qui est observé, que sur ce qui est ajouté par un jugement politico-moral. La partie qui suit, cherche à répondre à la question des similitudes dans des analyses qui sont produites par les deux orientations distinguées. Il s'agit de réunir les éléments de compréhension de ce socle commun.

- 8 En effet, il semble que les chercheurs ont communément ignoré la nature publique des problèmes étudiés et contribué ainsi, d'une manière ou d'une autre, à ce que le « problème » de l'immigration turque en France poursuive sa « carrière ». Pour prendre une distance vis-à-vis des définitions et des interrogations publiques – une démarche conventionnellement formulée en sociologie comme : « une rupture avec le sens commun » –, il faut d'abord prendre conscience de leur nature, ou les objectiver. Pour cela on examinera les recherches sur l'immigration turque réalisées en Turquie.

NOTES

129. Entretien réalisé par Asli Öcal (2008 : 308, 309).

130. Des mesures politiques à visé plus générale ont aussi été progressivement mises en place afin de limiter ou freiner l'immigration par la voie du regroupement familial : « *“La France a le droit de choisir qui elle veut accueillir”*, a insisté Brice Hortefeux, qui dressait jeudi le bilan de son ministère de l'immigration et de l'identité nationale, un an après sa création. [...] Ils étaient encore 97 125 à entrer comme conjoints ou proches entre juin 2006 et mai 2007, contre 84 921 maintenant. Depuis la fin de l'émigration de masse en 1974, le regroupement familial est la principale porte d'entrée en France des migrants. [...] “Ces unions ont explosé et sont souvent devenues un canal d'immigration”, estime un conseiller du ministre. Depuis 2004, elles sont plus surveillées, notamment dans les consulats chargés de déjouer les mariages arrangés. [...] Pour mieux réussir l'intégration des immigrés, quels qu'ils soient, la France met l'accent sur la maîtrise de la langue. Désormais, les candidats doivent passer un test de français, qui n'est pas éliminatoire, mais ouvre droit à des cours. », Cécilia Gabizon, « Immigration : le coup d'arrêt au regroupement familial », *Le Figaro*, 20 Juin 2008. Ces mesures semblent être contraignantes pour une population « battant ainsi tous les records » dans ce domaine, selon les termes de Gaye Petek-şalom (1997).

131. Herbert Blumer, 2004 (1971).

132. Herbert Blumer, 2004 (1971) : 196.

133. Par exemple Isabelle Rigoni, 2000 a ; et Benoît Sourou et Françoise Rollan, 2006. De même Claire Autant-Dorier (2002 ; 2008) qui évoque une « *relative ignorance dont souffre cette population* ».

134. Stéphane de Tapia, 2007 b.

Deuxième partie : Les sciences sociales turques et l'émigration

Les sciences sociales turques et l'émigration

- 1 Comme on l'a vu, l'intégration des populations immigrées turques à la société française constitue une interrogation publique que les sciences sociales ont reprise dans les termes où la politique française l'a formulée. Mais les interrogations publiques formulées dans et par la société d'émigration turque à propos du « départ » des populations turques vers l'Europe sont tout autres que celles qui ont été formulées à propos de leur « arrivée » en France.
- 2 La deuxième partie examine comment les recherches sur l'émigration turque vers l'Europe se sont développées en Turquie, en relation avec l'évolution d'une interrogation publique sur la contribution de l'émigration au développement de la Turquie. Cet examen fournit des éléments de compréhension du nouvel élan que les recherches sur l'émigration connaissent en Turquie depuis la fin des années 1990 et de l'adoption d'une nouvelle terminologie dans les recherches récentes pour désigner les émigrés.

1. De l'étude des "Gurbetçi" à l'étude des « Euro-Turcs » : une vue d'ensemble du développement des travaux de recherche sur l'émigration turque vers l'Europe

- 1 Les sciences sociales en Turquie ont adopté à leurs débuts une vision plus globale de l'émigration turque que les recherches réalisées en France. La terminologie adoptée par les recherches consacrées à l'étude de "dışgöç"¹³⁵, pour désigner les émigrés, découle de cette perspective : "yurtdışındaki vatandaşlarımız / işçilerimiz"¹³⁶ (« nos concitoyens / nos travailleurs-ouvriers à l'extérieur du pays »), et de manière conjointe : "gurbetçilerimiz" (« nos "gurbetçi" »)¹³⁷. Les départs sont investis d'un sens strictement économique : les "gurbetçi" sont ceux qui ont quitté le pays pour travailler ; ce sont des « travailleurs à l'étranger », ou plus exactement, des « ouvriers à l'étranger ». Les départs sont aussi investis d'un sens moral-national : les « gurbetçi » sont ceux qui travaillent à l'étranger pour "nous", pour (ou dans l'intérêt de) ceux qui sont restés ; ce sont « nos "gurbetçi" », « nos travailleurs », « nos ouvriers à l'étranger ».
- 2 Comparé au long délai qui sépare le début de l'immigration de celui de l'étude de l'immigration en France, l'étude de l'émigration a été très rapidement entreprise en Turquie. Une première recherche a été commandée en 1962 par DPT (*Devlet Planlama Teşkilatı* : Organisation Étatique pour la Planification ou le Conseil National de Planification), à une équipe de recherche composée d'universitaires et de fonctionnaires dirigée par Nermin Abadan-Unat¹³⁸. Publiée en 1964 par DPT sous le titre : *Batı Almanya'daki Türk İşçileri ve Sorunları* (Les Ouvriers turcs en Allemagne de l'Ouest et leurs problèmes)¹³⁹, cette recherche porte sur les conditions de vie des travailleurs turcs, hommes et femmes émigrés de Turquie vers l'Allemagne. Elle s'appuie sur une enquête par questionnaires réalisée en 1963 en Allemagne auprès d'environ 500 individus. Une autre recherche a été consacrée aux effets socio-économiques sur la Turquie, de l'émigration turque vers l'Europe. Entreprise dans le cadre d'un programme turco-hollandais et soutenue par des institutions turques et

hollandaises¹⁴⁰, ainsi que par des institutions internationales, elle est réalisée en 1975 par une équipe de recherche d'universitaires turcs et hollandais, sous la direction de Nermin Abadan-Unat et de Ruşen Keleş (recherche publiée en turc et en anglais : Nermin Abadan-Unat et al., 1976, *Göç ve Gelişme. Uluslararası İşgücü Göçünün Boğazlıyan İlçesindeki Etkilerine İlişkin bir Araştırma* ; 1975, *Migration and Development. A Study on the Effects of International Labor Migration on Boğazlıyan District*). Il s'agit cette fois d'une enquête de terrain (avec l'administration des questionnaires et entretiens auprès de travailleurs émigrés turcs rentrés définitivement au pays et de non-émigrés). Elle est réalisée dans la sous-préfecture de Boğazlıyan (département de Yozgat, Centre Anatolie), une zone sous-développée selon les critères de DPT et qui connaît un niveau élevé d'émigration vers l'étranger.

- 3 Une remarque de Nermin Abadan-Unat suggère toutefois que l'étude de l'émigration, bien que rapidement entreprise, a occupé une place secondaire dans la production universitaire en Turquie. Abadan-Unat, qui affirme avoir consacré plus de quarante années de recherches à l'émigration turque, constate avec une note de regret que « *les universités turques n'ont pas accordé l'importance nécessaire au phénomène de "l'émigration vers l'extérieur"* ("dışgöç", sous-entendue l'émigration à partir de la Turquie vers les pays européens) »¹⁴¹. Abadan-Unat affirme ailleurs que les émigrés ont suscité l'intérêt des chercheurs principalement par leur aspect « *homo economicus* »¹⁴². Les rémunérations des émigrés en Europe, leur potentiel d'épargne, leur transfert de devises vers la Turquie, la contribution des fonds envoyés par les émigrés au comblement du déficit budgétaire de la Turquie, les « sociétés ouvrières » fondées par les émigrés et les « coopératives de développement villageois » ont constitué « *la colonne vertébrale* » des recherches. Et les phénomènes de sédentarisation en Europe d'une partie des émigrés (une sédentarisation qui aurait commencé selon elle dans les années 1970, avec la constitution de familles, d'associations, de l'"ethnic-business", etc.) n'ont été suivis que d'une façon périphérique en Turquie¹⁴³.
- 4 Ce constat qui s'appuie en partie sur un travail bibliographique commenté, couvrant la période 1960-1984¹⁴⁴, rejoint celui de Çağlar Keyder et Ayhan Aksu-Koç, dans leur travail bibliographique commenté couvrant la période 1960-1986 : « *nous avons eu à nous référer à certains travaux de manière répétitive ; la littérature étant elle-même plutôt répétitive* »¹⁴⁵, affirment les auteurs. Ils remarquent que la question des envois de fonds des émigrés est le sujet qui a suscité le plus grand intérêt des recherches¹⁴⁶.
- 5 Par ailleurs, bien qu'une perspective globale sur l'émigration turque vers l'Europe soit adoptée, « l'émigration vers l'extérieur » semble avoir été longtemps réduite dans les discours scientifique, politique et public en Turquie, à l'émigration turque vers l'Allemagne. Non seulement les recherches pionnières de Nermin Abadan-Unat portent sur les populations turques installées en Allemagne, les travaux universitaires en général, ainsi que les rapports et études réalisés par ou pour le compte des institutions publiques en Turquie, et qui comportent dans leur titre la mention "*Türk Dış Göçü*" (« l'émigration turque vers l'extérieur »), portent généralement sur l'émigration turque vers l'Allemagne¹⁴⁷. C'est vrai aussi pour les textes non-universitaires, notamment les romans et essais-journalistiques, qui ont connu une diffusion plus large en Turquie et dans lesquels on retrouve par ailleurs plus d'éléments sur la subjectivité de la vie vécue par les émigrés turcs à l'étranger¹⁴⁸.

- 6 Il n'en va plus ainsi depuis la fin des années 1990. Deux centres de recherche ont été fondés à Istanbul au sein d'universités privées : en 2002, *Istanbul Bilgi University Center for Migration Research*, peu après *Migration Research Program at Koç University*¹⁴⁹. Les directeurs de ces institutions, Ayhan Kaya et Ahmet İçduygu respectivement, ont soutenu dans les années 1990-2000 des thèses de doctorat dans des universités allemande et australienne sur des aspects de l'émigration turque¹⁵⁰. Une nouvelle série de publications intitulée "Göç", a été créée au sein des éditions de l'Université Bilgi d'Istanbul. Les recherches sur l'émigration turque en France et en Europe sont encouragées et un nouvel intérêt est développé par les universités turques pour les travaux de recherche réalisés sur l'immigration turque en France et en Europe. La relative diffusion en Turquie des recherches récentes sur l'immigration turque en France, que nous avons mentionnée dans la partie précédente, s'intègre en effet dans ce contexte. La série "Göç" publie son premier ouvrage en 2002 : *Bitmeyen Göç. Konuk İşçilikten Ulus-Ötesi Yurttaşlığa* (« L'émigration qui ne cesse pas. Des travailleurs invités aux citoyens transnationaux »). Ce nouveau livre de Nermin Abadan-Unat, reprend une partie des résultats de ses recherches antérieures et présente « une analyse des nouveaux concepts et théories auxquelles a donné lieu la nouvelle forme prise par les migrations dans le processus de la globalisation »¹⁵¹. Dans cet ouvrage les émigrés turcs en Europe sont désignés, de manière alternative, comme "Euro-Türkler" (les Euro-Turcs) ou "Avrupa-Türkleri" (les Turcs d'Europe).
- 7 La nouvelle terminologie adoptée par les sciences sociales turques pour désigner les émigrés ne découle pas seulement des transformations survenues dans l'existence sociale de ces derniers ou dans la perception, chez les chercheurs, de cette existence. Les différentes terminologies adoptées par les sciences sociales à des temps variés, pour désigner les émigrés, sont aussi associées à l'évolution des interrogations publiques qui ont été formulées par et dans la société d'émigration turque, à laquelle les chercheurs appartiennent. Pour comprendre la nouvelle terminologie, il est nécessaire de comprendre le sens de la terminologie employée dans les premières recherches réalisées sur l'émigration turque, en resituant celles-ci dans leur contexte de production social, politique et disciplinaire.

NOTES

135. Göç signifie simultanément l'émigration, l'immigration et la migration. Dış signifie à la fois « externe » et « l'extérieur ». Dışgöç (littéralement « externe-migration ») signifie « l'émigration vers l'extérieur », sous-entendue vers l'extérieur de la Turquie.

136. Yurtdışı signifie « l'extérieur du pays », ou encore le(s) pays étranger(s). Nous ne cherchons pas ici à fournir une définition précise du terme Yurt (pour une analyse étymologique du terme, voir Stéphane de Tapia, 1999, notamment les pages 130 et 131). Signalons que dans la langue turque, ce terme se substitue selon le contexte aux termes Vatan et Ülke, qui, selon le contexte, signifient de même que le terme Yurt : le « pays », la « patrie » et la « nation ». Il en va ainsi pour les termes Yurttaş (littéralement : de même "yurt") et Vatandaş (de même "vatan"), qui se substituent l'un à l'autre dans la langue turque et qui signifient tous les deux : le « concitoyen »,

le « citoyen », et ou encore, le « compatriote ». Enfin le terme *işçi* signifie simultanément : le travailleur, l'ouvrier, le manœuvre – avec l'idée de l'exercice d'un travail de base.

137. Généralement traduit en français comme « l'exil » (voir « Elghorba : le mécanisme de reproduction de l'émigration », Abdelmalek Sayad, 1975), *gurbet* signifie le lieu – un pays ou une ville – d'arrivée de l'émigré. Outre une signification géographique, le terme comporte une signification morale et affective et c'est pourquoi il est traduit comme « l'exil ». L'émigration est associée à un sentiment de mal être, au sentiment du « mal du pays ». – Selon le dictionnaire de l'Institut de la langue turque (<http://tdkterim.gov.tr/bts>), *gurbet* signifie : « le lieu éloigné de l'endroit où l'on est né ou l'on a vécu ». Selon la même source, *Gurbetçi* signifie « celui qui est parti en “gurbet” » ; « celui qui gagne sa vie dans le “gurbet” ». Rappelons que le terme est d'origine arabe : *gharīb*, qui signifie selon le dictionnaire ottoman-turc (<http://www.sozluk.net/osmanlica>) : *hayret verici* (étonnant, surprenant) ; *tuhaf* (étrange, curieux, bizarre, inhabituel) ; *kimsesiz* (seul, délaissé, orphelin) ; *zavallı* (pauvre, malheureux, misérable).

138. Sociologue turque née à Vienne et juriste de formation.

139. Nermin Abadan, 1964.

140. L'Institut de logement (ou de peuplement) et d'urbanisme (*İskân ve şehircilik Enstitüsü*) de la Faculté de Sciences politiques de l'Université d'Ankara, la Fondation des Universités Néerlandaises pour la Coopération Internationale (NUFFIC) et l'Institut de recherche en sciences sociales dans les pays en développement (IMWOO).

141. Nermin Abadan-Unat, 2007 : 17.

142. Nermin Abadan-Unat, 2002 : xxii.

143. *Loc. cit.*

144. Travail bibliographique préparé et commenté par Nermin Abadan-Unat en collaboration avec Neşe Kemiksiz (1986). Selon le recensement d'Abadan-Unat, environ 300 ouvrages et 600 articles ont été publiés sur l'émigration turque vers l'Europe entre 1960 et 1984. Les publications consacrées aux thèmes qui ont été mentionnés en haut (ces thèmes sont regroupés sous la catégorie : « les problèmes économiques relatifs à l'émigration » (“*Dış göçe ilişkin ekonomik sorunlar*”), viennent au second rang, après les publications consacrées au « fait migratoire » (“*Dış göç olgusu*”), qui est un thème d'étude général et transversal. Ces deux catégories thématiques occupent à elles seules environ les deux tiers des articles et les deux tiers des ouvrages qui ont été publiés entre 1960 et 1984. Cf. Nermin Abadan-Unat (1986) : “*Türk Dış Göçünün 24 Yıllık Bilimsel Bilançosu, 1960-1984*” (« Le bilan scientifique de l'émigration turque, 1960-1984 »), l'Introduction à l'ouvrage de Nermin Abadan-Unat et Neşe Kemiksiz, 1986), notamment pp. 38-41.

145. Çağlar Keyder et Ayhan Aksu-Koç (1988), Préface.

146. *Ibid.* p. 54.

147. Voir les travaux bibliographiques de Nermin Abadan-Unat et Neşe Kemiksiz, 1986 ; de Çağlar Keyder et Ayhan Aksu Koç, 1988.

148. Notamment les romans de Fakir Baykurt, de Gülten Dayıoğlu, et d'Adalet Agaoğlu dont le roman *Fikrimin İnce Güllü* (1976) a été adapté au cinéma dans les années 1990 (sous le nom de *Sarı Mercedes* – Mercedes jaune/Mercedes mon amour). On peut aussi mentionner le roman de Günter Wallraff (*Tête de Turc*, paru en 1986 en France), qui a été traduit de l'allemand (*Ganz Unten*, 1985) en turc en 1986 sous le titre : *En Alttakiler* (« Ceux dans les bas-fonds »).

149. Ces centres organisent des rencontres pour les universitaires qui travaillent en Turquie ou ailleurs, sur les phénomènes migratoires en relation avec la Turquie (les émigrations à partir de la Turquie, les immigrations vers la Turquie, et les migrations à l'intérieur de la Turquie). Des informations détaillées sur la composition des comités d'administration et scientifiques, ainsi que sur les thématiques des colloques, symposiums et conférences organisés, sont disponibles sur leurs sites Web (www.goc.bilgi.edu.tr ; www.mirekoc.com). Ces sites offrent également des ressources bibliographiques, des bases de données statistiques, et des comptes-rendus de colloques tenus sur les mouvements migratoires concernant la Turquie (en tant que territoire

d'origine, d'arrivée, et de passage et de transit). Enfin le site de *MiReKoc* donne accès aux comptes rendus d'une trentaine de projets de recherche financés par le *MiReKoc* depuis sa fondation.

150. Ahmet İçduygu (1991): "Migrant as a Transitional Category: Turkish Migrants in Melbourne"; Ayhan Kaya (1998): "Constructing Diasporas: Turkish Hip-Hop Youth in Berlin" (publié en turc et en anglais, en 2000 et en 2001).

151. Nermin Abadan-Unat, 2002 : xiii.

2. L'émergence et la reconnaissance sociale d'un problème public de l'émigration vers l'Europe au cours des années 1960

a) Les deux étapes dans l'organisation de l'émigration turque vers l'Europe

- 1 Abadan-Unat distingue deux étapes dans l'organisation de l'émigration turque vers l'Europe. La première, antérieure à la signature des accords bilatéraux, est rarement mentionnée par les recherches sur l'immigration turque en France. Elle couvre les années 1950 et est décrite comme « *l'émigration turque à travers des initiatives et intermédiaires privées* »¹⁵². D'après Abadan-Unat, certains hommes d'affaire turcs, exerçant à Istanbul et dont les conjointes sont allemandes, ainsi que des membres de certaines professions libérales installés en Allemagne à cette période ont joué un rôle déterminant dans ce processus. Un projet proposant le recrutement de main-d'œuvre turque, en vue de la réalisation d'investissements en Allemagne, aurait été constitué et présenté au Ministère allemand des Affaires étrangères, par un institut rattaché à l'université de Kiel ("Institut für Weltwirtschaft"). À l'origine de celui-ci se trouve un professeur d'université, le Dr. Bade, contraint à la résidence en Turquie pendant la Seconde Guerre mondiale, et retourné à son poste à Kiel en 1956. Les premiers départs vers l'Allemagne sont ceux de stagiaires recrutés dans les écoles d'arts et métiers en Turquie¹⁵³. Ces premiers émigrés sont « *invités pour accroître leurs connaissances professionnelles* ». En 1959, un institut présidé par un universitaire turc est fondé à Hambourg (« l'Institut de recherche des relations économiques turco-allemandes »). Des ouvriers qualifiés sont recrutés en Turquie, pour accomplir des emplois d'électriciens et de soudeurs dans le port de Hambourg. Un an et demi après sa fondation, cet institut ferme : l'Institut National pour l'Emploi et de Sécurité Sociale, dont relevaient le recrutement et le placement des ouvriers étrangers en Allemagne, refuse de partager son domaine d'intervention.

- 2 Selon Abadan-Unat, l'émigration turque entre à partir de cette date dans le domaine de la gestion publique, et commence alors une seconde période de l'émigration turque qui se poursuit jusqu'à la suspension des politiques de recrutement de la main-d'œuvre étrangère dans les pays européens : celle des accords bilatéraux¹⁵⁴. Après la fermeture de l'institut de Hambourg, l'échange des artisans entre la Turquie et l'Allemagne est délégué à une commission interministérielle, peu avant le coup d'État militaire en Turquie le 27 mai 1960. Un accord bilatéral est signé, le 30 septembre 1961, avec l'Allemagne Fédérale. Le même type de mesure est adopté à partir de 1964 avec d'autres pays européens. En effet, la pression exercée sur le marché du travail par une forte croissance démographique a conduit entre temps les autorités turques, notamment un organisme étatique récemment fondé, DPT¹⁵⁵, à préparer l'exportation de la main-d'œuvre nationale qui ne peut pas être employée sur place (*istihdam edilemeyen*)¹⁵⁶. Une nouvelle constitution instaurant la liberté de circulation des citoyens à l'étranger a été adoptée en 1961¹⁵⁷, alors qu'un premier plan quinquennal national de développement (entre 1962-1967)¹⁵⁸, prévoit « l'exportation du surplus de main-d'œuvre nationale vers les pays européens qui vivent une pénurie en matière de main-d'œuvre » (p. 456 dudit Plan, cité par Abadan-Unat)¹⁵⁹.
- 3 Les grandes lignes de ce programme montrent que l'émigration a été conçue comme un projet collectif, voire « un projet national », susceptible de développer l'industrie et l'économie du pays¹⁶⁰. Le terme « l'ingénierie sociale » (*toplum mühendisliği*) est employé par Abadan-Unat pour décrire les activités planifiées par les autorités turques dans le cadre de ce programme¹⁶¹. Le plan vise à réduire le chômage en Turquie, à former à l'étranger la main-d'œuvre sous-qualifiée et à bénéficier ainsi du savoir-faire acquis des émigrés lors de leur retour en Turquie, et enfin, à combler le déficit budgétaire (ou le « manque de devises ») grâce à l'épargne des émigrés transférée vers l'économie nationale turque. Les départs sont gérés par l'État turc. Un organisme public turc, *İş ve İşçi Bulma Kurumu*, İİBK (l'Office national de l'emploi et de recrutement de la main-d'œuvre), est chargé de collecter les candidatures à l'émigration à l'échelon du département.
- 4 Dès 1962, avec le soutien de DPT et du Ministère des Affaires villageoises, sont par ailleurs créées, les coopératives pour le développement des villages (*köy kalkındırma kooperatifleri*)¹⁶². Polyvalentes, chargées à la fois des activités de production et de commercialisation¹⁶³, elles connaissent un développement accéléré en 1965, lorsque le Ministère des Affaires villageoises – un ministère récemment fondé, et au sein duquel un département a été créé en 1964 afin de soutenir ces coopératives, qui deviendra, en 1967, une Direction Générale – accorde des avantages pour partir à l'étranger aux villageois qui fondent ces coopératives¹⁶⁴. Le but du projet est d'utiliser et de valoriser l'épargne de ces travailleurs émigrés au service du développement des villages. Les membres de coopératives villageoises sont considérés par İİBK comme des candidats privilégiés à l'émigration, sous condition de remise d'une partie de leur salaire reçu dans l'immigration à la coopérative. À partir de 1964, une seconde catégorie est privilégiée par İİBK : et les habitants des régions sous-développées¹⁶⁵ et les habitants des régions ayant connu des catastrophes naturelles : sécheresses, inondations, maladie de la flore. En 1964, le gouvernement turc annonce qu'une priorité pour le départ à l'étranger sera également accordée aux résidents des villages de montagne et aux résidents des villages de forêt, s'ils fondent des coopératives de développement villageois. Car ce type de villages, par comparaison avec les villages des plateaux, serait

plus pauvre et leurs résidents représenteraient une menace publique (des dégâts dans les forêts publiques)¹⁶⁶. Par contre, İİBK cherche à éviter l'émigration vers l'Europe des résidents des zones urbanisées en Turquie, qui rejoignent, par le biais des contrats nominatifs, leurs parents et compatriotes qui ont émigré à partir des zones rurales en Turquie vers l'Europe ; l'objectif étant de répartir les départs au niveau national¹⁶⁷. Une inquiétude concerne également la préservation de la main-d'œuvre dont on pense avoir besoin au pays. Des quotas sont appliqués pour les ouvriers qualifiés des mines de Zonguldak (dans la région de la mer Noire), pour décourager leur départ à l'étranger¹⁶⁸. Il s'agit enfin d'attirer l'épargne des émigrés, en mettant en place, notamment entre 1964-1970, des politiques publiques accordant des taux de change et des crédits avantageux pour ceux qui ont gagné de l'argent dans l'immigration. Il s'agit aussi d'éviter que l'argent des émigrés s'oriente vers l'économie immergée ou souterraine (*karaborsa*)¹⁶⁹.

b) L'orientation des premiers travaux de recherche

- 5 Le rôle de DPT et de l'İİBK n'a pas consisté dans les années 1960 en l'organisation de l'émigration uniquement. Rattachés respectivement au Premier ministre et au Ministère du travail, ces deux instituts ont également joué un rôle dans la production et dans la promotion de la production de connaissance sur l'émigration turque¹⁷⁰.
- 6 Une première recherche a été commandée en 1962 par DPT, comme on l'a dit, réalisée en 1963 en Allemagne par une équipe de recherche composée d'universitaires et de fonctionnaires dirigée par Nermin Abadan-Unat (Nermin Abadan, *Les ouvriers turcs en Allemagne Fédérale et leurs problèmes*, 1964). Une autre recherche a été réalisée en 1965 par une équipe d'universitaires rattachés à l'Institut d'économie de l'Université d'Istanbul, dans les régions de l'Est et Nord-Est de la Turquie. Elle repose sur des entretiens réalisés avec des administrateurs publics et des fonctionnaires de l'État exerçant dans ces régions (dans les départements, les sous-préfectures et les villages) ainsi qu'avec des émigrés qui y sont retournés définitivement ou provisoirement d'Europe, notamment de l'Allemagne¹⁷¹. Enfin une recherche commandée par DPT à cet institut l'année suivante, s'appuyant sur un questionnaire administré à 280 individus dans la région de Marmara, porte sur les perspectives d'adaptation (*intibak*) des émigrés retournés définitivement dans cette région¹⁷². On peut ajouter à ces recherches, les rapports d'expertise en économie réalisés dans les années 1960 par ou pour le compte de DPT¹⁷³.
- 7 Les « problèmes des émigrés », plus exactement les « problèmes de nos travailleurs/ouvriers à l'étranger », sont aussi le thème principal des rapports administratifs publiés dans les années 1960 par İİBK. Ces rapports, dont certains sont signés par les administrateurs de l'institut, ont été élaborés à l'issue des « voyages » (*gezi*) ou des séjours effectués par des administrateurs en Europe à partir de 1962 (en Allemagne, en Australie, en France, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse)¹⁷⁴. Un rapport de ce type, publié en 1964 par le Ministère de travail, fait suite à un « voyage » effectué dans différents pays européens par Bülent Ecevit, alors ministre du travail¹⁷⁵. Ces rapports (désignés comme : “*İnceleme Gezisi Raporu/Notlar*” / Rapport ou notes de voyage d'étude) sont en fait des comptes rendus de visite de terrain réalisées en Europe par des administrateurs, des fonctionnaires et des hauts fonctionnaires de l'État turc, et ils

visent, comme la recherche de Nermin Abadan-Unat réalisée en 1963 en Allemagne, à étudier sur place les « problèmes des émigrés ».

- 8 Lors des conférences organisées par la Faculté d'économie de l'Université d'Istanbul et dont les comptes rendus sont publiés dans la revue de la Faculté (la Revue des conférences de politique sociale / "*Sosyal Siyaset Konferansları Dergisi*"¹⁷⁶, les universitaires, notamment des économistes et des politologues, et les hauts fonctionnaires de l'État présentent leur analyse de l'émigration et des problèmes des émigrés, reposant parfois sur des données empiriques ou de première main.
- 9 Compte rendu de recherches universitaires en sociologie, en économie et en sciences politiques, rapports d'études administratifs – dont des rapports d'expertise en économie et des compte rendus de « voyage » en Europe – et articles de revues issus des interventions à des conférences : ces différentes publications dans les années 1960, émanant des universitaires, des administrateurs et des hauts fonctionnaires turcs, se donnent comme objet d'étude l'analyse de la politique de « l'exportation du surplus de main-d'œuvre nationale vers les pays européens ». Les avantages ou les bénéfices, réalisés ou escomptés de cette politique nationale pour la société turque sont décrits. Ses risques sont signalés (un souci porte notamment sur l'émigration éventuelle de la main-d'œuvre qualifiée). Des « précautions » sont formulées (*alınması gereken tedbirler*) ou des mesures sont proposées, pour que les objectifs définis par cette politique puissent être réalisés.
- 10 Dans les enquêtes par questionnaire, les caractéristiques sociodémographiques des émigrés – installés en Europe ou revenus en Turquie définitivement ou provisoirement – sont scrutées, notamment leur origine socio-professionnelle et géographique (profession et localité de résidence des émigrés en Turquie avant leur émigration vers l'Europe, ainsi que la profession de leurs parents). Les émigrés sont interrogés sur leurs conditions de travail en Europe et sur leur salaire, leurs conditions de logement, leur mode de consommation et leur épargne. Enfin les émigrés sont interrogés sur leur perspective d'évolution professionnelle – ont-ils bénéficié d'une formation en usine ou dans l'entreprise où ils ont été recrutés en Europe ? Une promesse de formation leur a-t-elle été faite ? Dans quel secteur de travail envisagent-ils de travailler à leur retour en Turquie ou, pour les émigrés rentrés définitivement, envisagent-ils de changer de secteur d'activité ? – et sur leur projet d'investissements.
- 11 Les précautions formulées sont d'ordre économique – les analyses s'accordent à dire que « pour tirer un profit maximum des épargnes des travailleurs turcs à l'étranger », il faut appliquer un taux de change spécifique aux devises envoyées par les émigrés (certaines analyses proposent la création d'une banque spécifique) et qu'il faut par ailleurs encourager la création des sociétés anonymes en Turquie, par les émigrés. Les précautions sont d'ordre démographique : pour répartir les départs au niveau national, il est préconisé que l'État soutienne et encourage les coopératives de village, ainsi que « l'envoi à l'étranger » des professionnels de tourisme et des résidents des villages de montagne. Enfin les précautions sont d'ordre socio-culturel et religieux : le besoin d'émission d'ondes radio pour les émigrés, ainsi que le besoin d'envoyer en Europe des instituteurs et des « responsables de religion » (*i.e.* des imams) sont signalés, pour que les émigrés puissent maintenir leurs liens culturels et affectifs avec la Turquie.

c) Les premiers travaux de recherche sur l'émigration vers l'Europe et la focalisation sur la « rapide urbanisation » de la société turque

- 12 En décrivant le contexte de l'émigration turque vers l'Europe, Nermin Abadan-Unat, dont les travaux ont acquis une certaine notoriété dans le domaine, signale, sans s'étendre, l'existence dans les années 1960 en Turquie, d'une « *tension sociale liée à la rapide urbanisation* »¹⁷⁷. Qualifiée aussi de « *problème de la rapide urbanisation* » dans les travaux de recherche en sciences sociales en Turquie, dont une analyse est fournie par Mübeccel Belik Kiray, qui fait partie des premières générations de chercheurs turcs ayant effectué ce type de recherches. Selon Kiray, la société turque connaît depuis la fin des années 1940 une « *rapide dépayssanisation* »¹⁷⁸. Mais le taux d'industrialisation de l'activité économique nationale étant relativement faible, le grand afflux de la main-d'œuvre rurale vers les villes ne peut pas être absorbé sur le marché du travail¹⁷⁹. Le marché de logement est par ailleurs inadapté à l'installation de ces populations ; celles-ci sont souvent logées en périphéries urbaines, dans des bâtiments qu'ils ont eux-mêmes construits : les « *gecekondu* » (littéralement : [s'est] posé [à terre] dans la nuit)¹⁸⁰. La signature des accords bilatéraux de main-d'œuvre avec les pays européens accompagne en effet un mouvement d'exode rural en Turquie – « l'urbanisation », « *kentleşme* », n'étant que le nom qui lui est attribué par les sciences sociales turques – dont le début se trouve, selon les travaux des sciences sociales, vers la fin des années 1940¹⁸¹.
- 13 Une date précise – l'année 1947 – apparaît systématiquement dans les textes de Stéphane Yerasimos, pour indiquer le début de l'exode rural, à destination d'Istanbul notamment¹⁸². Il en est ainsi probablement parce que c'est en 1947 que le terme « *gecekondu* » semble avoir été pour la première fois employé dans la presse stambouliote¹⁸³. Et les années qui suivent, l'émigration des populations rurales vers les villes est un thème qui occupe la manchette des journaux, comme le remarque un observateur étranger, Richard D. Robinson, à la fin des années 1950¹⁸⁴. En 1947, soit quelques semaines après son apparition dans la presse stambouliote, le terme « *gecekondu* » semble avoir été introduit et utilisé pour la première fois publiquement par des députés lors du vote du budget pour l'année 1948 à l'Assemblée Nationale¹⁸⁵. Une loi adoptée en 1948 et qui ne concerne que Ankara, fut suivie par une autre loi adoptée en 1953 et prévoyant, comme la loi précédente, une « amnistie sur la construction » (*imar affi*) : « *qui consiste, de la part des pouvoirs publics, à octroyer aux habitants en situation juridique incertaine (la veille d'élections, opportunément), des inscriptions au cadastre (tapu kaydı), des titres de propriété ou des autorisations de construire a posteriori (...)* »¹⁸⁶. La légalisation des « *gecekondu* » (ou les mesures de clémence) d'une part, et d'autre part des faits rapportés par la presse la veille des élections de 1949¹⁸⁷, ainsi qu'au cours des années 1950 où le gouvernement du Parti Démocrate (DP)¹⁸⁸ est resté au pouvoir, sont des éléments que des journalistes saisissent, pour appuyer l'idée que le Parti Démocrate tire sa force des « *gecekondu* » (*i.e.* de leurs résidents) ; et ce fait, réel ou supposé, constitue une source d'inquiétude ou est présenté comme telle¹⁸⁹.
- 14 Les « *gecekondu* » et l'émigration rurale vers les villes ne sont pas des questions que les universitaires ignorent dans les années 1950. Ces questions sont au cœur des conférences annuelles d'urbanisme, organisées à partir de 1954 par « l'Institut du

logement (ou du peuplement) et de l'urbanisme » (*İskân ve şehircilik Enstitüsü*), fondé en 1953 au sein de la Faculté de sciences politiques de l'Université d'Ankara et dirigé par Fehmi Yavuz¹⁹⁰.

- 15 Qualifiant les “gecekondu” comme des lieux où « *la peur de Dieu, la police et le soleil ne rentrent pas* »¹⁹¹, et ses résidents (*gecekonducular*), comme un « *groupe de pression* » exerçant une influence sur les politiciens et les administrateurs afin de satisfaire un certain nombre de ses besoins¹⁹², Fehmi Yavuz critique les concessions qui sont faites par les politiciens aux résidents des “gecekondu” pour obtenir leurs votes (octroie des titres de propriété et prestation de services publics)¹⁹³ : une récompense, aux yeux de Yavuz, pour ceux qui occupent des terrains illégalement¹⁹⁴. Yavuz s'alarme sur les conséquences d'une « *urbanisation non contrôlée* » (appelée aussi dans les textes de Yavuz : « *l'urbanisation déséquilibrée* », « *la croissance excessive des grandes villes* », ou encore : « *la concentration de population surabondante dans les villes* »¹⁹⁵), qui sont néfastes sur le plan économique, social et « *stratégique* »¹⁹⁶. Il affirme que la question ou le problème des “gecekondu” (*gecekondu meselesi*) est le problème le plus important d'Ankara et d'Istanbul¹⁹⁷, un problème qui est, dit-il, « *extérieur aux partis politiques et qui leur est supérieur* »¹⁹⁸. Et il ajoute : « *l'afflux des populations (sous-entendu rurales) vers les villes, a commencé à faire réfléchir (au sens : inquiéter) beaucoup de gens, entre autres les administrateurs haut placés, les agents de sécurité (emniyetçiler, i.e. la police), les agents de circulation (trafikçiler, i.e. la police de circulation) et les soldats (i.e. l'armée)* »¹⁹⁹.
- 16 Yavuz préconise une action en amont. Il ne voit pas dans la démolition des “gecekondu” une solution (démolir n'est pas « *une arme efficace* », écrit Yavuz²⁰⁰). « *Pour résoudre les problèmes d'Istanbul, d'Ankara... nous devons tourner notre face vers d'autres zones de notre pays* »²⁰¹, affirme Yavuz. Ce qui est préconisé par Yavuz et son entourage²⁰², est appelé le « *régionalisme* » (*bölgecilik*)²⁰³ ou la « *planification régionale* » (*bölge planlama*)²⁰⁴. L'idée consiste à orienter ou à canaliser les émigrations rurales ciblant les grandes villes, vers les « *régions* » (i.e. les zones semi-rurales), en y développant l'industrie. « *Pour permettre une répartition équilibrée de la population, il est indispensable de planifier à bien la répartition géographique de l'industrie* », écrit Yavuz²⁰⁵. Yavuz préconise ainsi, par le biais de l'industrialisation, la création d'une dizaine de « *filtres* » (*süzgeç*) ou de « *centres d'attraction* » (*cazibe merkezi*), c'est-à-dire des localités séduisantes pour les populations rurales, alternatives aux grandes villes, « *pour qu'une grande partie de ceux qui, aujourd'hui, affluent à Ankara ou à Istanbul, préfèrent rester dans des endroits proches de leur village, de leur “kasaba” (sous-préfecture de rattachement ou district) et de leur ville (le département de rattachement du village)* »²⁰⁶. – Construire des industries ailleurs, loin des grandes villes assujetties à l'afflux des populations rurales ; l'idée n'est pas nouvelle : l'implantation (par l'État) des industries dans les villages avait été déjà suggérée dans les années 1930 et 1940 par des intellectuels et bureaucrates kémalistes, pour contrecarrer les émigrations rurales vers les villes²⁰⁷. Parmi ceux-là, Nusret Köymen, auteur d'un ouvrage publié en 1948 et intitulé « *Planification Régionale, Développement National* », que Stéphane Yerasimos interprète à tort comme ayant été écrit « *sous le choc des premières vagues de l'exode rural qui se manifestent dès 1947* »²⁰⁸.
- 17 Les années 1960 ont annoncé un nouveau contexte pour le problème public des émigrations rurales vers les grandes villes ainsi que pour les sciences sociales turques. En effet, comme Yerasimos remarque, « *le coup d'État militaire a abouti à une nouvelle constitution qui créa l'Organisation de Planification d'État (DPT) dont la loi fondatrice prévoit l'élaboration de plans régionaux* »²⁰⁹. Le premier plan quinquennal national de

développement (entre 1962-1967), qui attire l'attention sur « le coût économique et social très élevé d'une urbanisation déséquilibrée » (p. 455 du Plan), prévoit « la planification et le développement des régions » (p. 471 du Plan)²¹⁰. Le plan prévoit par ailleurs « la création d'un milieu scientifique compétent, de par la sélection méticuleuse ou stricte (titiz) des scientifiques et des chercheurs et l'attribution méticuleuse ou stricte des titres de scientifiques et de chercheurs ». Enfin le plan prévoit « l'attribution des possibilités financières nécessaires aux milieux de la recherche » (p. 466 du Plan).

- 18 Les chercheurs évoquent un « processus de développement et d'institutionnalisation des sciences sociales en Turquie à partir des années 1960 » sans fournir des éléments précis. Par exemple İlhan Tekeli (1983) écrit : « L'État, avec son plan, a souhaité prendre le contrôle du développement dépressif (bunalımlı) de l'avancée du capitalisme, de l'industrialisation et de l'urbanisation que la Turquie était en train de vivre ». Ces « besoins », affirme Tekeli, « sont à l'origine d'un changement d'orientation dans le développement des sciences sociales en Turquie à partir des années 1960 : les recherches ayant une approche spéculative ont ainsi laissé la place à des recherches empiriques, reposant sur des enquêtes de terrain »²¹¹. De même un numéro de la revue des sciences sociales turques, *TALİD*, consacré à l'histoire de la sociologie turque, qualifie les années 1960 comme la période où se formule « le besoin de production des nouvelles connaissances » et évoque la création de DPT, la fondation de l'Université Technique du Moyen Orient (ODTÜ, *Orta Doğu Teknik Üniversitesi*) à Ankara, la fondation de l'Institut des études démographiques au sein de l'Université Hacettepe (Ankara), la restructuration de DİE (*Devlet İstatistik Enstitüsü*, l'Institut de Statistique de l'État, l'équivalent de l'INSEE) et la fondation de l'Association des sciences sociales aux débuts des années 1960²¹².
- 19 En effet ce processus signifie « institutions nouvellement créées ou restructurées » et « des possibilités de financement liées à des commandes de l'administration d'État »²¹³, comme ce fut le cas en France par exemple. Ce processus s'est traduit dans le cas de la Turquie, par un dédoublement des fonctions ou des rôles ou des statuts des universitaires : devenus consultants, responsables ou chefs de projet, voire Ministre d'État, les universitaires ont été impliqués activement dans les plans régionaux gérés par DPT et le Ministère de la construction et de logement, et visant à prévenir les émigrations rurales vers les grandes villes²¹⁴. Enfin ce processus s'est traduit par le développement des enquêtes universitaires conduites en milieu urbain en Turquie (les grandes villes et les petites villes turques) ainsi que dans les pays européens : les zones d'arrivée des émigrations rurales ou les zones vers lesquelles les émigrations rurales ont été tentées d'être canalisées.
- 20 Commandée en 1962 par DPT (la même année qu'une première recherche a été commandée sur l'émigration turque en Allemagne²¹⁵), la recherche par questionnaire de Mübeccel Belik Kıray (1964), réalisée dans une petite ville portuaire du département de Zonguldak situé dans la région de la mer Noire, nommée Ereğli, est généralement citée comme un des premiers exemples de l'étude scientifique des milieux urbains²¹⁶. Elle porte sur les effets socio-économiques de l'implantation d'un complexe industriel dans cette ville en 1961. Les recherches réalisées dans les zones urbaines avant celle de Kıray sont rares, et c'est pourquoi Kıray écrit dans l'introduction à son ouvrage qu'il s'agit d'une première monographie urbaine réalisée en Turquie. Deux recherches semblent avoir été réalisées dans des villes de petite ou moyenne taille avant celle de Kıray²¹⁷. On peut aussi mentionner un mémoire de fin d'étude sur les “gecekondu” à Ankara (İbrahim Öğretmen, 1957)²¹⁸, dirigé par Fehmi Yavuz, qui en écrivit la préface.

L'étude des milieux urbains (un domaine d'étude qui est resté fortement associé à l'étude des migrations internes reçues dans les grandes villes) s'est développée en Turquie à partir des années 1960²¹⁹.

- 21 C'est dans ce contexte, de « développement et d'institutionnalisation » des sciences sociales que les premières recherches sur l'émigration turque vers l'Europe ont été réalisées. Assujetties à une forte demande sociale émanant de l'État et de ses institutions nouvellement créées ou restructurées après le coup d'État militaire mené en 1960, et visant à prendre le contrôle des émigrations rurales ciblant les grandes villes, les sciences sociales turques, centrées sur les zones rurales en Turquie²²⁰, se sont ouvertes sur les zones urbaines ainsi que sur les pays européens.

NOTES

152. Nermin Abadan-Unat, 2002 (voir les pages 39-41).
153. Nermin Abadan (1964 : 35) indique le nom de ces premiers émigrés (un groupe de douze personnes) et la date précise de leur arrivée (le 1^{er} avril 1957) à Kiel.
154. Nermin Abadan-Unat, *ibid.* (voir les pages 41- 46).
155. Il s'agit d'un organisme rattaché au Premier Ministère ou au Conseil de la Présidence (*Başbakanlık*) et qui a été fondé le 30 septembre 1960 (*cf.* le site Web de DPT).
156. Cette information complémentaire est fournie par Nermin Abadan-Unat dans un article antérieur (1972 a : 20).
157. Signalons que cette constitution a été adoptée par un gouvernement militaire (*Millî Birlik Komitesi Hükümeti*, le Gouvernement du Comité de l'Union Nationale), resté au pouvoir du 30 mai 1960 au 20 novembre 1961 (*cf.* le site Web de *TBMM, Türkiye Büyük Millet Meclisi*, La Grande Assemblée Nationale de Turquie).
158. Nermin Abadan-Unat, 2002 : 43. Signalons que ce plan a été publié par DPT en janvier 1963 : *Kalkınma Planı (Birinci Beş Yıl, 1963-1967* [Le Plan de développement (les cinq premières années), 1963-1967]. Abadan-Unat affirme que ce plan est entré en vigueur en 1962 (*ibid.* : 96). Selon Ersin Onulduran et Herman van Renselaar (1976 : 30), l'esquisse du plan a été préparée en 1962 et le plan est entré en vigueur en 1963.
159. Nermin Abadan-Unat, 2002 : xx.
160. Nermin Abadan-Unat, *ibid.* : 43.
161. Nermin Abadan-Unat, *ibid.* : xix.
162. Ces coopératives ont été créées en 1962 selon Nermin Abadan-Unat (*ibid.* : 76, 129) ; et Ahmet Murat Alper (2005 : 41) qui cite Philip L. Martin (1991) ; dans la première moitié des années 1960 selon Niyazi Yüksel (1989) ou en 1965 selon Özer Ozankaya (1976).
163. Niyazi Yüksel, *ibid.*
164. Niyazi Yüksel, *ibid.* ; et Nermin Abadan-Unat *et. al.*, 1976. Selon Abadan-Unat (2002 : 76) ces coopératives étaient de 383 en 1964, en 1967, de 1 349, et en 1968, de 1 381.
165. Nermin Abadan-Unat, *ibid.* : 124.
166. Paul J. Magnarella, 1997 (1979).
167. Nermin Abadan, 1972 a : 25.
168. Nermin Abadan-Unat, 1986.
169. Nermin Abadan-Unat, 2002 : 45. Abadan-Unat, 1976 : 52.

170. Ces deux instituts sont les deux principaux producteurs de publications pour la période de 1960 à 1984, selon les recensements de Nermin Abadan-Unat et Neşe Kemiksiz (1986 : 37-38).
171. Orhan Tuna (1966).
172. Orhan Tuna (1967).
173. İçen Börtücene (1966) ; İçen Börtücene et Ö. Sevim (1966) ; et Ünal Ege (1967).
174. Kemal Gökçedağ (1962 a et 1962 b) ; Mukbil Birerçin (1963) ; et İİBK (1966 ; 1968 a ; 1970). Des rapports ont été publiés dans les années 1960 par İİBK, sur les perspectives de retour des émigrés également (İİBK 1967 ; 1968 b ; 1969 ; 1971 et 1974).
175. Bülent Ecevit, élu président général du Parti Républicain du Peuple (CHP) en 1972, est élu Premier ministre en 1973, lors des premières élections législatives organisées après le coup d'État militaire mené en 1971.
176. Voir les numéros 16 (1965), 17 (1966), 18 (1967), 19 (1968) et 20 (1970) de cette revue.
177. Nermin Abadan-Unat, 2002 : 36.
178. Mübeccel Belik Kiray (1970 ; 1972) emploie les termes suivants en anglais : “*fast depeasantisation*” ; et en turc : “*hızla topraktan kopma*” (littéralement, le rapide « détachement » ou « arrachement » des terres, c'est-à-dire, le déracinement), ou encore : “*kırsal çözülme*” (littéralement, la désagrégation ou le détachement rural). Ces termes signifient tous la même chose : l'émigration à partir des zones rurales vers les zones urbanisées en Turquie.
179. Cette main-d'œuvre d'origine rurale, employée dans le secteur d'activité dit « le secteur marginal » ou « le secteur informel », occuperait des emplois dits « périphériques » (i.e. des emplois tertiaires de type : concierge d'immeuble, portier dans les administrations publiques, personnel de ménage, éboueurs, vendeurs de *simit*, cireurs de chaussures, revendeurs ou fripiers, porteurs ou transporteurs, etc.). Ainsi la « rapide dépeysanisation » de la société turque serait accompagnée par une « lente ouvriérisation / prolétarianisation » (“*slow workerisation*”), et aurait abouti à l'émergence d'un « sous-prolétariat » ou « lumpenprolétariat », c'est-à-dire, une masse de populations émigrées des zones rurales dans les villes et non employées dans le secteur industriel. Pour ce type d'analyse, voir Mübeccel B. Kiray, 1970 ; 1972 ; Tansı Şenyapılı, 1978 ; İlhan Tekeli, 1983 ; et Ruşen Keleş, 2002 (1984).
180. Fehmi Yavuz en aurait donné une première définition : « *Les gecekondu sont des bâtiments édifiés précipitamment, la plupart du temps dépourvus des conditions de confort les plus élémentaires, et qui contreviennent aux lois sur la construction, sans tenir compte des droits du propriétaire du terrain où ils s'installent* », Fehmi Yavuz (1953 : 63) ; cité par Jean-François Pérouse (2004). Différents termes en anglais sont employés dans les travaux des sciences sociales turques pour désigner les “gecekondu”, comme : “built in the night”, “unauthorized construction set up in one night”, “squatter's house”, “squatter housing”, “squatter settlements”, “shanty town” ou “para-urban slums”.
181. Pour rendre compte de son ampleur, les recherches attirent l'attention sur la rapide croissance de la part des populations résidant dans les zones urbaines. Selon Ahmet İçduygu et İbrahim Sirkeci (1999), en 1950, 19 % de la population nationale résident dans les villes ; en 1970, 36 % ; et en 1990, 56 %. Stéphane Yerasimos affirme que toutes les agglomérations reçoivent leur lot de l'exode rural mais certains plus que les autres, notamment Istanbul et quatre autres villes dont Ankara. Entre 1950 et 2000, si la population urbaine est multipliée par neuf, celle d'Istanbul a décuplé ; d'après le recensement de 1997, moins de 30 % des habitants de l'agglomération stambouliote y étaient nés. Yerasimos (2001) ajoute que la population active agricole du pays reste toutefois très importante, aux environs de 40 % de la population active totale.
182. Stéphane Yerasimos, 1988 ; 1995 ; 2001 ; 2004.
183. Selon Tansı Şenyapılı (1978), qui affirme avoir examiné les articles parus dans deux journaux quotidiens (*Cumhuriyet* et *Hürriyet*) entre le 27 avril 1947 et le 4 août 1949 ; et selon Jean-François Pérouse (2004) qui cite Stéphane Yerasimos et Semih Vaner (1988 : 151-154).

184. Richard D. Robinson, 1958. Robinson donne des exemples de manchettes de journaux, parus notamment à partir de 1955: *“The Movement from the Villages to the Cities Must Be Stopped”*; *“Poor Villagers are Migrating to the Cities”*; *“Increasingly Difficult Living Conditions in the Villages and the Movement to the Cities”*; et *“The Tragic Condition of People Migrating from Village to City”* (ibid.: 401).

185. Jean-François Pérouse, 2004.

186. Ibid. : 14.

187. Des faits, et surtout la façon dont les faits sont rapportés. Je me limiterai à un exemple (cité par Tansı Şenyapılı dans son ouvrage, 1978 : 52) : le 1^{er} novembre 1949, *Hürriyet* rapporte que Fahrettin K. Gökay, qui vient d’être nommé préfet d’Istanbul (le 25 octobre 1949), s’est rendu dans des quartiers de “gecekondu” et qu’un accueil chaleureux lui a été manifesté par des milliers de résidents de “gecekondu”. Les faits rapportés par la presse, entre 1949 et 1957, concernent principalement la prestation de services publics aux résidents des “gecekondu” (courant électrique, eau potable, école, commissariat de police, station d’arrêt de train, etc.) ainsi que l’octroi des titres de propriété à ces derniers. Ils concernent aussi l’attribution du statut de sous-préfecture (*ilçe*) à des quartiers dans lesquels les “gecekondu” sont implantés, par exemple Zeytinburnu. Ainsi, dans son ouvrage devenu une référence dans le domaine de l’étude des migrations internes en Turquie (tiré d’une thèse de doctorat soutenue à la Faculté des Sciences Politiques de l’Université d’Ankara en décembre 1976, sous la direction de Mübeccel Belik Kiray), Şenyapılı affirme : « *Le Parti Démocrate est arrivé au pouvoir en 1950 en prenant les votes des masses populaires* [pas précisé], *en particulier des milieux de gecekondu dans les villes* » (ibid., : 55).

188. Fondé en 1946 suite à une scission avec le Parti Républicain du Peuple, le Parti Démocrate est élu au pouvoir en 1950. Ayant emporté deux fois de suite les élections (en 1954 et en 1957), celui-ci est resté au pouvoir jusqu’au coup d’État militaire survenu en 1960. Rappelons que ce coup d’État militaire a mis fin provisoirement à la période de multipartisme qui débute en 1946 par l’établissement du Parti Démocrate, mettant ainsi fin au régime du parti unique (le Parti Républicain du Peuple).

189. Par exemple, dans un article paru dans *Cumhuriyet* le 28 Septembre 1948, Metin Toker évoque l’existence à deux pas de Şişli, un arrondissement, dit-il, distingué d’Istanbul, des quartiers terrifiants et répugnants (*“İstanbul’un mutena semti şişli’nin iki adım ilerisinde insana dehşet ve tiksinti veren mahalleler”*). Dans un autre article, paru le 2 novembre 1949 dans *Cumhuriyet*, Toker signale que le nombre de populations vivant dans les “gecekondu” a atteint 30 000 personnes et avertit les administrateurs de la ville : « *Le préfet* (Fahrettin K. Gökay) *a pris sous son aile les “gecekonducusu”* [les résidents des “gecekondu”], *“nous n’avons rien à dire”* [*“bir diyeceğimiz yok”* signifiant « que dire », ou « admettons »]. *Seulement si les “gecekondu”, qui ont aujourd’hui leur propre “règle” “nizam”, signifiant la règle, la loi, l’ordre, l’organisation], loi et cabinet, obtiennent demain le contrôle des forces de sécurité (“inzibat kuvvetleri”), voire le contrôle de l’armée, il ne faut surtout pas s’en étonner* ». Cité par Tansı Şenyapılı (1978 : 52).

190. Les « Conférences de la semaine de logement (ou du peuplement) et d’urbanisme » (*İskân ve şehircilik Haftası Konferansları – İŞHK*). Les actes de ces conférences ont été publiés par l’Institut (la première conférence, dont les actes ont été publiés en 1955, a eu lieu du 7 au 12 juin 1954 ; la deuxième, dont les actes ont été publiés en 1958, a eu lieu du 5 au 7 juin 1957). Participent à ces conférences, des universitaires et des hauts fonctionnaires de l’État, et parfois des universitaires et des experts étrangers. Je m’appuierai notamment sur les comptes rendus de ces conférences publiés dans la revue de la Faculté de sciences politiques de l’Université d’Ankara et rédigés par Cevat Geray ainsi que par Ruşen Keleş, les assistants et les collaborateurs de Fehmi Yavuz dans les années 1950. Je m’appuierai également sur les articles de Fehmi Yavuz publiés dans la revue de la Faculté ainsi que la préface de Yavuz à l’ouvrage de İbrahim Öğretmen (1957), intitulé “Gecekondu”.

- 191.** Fehmi Yavuz (1961 : 42) (Communication de Yavuz à la 4^e conférence annuelle İŞHK, organisée le 19-21 avril 1960. Intitulée : « La question des “gecekondu” » / “Gecekondu Konusu”). Cité par Cevat Geray, 1968.
- 192.** Ruşen Keleş (1961). Compte rendu de la 4^e conférence annuelle İŞHK, organisée le 19-21 avril 1960.
- 193.** Fehmi Yavuz (1962 : 16, 17). (Communication de Yavuz à la 6^e conférence annuelle İŞHK, organisée le 11-13 Juin 1962. Intitulée : « Notre urbanisme et les politiciens » / “şehirçiliğimiz ve Politikacılar”). Cité par Cevat Geray (1968 : 14).
- 194.** Fehmi Yavuz (1957 : 7) (Préface de Yavuz à l’ouvrage de İbrahim Öğretmen, intitulée : “Gecekondu”). Cité par Cevat Geray et Ruşen Keleş (1983 : 14).
- 195.** “Muvazenesiz şehirleşme”; “büyük şehirlerin aşırı büyümesi”; “kentte nüfusun gereksiz yoğunlaşması”.
- 196.** “Stratejik zaruretler” (littéralement les indigences stratégiques). Le danger que représente la croissance démographique des grandes villes vis-à-vis de la défense du pays en situation de guerre ou de conflit, est évident selon Fehmi Yavuz (1958 a : 134).
- 197.** Fehmi Yavuz (1958 b : 120).
- 198.** Cevat Geray (1960 : 126) (Compte rendu de la 4^e conférence annuelle İŞHK, organisée le 19-21 avril 1960).
- 199.** Fehmi Yavuz (1958 b : 119).
- 200.** Fehmi Yavuz (1957 : 9). Cité par Cevat Geray et Ruşen Keleş (1983 : 14).
- 201.** Fehmi Yavuz (1958 b : 126).
- 202.** « Le contrôle de l’afflux des populations vers les grandes villes est apparu comme une nécessité. Mais la façon d’y procéder n’a pas encore été déterminé et expliquée. Nous proposons la planification régionale, que nous considérons comme la précaution (ou la mesure) la plus efficace et positive (ou appropriée) ». (“Büyük şehirlere olan nüfus akınının kontrolü bir ihtiyaç olarak ortaya çıkmıştır. Fakat bunun nasıl yapılacağı tespit edilmiş ve açıklanmış değildir. Biz bölge plancılığını en müessir ve musibet bir tedbir olarak görüyor ve teklif ediyoruz”), Fehmi Yavuz (1958 b : 126).
- 203.** Fehmi Yavuz (1956).
- 204.** Fehmi Yavuz (1958 b).
- 205.** Fehmi Yavuz (1956 : 375).
- 206.** Fehmi Yavuz (1958 b : 127).
- 207.** Voir Mehmet Asım Karaömerlioğlu (1998 a ; 1998 b ; 1999 ; 2000 ; 2002). Ces articles sont tirés d’une thèse de doctorat en histoire, soutenue en 1999 : “The Cult Of The Peasant: Ideology And Practice, Turkey, 1930-1946”, The Ohio State University, sous la dir. de Carter Findley. Les recherches de Karaömerlioğlu sont intéressantes : elles montrent comment et à quel point les émigrations à partir des zones rurales vers les zones urbanisées constituent un souci politique et public dès les années 1930 en Turquie ; un souci dissimulé derrière les discours et les écrits glorifiant la vie dans les villages et les valeurs paysannes.
- 208.** Stéphane Yerasimos (1988 : 117).
- 209.** Stéphane Yerasimos (1988 : 118). Pour l’influence des analyses de Fehmi Yavuz ainsi que des débats menés aux conférences annuelles organisées par l’institut qu’il dirige, sur les politiques publiques mises en place après le coup d’État militaire mené en 1960, voire un peu avant (qui remontent, tout au moins, à l’adoption d’une loi de construction en 1956 – cette loi, entrée en vigueur en janvier 1957, vient remplacer celle de 1933 et restera en vigueur jusqu’en 1984 – et à la fondation en 1958 d’un Ministère de la construction, devenu le Ministère de construction et de logement en 1958 et dont Fehmi Yavuz deviendra Ministre en 1961, et à la création au sein de ce ministère, d’une direction Générale de la planification régionale), voir Cevat Geray, 1963 ; Cevat Geray et Ruşen Keleş, 1983 ; et Stéphane Yerasimos, 2004. Signalons que le coup d’État militaire mené en 1960 est généralement perçu positivement dans les milieux intellectuels turcs, par

exemple dans les textes de Cevat Geray postérieurs au coup d'État militaire, celui-ci est désigné comme « la révolution de 1960 ».

210. Voir Stéphane Yerasimos (1988) pour une description de ces plans de développement régionaux et pour leur bilan.

211. İlhan Tekeli, 1983 : 65, 66.

212. *Türkiye Araştırmaları Literatür Dergisi*, 2008, n° 11.

213. Jean-Michel Chapoulie, 1991 : 341 ; 331.

214. D'abord nommé Ministre de l'enseignement national en 1960 après le coup d'État militaire, puis Ministre de la construction et de logement en 1961, Fehmi Yavuz est membre de l'Assemblée constitutive de 1961 (constituée après le coup d'État militaire, cette assemblée, présidée par un militaire, est chargée d'élaborer la nouvelle constitution) et, à partir de 1960, membre du comité d'administration (*Mütevelli Heyeti üyesi*) de l'Université ODTÜ (fondée en 1956 à Ankara). Ruşen Keleş et Cevat Geray, qui avaient tous les deux une expérience dans les administrations publiques (fonctions de sous-préfet) avant de devenir des assistants de Fehmi Yavuz à la Faculté de sciences politiques de l'Université d'Ankara, assurent des missions de consultants pour DPT et pour le Ministère de la construction et de logement. Ils enseignent à l'Université d'Ankara, au sein de la Faculté de sciences politiques, mais aussi à l'Université ODTÜ, au sein du Département de la planification urbaine fondé en 1961 et où Fehmi Yavuz et Mübeccel B. Kiray enseignent également. Les enseignants et les étudiants de ce département – l'écart d'âge est faible entre ceux-ci, les étudiants ont déjà reçu des formations universitaires et sont issus de disciplines variées, et ils ont parfois une expérience de travail dans les administrations publiques – sont responsables des projets régionaux (par exemple Esat Turak, Tuğrul Akçura et İlhan Tekeli). Ce « réseau » (*ağ*), créé dans les années 1960 à Ankara, entre les « administrateurs de la bureaucratie centrale » et le milieu de la recherche universitaire, est mentionné par İlhan Tekeli (2005), Nilgün Çelebi (2007) et Cevat Geray (*cf.* entretien avec C. Geray, réalisé par Nevzat Can et Binali Tercan, 2005).

215. Nermin Abadan, 1964.

216. Paul J. Magnarella et Orhan Türkdoğan, 1976 ; et Peter Benedict, 1974.

217. Dans sa note critique de l'ouvrage de Kiray, Cavit Orhan Tütengil (1965) affirme qu'il ne s'agit pas d'une première recherche et cite deux autres recherches réalisées en milieu urbain, antérieures à celles de Kiray : une thèse en géographie à l'Université d'Istanbul, réalisée à Manisa par Fatma Taşkingöl et qui n'a pas encore été publiée (cette thèse semble avoir été soutenue en 1950 : *cf.* Fatma Taşkingöl Başaran, 2005) et que « *tout le monde ne connaît pas* », affirme Tütengil, et un ouvrage sur Karabük de l'économiste Fahri Fındıkoğlu (1962). Ces deux recherches semblent examiner elles aussi les effets de l'industrialisation.

218. Il s'agit d'un mémoire de fin d'étude réalisé par İbrahim Öğretmen au cours de l'année scolaire 1955-1956 : « *la première recherche réalisée sur les "gecekondu" dans notre pays* », affirme Cevat Geray (1957), qui espère que d'autres recherches seront effectuées à l'avenir. Il s'agit d'une monographie de 48 pages, qui porte sur 158 logements "gecekondu" situés à proximité de la Faculté de Sciences Politiques de l'Université d'Ankara, où İbrahim Öğretmen étudiait alors.

219. Pour une analyse de l'évolution des recherches réalisées sur les migrations internes en Turquie et des débats publics constitués dans la société turque autour de ces émigrations, voir Tahire Erman (2001 ; 2004) et le dossier IFEA préparé par Fadime Deli avec la collaboration de Jean-François Pérouse (2002).

220. Les enquêtes universitaires réalisées avant les années 1960 sont celles d'un groupe de sociologues turcs dans les zones rurales en Turquie (Niyazi Berkes, 1942 ; Behice Boran, 1945 ; et İbrahim Yasa, 1955 ; 1957). Ces recherches ont été réalisées (entre la fin des années 1930 et la première moitié des années 1940) alors que des actions publiques lourdes ont été mises en place dans les années 1930 et débuts 1940 en direction des campagnes : *i.e.* les *Maisons du Peuple* et les *Instituts de Village*, qui furent toutes les deux abandonnées vers le milieu ou la fin des années 1940.

Le Parti Républicain du Peuple, parti unique, cherchait par-là (selon une expression fréquemment employée par Mehmet Asım Karaömerlioğlu), à « *atteindre le cœur et l'esprit du peuple* » (Mehmet Asım Karaömerlioğlu, 1998 a ; et 1998 b).

3. L'ouverture d'un débat à partir des années 1970 et l'évolution de ce débat

a) Les « coûts » et les « profits » économiques et sociaux de l'émigration

- 1 Les années 1970, marquées par la suspension des politiques d'accueil de travailleurs immigrés en Europe, correspondent à une nouvelle phase de l'évolution du problème public de l'émigration vers l'Europe en Turquie. Les travaux de recherche en sciences sociales turques dressent un bilan des « coûts » et des « profits » de l'émigration, avant et après les départs.
- 2 La recherche réalisée à Boğazlıyan suggère que les coopératives villageoises ont été un fiasco²²¹. La mise en place de ces coopératives a plutôt servi aux émigrés de canal d'émigration vers l'Europe, et non à leur objectif initial, le développement économique des zones rurales. Une fois arrivés en Europe, les émigrés n'envoyaient pas d'argent aux coopératives²²². Par ailleurs, en dépit des transferts d'argent notables (en 1964 : environ 8 millions de dollars, en 1972 : 740 millions de dollars, et en 1974 : 1 milliard 400 millions de dollars), l'industrie turque n'a pas non plus bénéficié du développement économique et industriel escompté. L'argent provenant des pays étrangers a allégé le déficit de commerce extérieur, stimulé la consommation, mais il n'a que peu contribué à l'investissement productif. Les investissements productifs, quand il y en a eu, n'ont pas eu de débouchés significatifs : mauvais choix d'implantation, mauvaises compétences en termes de management, les sociétés anonymes fondées en Turquie par les émigrés (sociétés d'ouvriers) ont connu une réussite mitigée²²³.
- 3 Il semble par ailleurs que ceux qui sont partis ne sont pas décidés à revenir au pays. Le système de « rotation », les contrats d'un an, expérimenté pendant l'année qui a suivi la signature des accords avec l'Allemagne, semble avoir été un échec ; ces contrats n'ont jamais été respectés, les ouvriers ne sont jamais revenus en Turquie²²⁴. Même quand ils ont été licenciés des usines allemandes, plutôt que de rentrer, la plupart des émigrés

sont allés travailler dans d'autres pays européens où sont installés leurs compatriotes (*hemşehri*)²²⁵. Ceux qui sont revenus d'Europe, quand il y a eu retour, sont peu nombreux à avoir acquis un savoir-faire et le savoir-faire qu'ils ont acquis en Europe n'est pas toujours celui dont la Turquie avait besoin²²⁶.

- 4 Enfin « une perte » (ou, pour dire justement, « une fuite ») de la main-d'œuvre qualifiée est signalée pour la société turque²²⁷. Une partie non négligeable des émigrés turcs en Allemagne étudiés par Abadan-Unat²²⁸, aurait renoncé à un statut professionnel en Turquie, socialement plus prestigieux, tels que, instituteur, vendeur, comptable ; ils ont préféré émigrer en Allemagne et devenir des ouvriers. Entre 1964-1973, environ neuf mille instituteurs turcs seraient ainsi partis en Europe pour travailler dans l'industrie, en dissimulant leur ancien métier²²⁹. Il y a enfin le cas des « touristes », qui sont en réalité partis pour travailler en Europe²³⁰.
- 5 Les analyses témoignent d'un scepticisme vis-à-vis de l'émigration turque vers l'Europe : les ambitions personnelles des émigrés l'auraient emporté sur leur conscience nationale ; les coûts de l'émigration pour la nation l'auraient emporté sur les profits. Une critique porte aussi sur l'usage que les émigrés font de l'argent gagné dans l'immigration. Ceux-ci préfèrent investir dans des secteurs comme le foncier, l'immobilier, le commerce, l'hôtellerie, la restauration, les transports, plutôt que dans l'industrie²³¹. Une critique porte également sur l'argent que les émigrés gagnent dans les pays d'immigration, dont la société turque ne tire pas, ou pas suffisamment un profit :

The basic motivation thus remains the prospects of higher earnings, and money tends to become an end in itself. [...] Finally 29,7% wanted to acquire further technical knowledge or to learn about the world. This is the major motivation for two thirds of the workers can be summarized as a clear-cut, or vaguely defined, desire for accumulation of money and material goods., Nermin Abadan-Unat²³².

- 6 On voit que nombre de problèmes qui sont définis dans et par la société française à propos de l'immigration turque ne sont pas définis comme tels par la société de départ. Bien au contraire : l'émigration vers l'Europe des « concitoyens » ruraux, en particulier les gens de la montagne et des zones forestières, chômeurs et/ou peu qualifiés, est constituée en ressource pour la société turque. Partir en Europe pour y accumuler de l'argent, transférer cet argent au pays, et enfin revenir en Turquie, ce sont les raisons légitimes de l'émigration. La double définition des problèmes publics « ici » et « là-bas » – autrement dit la définition dissymétrique de ce qu'est un problème selon la société d'immigration et la société d'émigration – concerne aussi les pratiques socioculturelles. Dans les travaux de recherche sur l'émigration turque, parmi « les problèmes de l'émigration turque à l'extérieur », figure la question du maintien des liens avec la patrie, la conservation des valeurs culturelles et des bonnes mœurs, la pratique de la religion dans les pays étrangers, l'avenir des enfants turcs dont l'éducation s'effectue loin du pays d'origine, le risque pour les émigrés et leurs enfants d'être « fondus culturellement » (*kültürel erime*, i.e. d'être assimilés) dans la culture des sociétés d'immigration et d'être manipulés par les propagandes communiste et chrétienne, etc.
- 7 En effet, les « coûts » et les « profits » de l'émigration sont d'ordre économique et d'ordre social en même temps. Des recherches ont étudié les caractéristiques sociodémographiques des émigrés ainsi que leurs perspectives d'épargne et leurs investissements ; elles ont étudié également si et dans quelle mesure les émigrés, revenus ou susceptibles de revenir en Turquie pourraient contribuer « au changement

social » et à la « modernisation » de la société turque, notamment des zones rurales d'émigration, du fait qu'ils sont entrés en contact avec la « culture occidentale »²³⁴. Dans les réflexions menées sur les « problèmes sociaux, identitaires, culturels et psychologiques » des émigrés et de leurs enfants (problèmes dont les sociétés d'immigration et leurs institutions sont parfois tenues pour responsables) – la ghettoïsation et la xénophobie²³⁵ –, les réflexions sur la contribution de l'émigration au développement économique de la Turquie ne sont pas écartées. Par exemple les recherches qui étudient l'émancipation ou la « pseudo-émancipation » des femmes émigrées, l'identité ou la « crise d'identité » des émigrés et de leurs enfants, et les « problèmes de scolarisation » des enfants d'émigrés, étudient également les salaires perçus par les femmes émigrées dans les pays d'immigration, leur pouvoir de décision concernant la dépense du budget familial, leurs tendances d'épargne et d'investissements économiques, les perspectives de mobilité socio-professionnelle des enfants turcs, l'équivalence et la reconnaissance de leurs diplômes en Turquie, leur recrutement par des entreprises turques, notamment les compagnies aériennes turques internationales, etc.²³⁶

b) Les « coûts » et les « profits » politiques de l'émigration

- 8 Dans son dernier ouvrage, Abadan-Unat (2002, *op.cit.*) annonce une nouvelle problématique pour l'étude de l'émigration turque en Europe dans le contexte d'un nouveau monde globalisé : « le transnationalisme » et « la citoyenneté transnationale ». L'auteur fait référence aux travaux d'Alejandro Portes, de Thomas Faist, ainsi qu'aux travaux de Saskia Sassen, avec qui elle affirme avoir des contacts. Elle formule à plusieurs reprises ses remords et ses critiques à l'égard des « universités turques » qui n'ont pas porté intérêt à la présence turque en Europe²³⁷ ; critique reprise ailleurs dans un article d'un ouvrage collectif, où elle leur reproche plus précisément d'être « demeurées comme des spectateurs devant le processus d'une genèse des citoyens transnationaux »²³⁸.
- 9 L'ouvrage attire l'attention sur le fort attachement des populations turques en Europe à l'identité turque, sur des activités entrepreneuriales dites « ethniques » et sur des formes d'organisation collective de ces populations : associations culturelles et religieuses, organisations islamiques fédérations aléviées, organisations kurdes. Abadan-Unat s'appuie sur les travaux de recherche sur l'immigration turque réalisés dans différents pays européens, notamment ceux de R. Kastoryano, S. Köksal, A. Gitmez, etc., et fait souvent référence à un ouvrage d'Ayhan Kaya, qui porte sur la multi-culturalité des jeunes Turcs en Allemagne²³⁹. Abadan-Unat développe sur cette base une réflexion théorique autour du rôle que les émigrés turcs en Europe (« Euro-Türkler », les Euro-Turcs ou « Avrupa-Türkleri », les Turcs d'Europe), seraient susceptibles de jouer dans la politique intérieure de la Turquie et dans ses relations politiques internationales, notamment à propos de l'adhésion à l'Union européenne. Un processus dans lequel, affirme Abadan-Unat, les « Euro-Turcs » souhaitent jouer un rôle actif²⁴⁰. Après la parution de l'ouvrage d'Abadan-Unat en 2002, Ayhan Kaya publie dans la même série (« Göç ») en 2005, avec Ferhat Kentel, les résultats d'une recherche effectuée entre 2003 et 2004 : *Euro-Türkler : Türkiye ile Avrupa Birliği Arasında Köprü mü? Engel mi?* (publiés la même année en anglais par The Centre for European Policy Studies, Bruxelles: Euro-

Turks: A Bridge or a Breach, Between Turkey and the European Union?). Il s'agit d'une recherche à la fois qualitative et quantitative, visant à cerner l'identité des émigrés turcs en Europe et leurs opinions sur l'Union européenne. L'analyse repose essentiellement en fait sur un traitement statistique des réponses aux questionnaires / entretiens, administrés auprès de quelques centaines d'immigrés turcs en France et en Allemagne par des étudiants turcs. Parmi les questions posées : vous sentez-vous plutôt turc, plutôt européen, d'abord turc puis européen, d'abord européen puis turc ? Que signifie pour vous l'Union européenne : une intégration économique, un projet démographique, un club chrétien, l'exploitation et l'impérialisme, etc. ?²⁴¹

- 10 Ce nouveau contexte du transnationalisme se caractérise par une prise de conscience (ou une considération plus explicite) par les sciences sociales turques, du point de vue dissymétrique des sociétés européennes sur l'immigration. Dans ses travaux de recherche récents Abadan-Unat critique les modèles d'intégration français et allemand, les concepts de la citoyenneté et d'État-Nation qui ne reconnaissent pas le rôle actif que les immigrés peuvent jouer dans les territoires non nationaux²⁴². Les émigrés (« les Euro-Turcs ») sont décrits comme des « citoyens transnationaux » qui luttent pour la préservation du patrimoine linguistique et culturel de leur pays d'origine, la Turquie, et qui revendiquent leur loyauté envers celle-ci. On trouve également dans les recherches d'Ayhan Kaya, qui a écrit à plusieurs occasions des analyses des émeutes des banlieues en France de 2005 et de l'inefficacité du modèle d'intégration français dont ces révoltes constitueraient une preuve, une critique de ce modèle qui, d'après lui, n'accorde pas de place à l'expression identitaire des immigrés. Ceux-ci auraient des identités métissées, et c'est pourquoi Kaya affirme vouloir désigner les émigrés turcs en Europe, comme des « Euro-Turcs »²⁴³. La question des mariages des Turcs en Europe avec les conjoints en Turquie, constitue un sujet qui n'est dans ces travaux qu'à peine abordé. Mais il n'est pas ignoré : on retrouve dans Abadan-Unat une critique de la mise en place par le gouvernement danois d'une politique de limitation des flux d'entrée qui découle de ces mariages : elle déplore que « *même le droit de mariage des étrangers* » soit l'objet de restrictions politiques dans les pays européens d'arrivée²⁴⁴. Abadan-Unat cite la recherche de Thomas Faist sur l'immigration turque en Allemagne²⁴⁵, pour soutenir que ces mariages contribuent à la dynamique économique dont font preuve les immigrés turcs en Europe (notamment en Allemagne), dans la mesure où les conjoints venant de Turquie fournissent une main-d'œuvre docile pour les entrepreneurs turcs qui exercent en Allemagne²⁴⁶.
- 11 La prise de conscience de « l'autre point de vue » se voit aussi dans les passages d'un registre à l'autre. Il n'est pas possible d'effectuer ce type de passage si une connaissance de la double définition des problèmes publics « ici » et « là-bas », n'est pas maîtrisée. Pour donner deux exemples : dans les travaux de recherche récents d'Abadan-Unat, si le maintien des liens des Turcs en Europe avec leur pays d'origine est généralement défendu et apprécié, il l'est moins quand il s'agit des organisations islamiques « *transnationales* » qui viseraient à « *transformer l'État turc en un État fondé sur l'Islam* » ; Abadan-Unat affirme alors que ces liens « *transnationaux* » constituent un « *frein à l'intégration des Turcs en Allemagne* »²⁴⁷. Un hommage est adressé par Abadan-Unat à une institution semi-publique en France, le FAS, pour le soutien financier qu'elle apporte aux associations socio-culturelles de gauche et laïque, destiné à faire contrepoids à la rapide montée des associations islamiques ; cette institution fait ainsi « *un juste pas pour l'intégration* » des Turcs en France²⁴⁸. Abadan-Unat souligne que l'« *entrepreneuriat ethnique* » est très développé chez les populations turques en Europe, et elle y trouve

une preuve de dynamisme économique. Toutefois, d'après Abadan-Unat, c'est « *une erreur fondamentale d'y voir un indicateur d'intégration* » quand ce type d'activité économique vient financer des confréries (*tarikats*) religieuses et des organisations comme le PKK²⁴⁹ qui constituent une menace pour l'intégrité de la nation turque²⁵⁰. Ces analyses semblent se référer à un débat public médiatisé, qui a animé la société turque dans les années 1990 particulièrement, sur le soutien que les émigrés turcs en Europe seraient susceptibles d'apporter au mouvement séparatiste ou indépendantiste kurde (PKK) avec laquelle une lutte armée a été entamée en 1984, ainsi qu'aux mouvements ou aux confréries islamiques²⁵¹.

NOTES

221. Nermin Abadan-Unat *et al.*, 1976. Pour les analyses critiques sur les coopératives villageoises, voir Nermin Abadan-Unat et Neşe Kemiksiz, 1986 : 328-334.

222. Cette situation – de quasi-trahison – est fréquemment mise en avant dans les travaux de recherche sur l'immigration turque en France (*cf.* Altan Gökalp, 1986 a ; Catherine Gökalp, 1973 – les auteurs ne citent pas leur source).

223. Pour les analyses critiques sur les transferts des devises, les investissements des émigrés, et les sociétés d'ouvriers, voir Nermin Abadan-Unat et Neşe Kemiksiz, 1986 : 248-337.

224. Nermin Abadan-Unat *et al.*, 1976.

225. Nermin Abadan-Unat, 1971. Il s'agit du licenciement de 70 000 ouvriers turcs en Allemagne entre 1966-1967, chose qui fait que l'on s'est demandé dans les débats publics ouvertement, affirme Abadan-Unat (1976 : 55), si l'exportation de la main-d'œuvre nationale turque n'avait pas plutôt servi à l'industrie allemande, comme une réserve de main-d'œuvre, au lieu de former une main-d'œuvre qualifiée pour la Turquie (qui était pourtant la promesse de l'Allemagne).

226. Abadan-Unat, 1974. Nermin Abadan-Unat *et al.*, 1976. Voir également Ali S. Gitmez et Ahmet H. Akder (1981) qui suggèrent que ceux qui sont revenus sont ceux qui étaient sans qualification en partant et qui n'ont pas acquis de qualification en Europe, étant donné que « l'Occident », *i.e.* les pays européens, ne souhaite pas laisser (re)partir les personnes qui ont acquis une qualification.

227. Voir la littérature critique, intitulée « émigration de main-d'œuvre - émigration de cerveaux », dans Nermin Abadan-Unat et Neşe Kemiksiz, 1986 : 63-85. Un sujet auquel des recherches universitaires ainsi que des mémoires de fin d'études sont consacrées à partir de 1971.

228. Nermin Abadan-Unat, 1964. Cité par Nermin Abadan-Unat, 2002 : 98, 99.

229. Nermin Abadan-Unat *et al.*, 1976. Abadan-Unat, 1974.

230. Sur la base des entretiens effectués avec les émigrés retournés définitivement à Boğazlıyan, Nermin Abadan-Unat *et al.* (1976 : 193) relèvent que 42 % des départs qui ont eu lieu vers l'Europe à partir de 1968, se sont réalisés par des canaux illégaux, avec un visa de tourisme. Ces émigrés ont rejoint leurs parents ou des connaissances qui sont installés en Europe.

231. Nermin Abadan-Unat, 1972 b ; 1974. Voir également Abadan-Unat, 2002 : 59. Ce constat est partagé par les analyses développées dans les années 1970 et 1980 sur les investissements des émigrés. Voir Nermin Abadan-Unat et Neşe Kemiksiz, 1986 : 248-293 ; 334-338.

232. Nermin Abadan-Unat, 1974 : 386. Le terme “*almanyacı*” (ou “*almancı*” et “*alamancı*”), issu du langage populaire, convient sans doute mieux que le terme “*gurbetçi*” ou « nos “*gurbetçi*” », pour décrire la situation de l’émigré. Celui-ci est perçu comme celui qui, une fois arrivé en Europe, a failli à ses engagements (économiques et moraux) vis-à-vis de ceux qui sont restés en Turquie, et qui s’est donné comme objectif principal de réaliser des gains économiques pour lui-même, pour son profit personnel. Le terme apparaît, dès les années 1970, dans un roman de Adalet Ağaoğlu, *Fikrimin İnce Güllü*, mentionné plus haut (1976) – un roman que cite Abadan-Unat (2002) dans son ouvrage. Le personnage principal du roman, un ouvrier turc émigré en Allemagne, ne rêve que de retourner à son village natal avec sa Mercedes jaune achetée à l’usine où il est employé, et dont il est fier. Alors qu’il est presque arrivé à son village, à l’issue d’un long et pénible trajet, au cours duquel il a été confronté à l’hostilité de ceux qu’il a rencontré sur son chemin, il ne lui reste plus l’envie d’y arriver, car il ne reste que peu de chose de sa Mercedes démolie au cours du voyage. Cette démolition matérielle symbolise la démolition des rêves de l’émigré, ou la désillusion de l’émigration. L’émigré turc en Allemagne prend alors conscience de la réalité de l’émigration : l’abandon de son village, de sa famille, de sa bien-aimée... pour, au bout du compte, rester avec une voiture démolie, qui, même en bon état, ne lui a pas permis d’obtenir le respect attendu des gens en Turquie (cf. le mépris et l’hostilité des gens rencontrés au cours du trajet). Ce terme (“*alamancı aile*”/la famille “*alamancı*”) apparaît dans un article de İbrahim Yasa (1979 a) : le terme serait employé dans les zones rurales pour désigner les familles émigrées rentrées définitivement ou provisoirement d’Allemagne et qui, d’après Yasa, ont vécu une ascension sociale de par leur pouvoir d’achat qui s’est accru mais ont gardé des caractéristiques rurales.

233. Nermin Abadan, 1964) ; Neda Armaner, 1982 ; Mevlide Birsun, 1982 ; Mehmet Gençosman, 1982 ; İlhan Gülsün, 1976 ; Gülseren Günçe, 1976 ; Timuçin Gür, 1979 ; Özer Ozankaya, 1983 ; Korkut Tuna, 1975 ; 1981 ; Ö. Tuna, 1973 ; Orhan Türkdoğan, 1982 ; et Gündüz Vassaf, 1983.

234. Ali. S. Gıtmmez, 1981 a ; 1981 b ; 1983 ; et 1984 ; Orhan Türkdoğan, 1973 ; İbrahim Yasa, 1979 a ; 1979 b ; et İbrahim Yasa et Ömer Bozkurt, 1974.

235. Nermin Abadan-Unat, 1984 ; Mehmet Baytimur, 1978 ; Doğu Ergil, 1982 ; Sema Köksal, 1986 et Orhan Türkdoğan, 1982).

236. Nermin Abadan-Unat, 1977 ; 1979 ; 1984 ; 1985 ; Sabri Kumbaraoğlu, 1979 ; et Orhan Türkdoğan, 1982.

237. Nermin Abadan-Unat, 2002.

238. Nermin Abadan-Unat, 2007 : 17, 18.

239. Ayhan Kaya, 2002.

240. Nermin Abadan-Unat, 2007 : 21.

241. En 2007, Ayhan Kaya et Ferhat Kentel publient une recherche similaire, réalisée à la demande de la Fondation Roi Baudouin, auprès des populations turques en Belgique et qui s’intitule : *Belgo-Turcs : un pont ou une brèche entre la Turquie et l’Union européenne ?*

242. Nermin Abadan-Unat, 2002 ; 2007.

243. Ayhan Kaya, 2006 ; 2008.

244. Nermin Abadan-Unat, 2002 : 306, 307.

245. Thomas Faist, 2000. Cité par Nermin Abadan-Unat, *ibid.*

246. Nermin Abadan-Unat, 2002 : 320.

247. Nermin Abadan-Unat, *ibid.* : 223, 225 ; 2007 : 14, 16.

248. Nermin Abadan-Unat, 2002: 212, 225; 2007: 14.

249. Le Parti des travailleurs du Kurdistan, *Partiya Karkerên Kurdistan*, en kurde.

250. Nermin Abadan-Unat, 2002 : 223.

251. Les raisons pour lesquelles les sciences sociales turques n’ont pas produit d’analyses nombreuses sur ces sujets sont complexes (une recherche peut être mentionnée : Fulya Atacan, 1993 ; d’ailleurs citée par Nermin Abadan-Unat, *ibid.* – et c’est la seule recherche citée par Abadan-Unat dans son ouvrage, dont la source principale est la presse turque). Le départ des

universitaires (l'expulsion de leur poste et parfois leur exil à l'étranger) après le coup d'État militaire mené en 1980, qualifié de « fasciste » dans les milieux intellectuels et de gauche, a-t-il entravé la production de recherches ? L'attention des sciences sociales turques, qui ont développé dans les années 1990 un nouvel intérêt pour l'étude des phénomènes d'immigration vers la Turquie, s'est-elle détournée de l'étude de l'émigration turque ? Le débat public constitué en Turquie dans les années 1990, où le mot d'ordre est la « survie de l'État-Nation » (*Ulus-Devletin bekası*) et la lutte contre les « ennemis de l'intérieur et de l'extérieur » (*iç ve dış düşmanlar*), ne convergeait-il pas avec le contexte des sciences sociales dans le monde, portées dans les années 1990 par les questions de la globalisation et du multiculturalisme ? Ou bien par une question de faisabilité : la difficulté pour les universitaires turcs de mener des enquêtes sur ces sujets ? En même temps, des ouvrages publiés en Europe sur l'émigration turque ont été traduits en turc dans les années 1990, écrits par des universitaires et des politiciens d'origine turque (fils d'émigrés) ainsi que par des militants émigrés de Turquie après le coup d'État militaire de 1980. Parmi ceux-là, des ouvrages encourageant les émigrés à acquérir la nationalité des pays européens dans lesquels ils sont installés, sans oublier ou renier leur origine ; des ouvrages signalant que les émigrés sont un atout, un avantage pour la politique extérieure de la Turquie, notamment pour l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, etc. (Kadir Canatan, 1990 ; İbrahim Sevimli, 1993 ; Faruk Şen, 1994 ; et Cem Özdemir, 1999).

Conclusion de la deuxième partie

- 1 Les sciences sociales turques ont contribué à l'évolution des problèmes publics qui ont été définis dans et par la société turque à propos de l'émigration vers l'Europe, en formulant des précautions ou en proposant des mesures dans les années 1960 et en controversant, à partir des années 1970, sur les « coûts » et les « profits » (économiques, sociaux et politiques) de l'émigration pour la société turque. Cependant elles n'ont pas joué un rôle décisif ou visible dans le processus de définition collective de ces problèmes. Les premiers travaux de recherche ont été entrepris en Turquie, alors que les problèmes publics qui ont été définis à propos de l'émigration turque, avaient obtenu une reconnaissance sociale : des actions publiques ont été mises en place pour traiter et résoudre ces problèmes. En effet une série d'actions publiques a été mise en place dans les années 1960 en Turquie, visant à encourager le départ des populations rurales vers l'Europe, à décourager le départ de la main-d'œuvre qualifiée, et à attirer l'épargne des émigrés, etc. La mise en place de ces actions publiques a accompagné le développement des travaux de recherche sur cette émigration²⁵².
- 2 La perspective de Blumer n'est pas une théorie vérifiable dans tous les contextes mais des schèmes d'analyse intellectuellement mobilisables qui, quand on décide de les appliquer, permettent de découvrir des choses. Les analyses de Blumer sont adaptées aux sociétés américaines et européennes, moins à la Turquie des années 1960, où l'État est fort et où il y a une forte population analphabète : les problèmes publics qui existent sont ceux qu'on veut bien faire exister, quand un petit milieu dirigeant s'intéresse à quelque chose.
- 3 Les analyses de Blumer, qui soulignent la dépendance des interrogations savantes vis-à-vis des interrogations publiques, peuvent être mobilisées pour comprendre le contexte de l'émergence des travaux de recherche sur l'émigration turque vers l'Europe ainsi que leur évolution. Elles permettent, précisément, de comprendre pourquoi l'étude de l'émigration turque vers l'Europe a été entreprise en Turquie dans les années 1960 et non pas avant ; et pourquoi, à des époques variées, certains aspects de cette émigration ont été étudiés par les sciences sociales avec un grand intérêt et d'autres ont été à peu près ignorés ; enfin pourquoi le débat ouvert dans les années 1970 sur les « coûts » et les « profits » de l'émigration, s'est élargi du domaine du socio-économique au domaine de la politique, alors qu'un débat simultané aurait pu être mené dès le départ.

- 4 Les premières recherches sur l'émigration turque vers l'Europe ont été entreprises en Turquie aux débuts des années 1960, quand les sciences sociales turques sont entrées dans une nouvelle phase, qualifiée de processus « de développement et d'institutionnalisation ». Cette nouvelle phase ou ce nouveau processus s'est traduit par des liens de collaboration forts entre les universités et l'État – les institutions publiques et les administrations de l'État – autour des plans d'actions visant à « prendre le contrôle » des mouvements d'émigration à partir des zones rurales vers les grandes villes turques. Ce processus s'est traduit par ailleurs par une demande sociale forte émanant de l'État pour la production des enquêtes de terrain (des enquêtes par questionnaire ou des “surveys”) dans les localités d'arrivée des émigrations rurales (les grandes villes turques) et dans les localités vers lesquelles les émigrations rurales ont été tentées d'être canalisées, à savoir les petites villes turques et les pays européens. Deux nouveaux domaines d'étude ont ainsi émergé dans les années 1960 : l'étude des « migrations internes » (*iç göç*), sous-entendu des zones rurales vers les zones urbaines en Turquie, et l'étude des « migrations externes » (*dış göç*), sous-entendu vers l'Europe. Ces deux domaines d'étude, considérés comme étant séparés, se sont développés dans les années 1960, moins parce que ces deux types de migrations étaient alors des phénomènes nouveaux pour la société turque que parce que les sciences sociales turques sont entrées dans une nouvelle phase de leur développement. Un contexte favorable pour l'étude de ces phénomènes migratoires a été engendré dans les années 1960, quand les interrogations publiques formulées dans la société turque à propos des émigrations rurales vers les grandes villes ont fait l'objet d'un plan d'action officiel.
- 5 Les historiens suggèrent que ces émigrations ont un passé lointain. Un souci politique dans les années 1930 pour le régime du parti unique (le Parti Républicain du Peuple) comme on l'a dit²⁵³, les émigrations des zones rurales vers les villes, ainsi qu'entre régions, qu'elles soient masculines ou familiales, temporaires, saisonnières ou permanentes, constituent des phénomènes observés sur une longue période et de façon continue en Anatolie²⁵⁴ ; les migrations vers Istanbul en provenance de l'Anatolie rurale et des Balkans, qui remontent au moins au 16^e siècle selon Fariba Zarinebaf, ont toujours constitué un « problème » (et une ressource en même temps)²⁵⁵ pour l'État ottoman, que celui-ci a cherché à régler tantôt par des mesures administratives tantôt par la force²⁵⁶. Il en va de même pour l'émigration vers l'Europe:
- Contrary to the perceptions (and explicit claims of some) of previous studies relating to the subject, labour migration of Turkish nationals to Western Europe between 1960 and 1974 is not Turkey's first participation in international migration. Nor had Turkey been a static and immobile society before 1960. When labour migration came onto the agenda, Turkey had actually been experiencing an almost uninterrupted series of both mass inflows and outflows of people. From the late 18th century to the foundation of the Republic in 1923, for example, the area that became the Republic of Turkey observed [...] the departure of some 2,000,000 non Muslims (mainly Armenians and Greeks), écrit Ahmet Akgündüz²⁵⁷, qui cite des recherches en histoire²⁵⁸. Enfin Akgündüz évoque la signature d'un accord bilatéral de main-d'œuvre entre l'État ottoman et l'Allemagne en 1916²⁵⁹.*
- 6 Le débat sur les « coûts » et les « profits » de l'émigration, qui a été ouvert dans les années 1970 à la suite des actions publiques mises en place dans les années 1960 et qui encore aujourd'hui anime les travaux recherches, n'a pas été clos. L'impact des transferts des devises sur l'économie nationale turque, le rôle des investissements des émigrés dans le développement économique de la Turquie, sont des sujets d'étude pour les sciences sociales turques contemporaines²⁶⁰. Moins virulent aujourd'hui que dans les années 1970²⁶¹, ce débat, sur les « effets » ou les « impacts » économiques de

l'émigration, n'a jamais exclu le débat sur les effets sociaux de l'émigration pour la société turque. Le développement de la Turquie, auquel l'émigration était sensée contribuer, était défini à la fois comme un développement économique, *i.e.* l'industrialisation de la Turquie, et comme un développement social : l'émigration était sensée par ailleurs contribuer au « changement social » ou à la « modernisation » des communautés et des familles rurales restées dans les zones d'émigration.

- 7 Le débat a évolué. Il s'est élargi du domaine de l'économique et du social au domaine de la politique. Savoir si les émigrés constituent une menace à la survie de l'État-Nation ou bien un atout pour l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, sont devenus des sujets d'étude pour les sciences sociales turques dans les années 1990 et 2000. Un débat de ce type, sur les effets politiques de l'émigration sur la société turque, aurait pu être ouvert plus tôt. En effet l'ensemble de ces interrogations publiques étaient présentes dans la société turque dès le départ. Les administrateurs, les hauts fonctionnaires de l'État, les rapports d'études réalisés par ou pour le compte des administrations publiques, ainsi que par ou pour le compte des établissements bancaires et des syndicats, s'interrogent dans les années 1960, 1970 et 1980, sur le rôle des émigrés dans l'adhésion de la Turquie à la communauté économique européenne²⁶², formulée officiellement par la Turquie en septembre 1963, ainsi que sur la perspective d'une libre circulation des émigrés dans les pays membres du Marché commun. Ils s'interrogent aussi sur la constitution d'un « lobby turc » (*Türk lobisi*) en Europe, dont les membres (les émigrés turcs dispersés en Europe) seront capables de communiquer entre eux et de se réunir, et de représenter et de défendre les intérêts de la Turquie, de montrer ce qu'est le peuple turc en réalité, et de démentir par-là les propagandes développées habilement depuis des années à l'Occident à son encontre, enfin de permettre à la Turquie de s'intégrer dans la communauté politique et économique de l'Europe. Une autre interrogation porte sur la façon dont il faudrait procéder pour protéger les émigrés non seulement des propagandes communistes et chrétiennes, mais aussi des propagandes des courants extrémistes et séparatistes (*aşırı ve bölücü akımlar*), ainsi que sur la façon dont il faudrait procéder pour développer la conscience nationale des émigrés, pour garantir leur rattachement à la patrie et à l'État. Enfin une interrogation porte sur les perspectives de la participation des émigrés à la vie politique, notamment aux élections politiques organisées en Europe et en Turquie²⁶³. Bref, tous ces écrits suggèrent que la loyauté des émigrés envers la société d'émigration, a été conçue dès le départ comme une loyauté économique, morale et politique (ou « idéologique », pour reprendre un terme récurrent dans ces rapports). Mais dans une société aux aléas politiques²⁶⁴, il fallait peut-être du temps pour que les effets de l'émigration sur la politique intérieure et extérieure de la Turquie soient étudiés, pour que les « coûts » et les « profits » politiques de l'émigration soient débattus par les sciences sociales nationales ; le temps de l'installation d'une certaine stabilité dans la vie politique interne en Turquie et d'une prise en charge institutionnelle et législative progressive de ces questions par l'État turc²⁶⁵.

- 8 On voit que les interrogations des sciences sociales turques à propos de l'émigration vers l'Europe se sont développées en fonction de l'évolution des interrogations publiques formulées dans et par la société turque à propos de cette émigration. Les différentes terminologies adoptées par les sciences sociales turques à des temps variés pour désigner les émigrés ("*Gurbetçi*", "*Euro-Türkler*" [les Euro-Turcs] ou "*Avrupa-Türkleri*" [les Turcs d'Europe], et, en passant, "*Almanci*") découlent de l'évolution des

interrogations publiques. Dans ce contexte il n'est pas surprenant qu'à des temps variés, certains sujets aient attiré la plus grande attention des sciences sociales turques et que d'autres sujets soient à peu près ignorés.

NOTES

252. Dans sa préface à l'ouvrage de Nermin Abadan-Unat (Nermin Abadan, 1964), DPT présente ainsi les raisons pour lesquelles il a été décidé qu'une recherche soit entreprise auprès des émigrés turcs en Allemagne : pour étudier comment, dans les années à venir, il sera bénéficié au mieux en Turquie de la main-d'œuvre envoyée à l'étranger ("*dışarıya gönderilen işgücünden ilerdeki yıllarda Türkiye'de en iyi şekilde nasıl faydalanılacağı*") (*ibid.* : 5).

253. Mehmet Asım Karaömerlioğlu, 1998 a; 1998 b; 1999; 2000; 2002, *op. cit.*

254. Huri İslamoğlu-İnan, 1988; Halil İncılık, 2000 [1^e éd. 1994]; Reşat Kasaba, 1991; 2001; et Christopher Clay, 1998.

255. Pour les migrations en provenance de l'Anatolie et des Balkans vers Istanbul au 15^e siècle, encouragées par l'administration ottomane pour peupler Istanbul après sa conquête, voir Ömer Lütfi Barkan (1950 ; 1970 : 10-19) et Stéphane Yerasimos (2005). Voir également le travail bibliographique de Daniel Panzac (1981).

256. Fariba Zarinebaf, 2007 ; 2010.

257. Ahmet Akgündüz, 2008 : 9.

258. Huri İslamoğlu-İnan (éd.) 1987 ; et Donald Quataert (éd.) 1994. Cités par Ahmet Akgündüz, *ibid.*

259. Zafer Toprak, 1982, cité par Ahmet Akgündüz, *ibid.*

260. En économie particulièrement (Erol Kutlu, 1992 ; Sudi Apak, 1993 ; Mehmet Fikret Gezgin, 1994), ainsi qu'en sociologie et en géographie : pour une discussion des effets considérés comme étant positifs de l'émigration sur le développement des zones rurales en Turquie, voir par exemple Mustafa Mutluer (1997) et Ahmet Akgündüz (2013).

261. Moins virulent car les « effets » sont supposés être moins importants ? Çağlar Keyder et Ayhan Aksu-Koç (1988 : 138) suggèrent qu'avec l'augmentation de l'exportation de Turquie, les envois de fonds effectués par les émigrés ("*remittances*") ont perdu de leur poids relatif dans l'ensemble des entrées de devises ("*(...) with the increase in Turkey's exports, workers' remittances have lost their relative weight in total foreign currency earnings*").

262. Voir sur cet aspect, Ahmet Akgündüz (2013) qui affirme que la réduction du taux de chômage, le comblement du déficit budgétaire par le transfert des devises, etc., ne constituaient qu'un aspect parmi d'autres de la politique d'exportation de la main-d'œuvre vers l'Europe.

263. Pour citer quelques exemples : Bülent Ecevit (1964 ; 1968) ; Necati Ahibaba (1965) ; şadi Pehlivanoğlu (1966) ; Mukbil Birerçin (1967) ; İçen Börtücene, Yalçın Alemdar, Mete Törüner et Murat Karayalçın (1971) ; G. Erker et Fatma Kıratlı (1973) ; Z. Güney (1976) ; H. Alpagot (1979) ; H. Pekin (1979) ; K. Savaş & Ö. Akdoğan (1980) ; Mehmet Özgüneş (1982) ; et Nusret Ekin (1984). Pour les rapports non signés : Çalışma Bakanlığı (Ministère du travail) (1973, 1982) ; T.C. Oslo Büyükelçiliği (L'Ambassade de Turquie à Oslo) (1978) ; Millî Güvenlik Konseyi Genel Sekreterliği (Secrétariat général au conseil de sécurité nationale) (1981).

264. Marquée par trois coups militaires (menés en 1960, en 1971 et en 1980) et un « coup militaire post-moderne » mené en 1997 (dissolution du gouvernement sans recours à la violence et sans remplacement de celui-ci par un gouvernement militaire).

265. On trouve dans la contribution de Samim Akgönül (2002) à un dossier de l'IFEA, ainsi que dans un article de Stéphane de Tapia (2002), des éléments de ce processus (qualifié par Akgönül comme « *une tentative permanente d'encadrement des émigrés par l'État* »). Par exemple la nomination par l'État turc des enseignants et des imams – fonctionnaires de l'État turc exerçant en Europe – ; le développement des médias turcs (chaînes télévisées publiques et privées, et la presse écrite diffusés en Europe) ; le développement du tissu associatif soutenu ou proche des Consulats turcs ; le développement d'un réseau d'établissement financier (des banques notamment) ; enfin la restructuration du bureau international créé en 1967 au sein du ministère du Travail, chargé des « problèmes » des émigrés turcs en Europe (baptisé en 1972 : « Direction générale des Problèmes des Travailleurs/ouvriers à l'étranger », *Yurtdışı İşçi Sorunları Genel Müdürlüğü*, rebaptisé en 1983 : la « Direction générale des Services aux travailleurs/ouvriers à l'étranger », *Yurtdışı İşçi Hizmetleri Genel Müdürlüğü*, et en 2000 : « Direction générale des relations extérieures et des services aux travailleurs /ouvriers à l'étranger », *Dış İlişkiler ve Yurtdışı İşçi Hizmetleri Genel Müdürlüğü*). Il est question d'un processus en effet, un processus institutionnel et législatif (des lois ont été adoptées par exemple autour de la double nationalité, de l'exercice du droit de vote à partir de l'étranger, et du principe de versement d'une indemnité de substitution pour le service militaire). Les discours du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, prononcés dans les pays européens dans le courant des années 2000 (encourageant les émigrés à adopter la nationalité des pays d'immigration sans oublier ou renier leurs origines) dans la perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, doivent être pensés en relation avec les « voyages » effectués en Europe dès 1962 par des administrateurs et des hauts fonctionnaires de l'État turc et leurs motivations diverses.

Conclusion

- 1 L'examen du développement des travaux de recherche sur l'émigration turque en France et en Turquie met en évidence l'influence des interrogations publiques, différemment formulées dans les sociétés d'immigration et d'émigration, sur les sciences sociales. Pour cette raison, en France comme en Turquie, il demeure encore des impensés, de nombreuses zones inexplorées dans l'étude de l'univers social des émigrés.
- 2 Les recherches sur l'immigration turque en France ont adopté une perspective sur l'émigration turque dépendante du cadre national de la France, avec une interrogation centrée sur l'intégration des populations turques à la société française. L'intégration des populations immigrées turques à la société française est une interrogation publique par excellence, n'ayant de sens que quand elle est rapportée aux élaborations collectives de cette société. Cette interrogation publique n'a aucun sens quand elle est rapportée aux élaborations collectives de la société de départ. Nombre de « problèmes » définis comme tels par et dans la société d'immigration française ne sont pas définis comme tels, on l'a vu, par la société d'émigration turque²⁶⁶. Certaines caractéristiques sont au contraire définies comme des ressources ou un avantage ; en un mot, ce sont des conséquences « naturelles » – prévues, attendues, escomptées, espérées, légitimes – de l'émigration. Les divergences de vue sont présentes à tous les niveaux dans les analyses qui sont produites « ici » et « là-bas », sur l'immigration et sur l'émigration. Si l'on rapproche les recherches qui sont produites « ici » et « là-bas », on prend conscience de la double définition (ou d'une définition dissymétrique) de ce qu'est un problème et ce qui ne l'est pas, dans l'analyse de l'univers des émigrés. Les deux types d'analyses, françaises et turques, ont le même type de biais : un point de vue national qui inspire les questionnements ; chacune laisse voir ce que dissimule l'autre.
- 3 Il existe ainsi un socle commun aux deux orientations qui se partagent l'étude de l'univers des immigrés turcs en France. Les recherches sur l'immigration turque en France ont ignoré la nature publique des problèmes étudiés et contribué à ce que le « problème turc en France » poursuive ce que Herbert Blumer aurait appelé sa « carrière »²⁶⁷. Les premiers spécialistes de l'immigration turque en France ont joué un rôle déterminant dans l'évolution de ce « problème » (*i.e.* en contribuant à la reconnaissance publique de « difficultés d'intégration » des populations immigrées turques à la société française). Les thèses récentes ont permis à ce problème public de

franchir une nouvelle étape dans sa « carrière », celle de la controverse. Les recherches récentes ont effectivement discuté les « problèmes » que les premiers spécialistes avaient signalés. Un débat qui porte sur l'intégration des populations turques à la société française, est un débat moral inspiré par un point de vue national.

- 4 Le « transnationalisme » est souvent décrit comme une approche nouvelle, alternative dans l'étude des émigrations d'un pays vers l'autre (*i.e.* les émigrations internationales). Il en va ainsi parce que, selon la perspective de l'intégration, les liens maintenus par les émigrés avec le pays d'origine sont perçus négativement, comme un « problème », un obstacle, un frein devant une intégration à venir des populations immigrées aux sociétés d'arrivée, et qui finiront par s'affaiblir progressivement pour enfin disparaître dans le temps. Les recherches sur le « transnationalisme » se proposent de (re)considérer ces liens. Depuis le milieu des années 1990, en France et plus généralement en Europe, des analyses prétendent ainsi porter un nouveau regard sur les faits migratoires, en empruntant des concepts aux travaux de recherche pionniers d'Alejandro Portes et de ses associés²⁶⁸. Dont la notion de *transmigrant* : acteur investi dans des activités *transfrontalières* inscrites dans des espaces sociaux *transnationaux*, capable de mobiliser ces liens *transnationaux* comme une ressource économique, sociale, symbolique, et d'en tirer des bénéfices « ici » et « là-bas », dans les pays d'immigration et d'émigration²⁶⁹. À l'image des Salvadoriens, Dominicains, Colombiens, Mexicains... aux États-Unis, les Marocains, les Chinois, les Sénégalais..., en France, en Allemagne, en Belgique, en Espagne..., sont décrits dans ces recherches comme les enfants d'un nouveau monde sans frontières, marqué par la « connectivité », et dans lequel ils sont capables de vivre et d'agir dans plusieurs sociétés à la fois²⁷⁰.
- 5 Les recherches sur l'émigration turque s'inscrivent dans cette tendance générale des sciences sociales. Depuis le milieu des années 1990, les populations turques en France ne sont pas seulement considérées dans les recherches françaises comme une « exception » à la règle de l'assimilation à la société française (notamment par leurs pratiques conjugales). Elles sont aussi considérées comme des populations faisant partie d'un grand ensemble démographique, une « nouvelle minorité transnationale », « les Turcs d'Europe », refusant d'adopter les « normes culturelles européennes ». Ainsi, l'émigration turque n'est plus considérée dans les recherches françaises comme un « problème (public) français » (ou une « exception » à la règle de l'assimilation à la société française), mais comme un « problème (public) européen »²⁷¹. Parallèlement, depuis la fin des années 1990, les recherches sur l'émigration turque connaissent un nouvel élan en Turquie. Les chercheurs turcs, comme leurs homologues en Europe, mettent en avant les liens transnationaux des populations turques résidant dans différents pays européens, qu'ils considèrent comme des populations homogènes et spécifiques (*Avrupa Türkleri*, *Euro-Türkler*, etc.)²⁷².
- 6 Des critiques ont été formulées sur cette perspective, aux États-Unis notamment. Par exemple, les transactions et réseaux sociaux héroïques décrits par les sociologues du transnationalisme seraient discutables parce qu'à l'heure actuelle le poids de la spéculation théorique dans ce domaine excéderait les preuves empiriques²⁷³. Ces discours transnationaux relèveraient davantage d'une idéologie que d'une découverte scientifique²⁷⁴. Une critique semble fondamentale : les connexions entre les points d'origine et de destination forment un aspect omniprésent dans les migrations²⁷⁵ : affirmer que les émigrés – immigrés, migrants, transmigrants – n'ont pas coupé les liens matériels, politiques, sociaux avec les pays d'origine, n'est pas une grande

découverte : Thomas l'écrivait déjà en 1918²⁷⁶. Certains avancent, en relation aux progrès techniques notamment, que le présent est différent du passé, et que le concept (transnational) permet un nouveau travail analytique²⁷⁷. D'autres affirment que rien n'est jamais semblable d'une période à une autre, et que la contribution des recherches réalisées par les sociologues du transnationalisme à l'étude de l'immigration, se résume à une « dé-historicisation » du présent²⁷⁸.

- 7 L'exemple de l'émigration turque confirme que ce qui relève de l'ordre de la nouveauté, n'est pas l'existence des liens entretenus par les émigrés turcs entre « ici » et « là-bas ». C'est parce que ces liens – les allers-retours en vacances, les envois d'argent au pays, les investissements immobiliers et les mariages avec les conjoints en Turquie, etc. – étaient connus par les sciences sociales françaises et que celles-ci ont développé un scepticisme à propos d'une intégration à venir de ces populations à la société française et de leur loyauté envers celle-ci. Ces liens n'étaient pas non plus ignorés par les sciences sociales turques. Ce qui semble être nouveau dans le contexte récent des années 1995-2000, c'est plutôt la prise de conscience par les sciences sociales qu'il existe un autre point de vue (national) sur le phénomène migratoire que celui de la société d'arrivée ou de la société de départ. En Turquie, des critiques sont avancées par les chercheurs qui étudient l'émigration turque en Europe, à propos des notions et des modèles d'intégration, de citoyenneté, etc. Ces chercheurs affirment que les « Euro-Turcs » ne sont plus les émigrés de la période antérieure, qui souhaitent retourner vivre en Turquie. Ce sont des citoyens « transnationaux », qui souhaitent rester vivre en Europe, devenir citoyens européens, et jouir de leurs droits de citoyenneté ; qui souhaitent également maintenir des liens économiques, culturels, politiques avec la Turquie, manifester leur loyauté envers la société turque, et jouer un rôle dans le processus de l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne²⁷⁹. En France, Riva Kastoryano s'alarme du « *nationalisme transnational* » des immigrés turcs en Europe. Elle y voit « *une nouvelle étape – historique – du nationalisme* »²⁸⁰. Stéphane de Tapia signale de son côté, le doute qui porte (sans préciser chez qui) sur une « *intégration sincère* » des Turcs en Europe, alors qu'ils demandent de plus en plus à être naturalisés français ou autre²⁸¹. Une nouvelle époque pour les migrants – des citoyens d'ici et de là-bas –, si l'on veut, le « transnationalisme des migrants » n'ouvre pas clairement en revanche une nouvelle époque pour les sciences sociales en Turquie et en France, qui n'abandonnent pas leur point de vue national sur l'émigration turque²⁸².

NOTES

266. Et il en va ainsi, comme Abdelmalek Sayad (1986) l'a montré, pour la société d'émigration algérienne : les « problèmes » de l'émigration algérienne sont définis dissymétriquement par l'État algérien et par l'État français.

267. Herbert Blumer, 2004 (1971).

268. Voir Alejandro Portes (éd.) 1995 ; Alejandro Portes 1997 ; 1998 ; et A. Portes *et al.*, 1999. Le concept de « transnationalisme » (ou *immigrant transnationalism*) est entré dans la littérature à travers les travaux d'un groupe d'anthropologues qui ont avancé l'émergence des espaces

sociaux particuliers reliant les pays de départ et d'arrivée, qui étaient coupés l'un de l'autre dans le passé : « Nous définissons le "transnationalisme" comme l'ensemble des processus par lesquels les immigrés tissent et entretiennent des relations sociales de nature multiple reliant leurs sociétés d'origine et d'accueil. Nous appelons ces processus transnationalisme pour insister sur le fait que, de nos jours, beaucoup d'immigrés construisent des espaces sociaux qui traversent les frontières géographiques, culturelles et politiques. Un élément essentiel en est la multiplicité des activités auxquelles s'adonnent les immigrés à la fois dans leurs sociétés d'origine et d'accueil. », Nina Glick-Schiller, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton, 1994 : 6 (cité par Alejandro Portes, 1999 : 16). Pour quelques exemples à ce type de recherches réalisées aux États-Unis, voir Nina Glick-Schiller *et al.*, 1992 ; 1995 ; Michael Peter Smith et Luis Eduardo Guarnizo, 1998 ; Portes *et al.*, 1999 ; 2002 ; 2003 ; 2007 ; et Peggy Levitt *et al.*, 2003 ; ainsi que l'ouvrage de Peggy Levitt, *The Transnational Villagers* (2001), mentionné comme un des meilleurs travaux de recherche empiriques ayant été réalisés dans ce domaine. De nombreux exemples aux recherches sur le transnationalisme sont disponibles dans la revue *International Migration Review*, notamment les numéros postérieurs à la fin des années 1990.

269. Pour l'Europe, voir Thomas Faist, 1998 ; 2000 ; Steven Vertovec, 2001 ; Steven Vertovec et Robin Cohen (éds.), 1999 ; Alain Tarrius, 1992 ; 2000 ; 2001 ; 2002 ; Michel Péraldi, 1999 ; (éd.) 2001 ; et Emmanuel Ma Mung, 1996 ; 1999, ainsi que Dominique Schnapper, 2001. Une partie de ces recherches évoquent aussi le cas des populations turques en France ou dans d'autres pays en Europe.

270. La revue *Hommes et Migrations* fournit un bon exemple de ce changement d'orientation dans l'étude de l'immigration en France. Jusqu'à la fin des années 1990, les articles de la revue ont pour thème central « l'intégration » des populations immigrées à la société française : généralement, chaque article qui étudie une population immigrée, signale celle-ci comme un cas particulièrement problématique, les auteurs évoquent par exemple « le problème marocain », « le problème turc », « le problème chinois », « le problème sénégalais », etc., en France. Depuis la fin des années 1990, les articles ont tendance à mettre en avant les liens « transnationaux » des populations immigrées (les liens que ceux-ci entretiennent avec les pays d'origine) et chaque article tient la population immigrée qui fait l'objet de l'étude comme un exemple à succès d'une communauté transnationale (voir par exemple le numéro 1237 de la revue, qui porte sur les « Diasporas caribéennes », 2002 ; et le numéro 1239, intitulé « Africains, citoyens d'ici et de là-bas », 2002 ; ainsi que les numéros qui suivent. Le numéro qui marque le début de cette tendance, semble être celui consacré aux répercussions économiques de l'immigration dans les pays d'origines : « Migrants et solidarités nord-sud », n° 1214, 1998). La revue *Hommes et Migrations* n'est évidemment pas un cas isolé. Voir le numéro 33-34 de la revue *Cultures et Conflits*, intitulé : « Les Anonymes de la mondialisation » (1999) ; et le vol. 24, n° 2, de la *Revue Européenne des Migrations Internationales*, consacré aux « Pratiques transnationales, mobilité et territorialités » (2008). Pour des recherches anglophones similaires en Europe, voir les numéros de *Journal of Ethnic and Migration Studies* postérieurs à 1998.

271. Voir l'ouvrage collectif intitulé *Turcs d'Europe et... d'ailleurs*, paru en 1995 sous la direction de Stéphane de Tapia, ainsi que Stéphane de Tapia, 1995 c ; 1996 a ; 2005 ; 2007 b et Riva Kastoryano, 2006.

272. « Les Turcs d'Europe », « les Euro-Turcs ». Cf. Nermin Abadan-Unat, 2002 ; 2007 ; Ayhan Kaya, 2000 ; 2001 ; 2008 ; Ayhan Kaya et Ferhat Kentel, 2005 a ; 2005 b ; 2007 ; 2008.

273. Adrian Favell, 2003.

274. Jonathan Friedman, 2000.

275. Roger Waldinger et David Fitzgerald, 2004.

276. Roger Waldinger, 2006 (en référence à l'ouvrage de William I. Thomas et de Florian W. Znaniecki, *The Polish Peasant in Europe and America...*).

277. Nina Glick-Schiller, 1999 ; Luis E. Guarnizo 2001 ; Peggy Lewitt, 2001 ; Robert C. Smith, 2001 ; 2003. Cités par Roger Waldinger, 2006

278. Ewa Morawska, 2001; Roger Waldinger, *ibid.*; Roger Waldinger et David Fitzgerald, 2004.

279. Nermin Abadan-Unat, 2002 ; 2007 ; Ayhan Kaya, 2000 ; 2001 ; 2008 ; Ayhan Kaya et Ferhat Kentel, 2005 a ; 2005 b ; 2007 ; 2008.

280. « Dans le cas de l'immigration turque, par exemple, les 4 millions de personnes dispersées partout en Europe constituent, aux yeux de la classe politique et des médias turcs, une nouvelle catégorie qu'ils appellent "les Turcs de l'étranger". L'objectif d'Ankara est d'assurer l'attachement des populations émigrées à l'idéologie nationale exprimée par la rhétorique kémaliste – une allégeance perpétuelle liée à un islam laïcisé et à une nation unifiée et soumise au contrôle de l'État. Cela revient à maintenir l'idée d'une citoyenneté turque. Il s'agit là d'une citoyenneté extra-territoriale, une façon de maintenir le lien entre citoyenneté et nation, une citoyenneté liée à la nation d'origine ou, inversement, la nation liée à la citoyenneté – même extra-territoriale. Dans les deux cas, il s'agit d'une appartenance déterritorialisée. Cet attachement devient une ressource importante pour négocier la place de la Turquie auprès de l'Union européenne, voire dans le système international. », Riva Kastoryano, 2006 : 534.

281. « Le constat est identique dans toute l'Europe ; il y a accélération du rythme de la demande de naturalisation et les "Turcs" sont de plus en plus souvent des nationaux des pays de résidence. Aussi bien le gouvernement que les partis conservateurs (MHP, AKP) y poussent même leurs adhérents. Ce qui se joue là est complexe : intégration sincère et sédentarisation définitive d'une immigration récente, récupération d'un droit de libre circulation dans et autour de l'espace Schengen (ce que l'Union européenne a refusé malgré les accords d'Ankara en 1963), méfiance envers des Européens réticents à l'adhésion de la Turquie à l'UE et construction d'un lobby turc en Europe ? De fait, subsistent des incompréhensions profondes sur la double ou la bi-nationalité, les Turcs tenant à la fois à leur personnalité propre et aux droits acquis par leur présence et leur travail en Europe. », Stéphane de Tapia, 2007 b : 34, 35.

282. Les biais nationaux des travaux de recherche en sciences sociales réalisés sur les émigrations internationales, ont également été relevés par Andreas Wimmer et Nina Glick-Schiller (2002).

Bibliographie

Abadan, Nermin (1964) *Batı Almanya'daki Türk İşçileri ve Sorunları*, Ankara: Başbakanlık Devlet Planlama Teşkilatı.

Abadan-Unat, Nermin (1971), "Federal Almanya'nın 1966-1967'de Geçirdiği Ekonomik Buhran Açısından Yabancı İşgücü ve Türk İşçilerinin Durumu", *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi*, 26, 4: 159-180. URL : <http://dergipark.ulakbim.gov.tr/ausbf/article/view/5000054334>

Abadan-Unat, Nermin (1972 a), "Türkiye'nin Dış Göç Akımı ve Sosyal Hareketlilik", *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi*, 27, 4: 17-52. URL : <http://dergiler.ankara.edu.tr/dergiler/42/427/4771.pdf>

Abadan-Unat, Nermin (1972 b), « Le non retour à l'industrie, trait dominant de la chaîne migratoire turque », *Sociologie du Travail*, 14, 3 : 278-293.

Abadan-Unat, Nermin (1974), "Turkish External Migration and Social Mobility", in Benedict, Peter; Tümertekin, Erol; Mansur, Fatma (éds.), *Turkey: Geographic and Social Perspectives*, Leiden: E. J. Brill: 362-402.

Abadan-Unat, Nermin (1976), "Siyasal Partiler, İşçi Sendikaları, İşveren Birlikleri ve Bürokrasinin Gözüyle İşgücü Göçü", in Abadan-Unat, Nermin; Keleş, Ruşen; Penninx, Rinus; Van Renselaar, Harman; Van Velzen Leo; Yenisey, Leylâ (éds.), *Göç ve Gelişme. Uluslararası İşçi Göçünün Boğazlıyan İlçesindeki Etkilerine İlişkin bir İnceleme*, Hollanda Üniversitesi Uluslararası İşbirliği Vakfı (NUFFIC), Gelişmekte Olan Ülkelerde Sosyal Bilim Araştırmaları Enstitüsü (IMWOO) ve Ankara Üniversitesi İskân ve Şehircilik Enstitüsü yayınları, Ankara, Ajanstürk (Türkçesi Dr. Ünsal Oskay): 47-106. URL : <http://kitaplar.ankara.edu.tr/dosyalar/pdf/146.pdf>

Abadan-Unat, Nermin (1977), "Dış Göç Akımının Türk Kadının Özgürleşme ve Sözde Özgürleşme Sürecine Etkisi", *Amme İdare Dergisi*, 10, 1: 107-132. URL : http://www.todaie.edu.tr/resimler/ekler/71cb41e7a7e9006_ek.pdf?dergi=Amme%20DDdaresi%20Dergisi

Abadan-Unat, Nermin (1979), "Göçmen İşçi Çocuklarının Sosyo-Psikolojik ve Eğitimsel Sorunları (Özellikle Federal Almanya'daki Türk İşçi Çocukları Açısından)", *Yurt Dışındaki Türk Çocuklarının Eğitim Sorunları*, Ankara: A. Ü. Eğitim Fakültesi Yay.: 14-37.

Abadan-Unat, Nermin (1984), "Uluslararası Göç Akımının Kadınların Toplumsal Roller Üzerindeki Etkisi: Türkiye Örnek Olayı", *Prof. Aziz Köklü'nün Anısına Armağan*, Ankara: A.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi Yay., No. 535: 1-31. URL : <http://kitaplar.ankara.edu.tr/dosyalar/pdf/154.pdf>

Abadan-Unat, Nermin (1985), "Identity Crisis of Turkish Migrants – First and Second Generation", in I. Başgöz et N. Furniss (éds.), *Turkish Workers in Europe*, Bloomington: Indiana University Turkish Studies.

Abadan-Unat, Nermin (1986), "Türk Dış Göçünün 24 Yıllık Bilimsel Bilançosu, 1960-1984", in Abadan-Unat, Nermin; Kemiksiz, Neşe (éds.), *Türk Dış Göçü, 1960-1984, Yorumlu Bibliyografya*, Ankara: A.Ü.S.B.F. Yayınları, no. 555, Gelişme ve Toplum Araştırmaları ve Uygulama Merkezi Yayınları, no. 1, Türkiye Araştırmaları Merkezi, Bonn: 1-57.

Abadan-Unat, Nermin (2002), *Bitmeyen Göç. Konuk İşçilikten Ulus-Ötesi Yurttaşlığa*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, Göç serisi.

Abadan-Unat, Nermin (2007), "Türk Dış Göçünün Aşamaları: 1950'li Yıllardan 2000'li Yıllara", in Kaya, Ayhan; Şahin, Bahar (éds.), *Kökler ve Yollar: Türkiye'de Göç Süreçleri*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, Göç Serisi: 3-18.

Abadan-Unat, Nermin; Kemiksiz Neşe (1986), *Türk Dış Göçü, 1960-1984, Yorumlu Bibliyografya*, Ankara: A.Ü.S.B.F. Yayınları, no. 555, Gelişme ve Toplum Araştırmaları ve Uygulama Merkezi Yayınları, no. 1, Türkiye Araştırmaları Merkezi, Bonn: 1-57.

Abadan-Unat, Nermin; Keleş, Ruşen; Penninx, Rinus; Van Renselaar, Harman ; Van Velzen Leo; Yenisey, Leylâ (1975), *Migration and Development: A Study of the Effects of International Labor Migration on Boğazlıyan District*, The Hague: NUFFIC (Netherlands organization for international cooperation in higher education).

Abadan-Unat, Nermin; Keleş, Ruşen; Penninx, Rinus; Van Renselaar, Harman ; Van Velzen Leo; Yenisey, Leylâ (1976), *Göç ve Gelişme. Uluslararası İşçi Göçünün Boğazlıyan İlçesindeki Etkilerine İlişkin bir İnceleme*, Hollanda Üniversitesi Uluslararası İşbirliği Vakfı (NUFFIC), Gelişmekte Olan Ülkelerde Sosyal Bilim Araştırmaları Enstitüsü (IMWOO) ve Ankara Üniversitesi İskân ve Şehircilik Enstitüsü yayınları, Ankara, Ajanstürk (Türkçesi Dr. Ünsal Oskay). URL : <http://kitaplar.ankara.edu.tr/dosyalar/pdf/146.pdf>

Ağaoğlu, Adalet (1976), *Fikrimin İnce Gülü*, İstanbul: Remzi Kitabevi.

Ahibaba, Necati (1965), "Dış Ülkelere Giden Türk İşçileri İle İlgili Meseleler", *Sosyal Siyaset Konferansları*, 16: 23-35. URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusskd/article/view/1023007800>

Ak, Feyza (2000), « Les représentations de la femme chez les travailleurs turcs immigrés en France », in Rigoni, Isabelle (coor.), *Turquie : les mille visages. Politiques, religion, femmes, immigration*, Paris : Éditions Syllepse (un ouvrage issu du colloque « Les transformations de la société turque contemporaine, en Turquie et en exil », organisé les 9 et 10 décembre 1999 à l'IRESO): 147-164.

Ak-Akyol, Feyza (2005), « Construction de l'identité féminine turque dans le processus migratoire : Le cas Turquie-France », Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Roger Estabiet, l'Université de Provence, Aix Marseille I.

Ak-Akyol, Feyza (2008), "Parçalanmış Kimlikler: Fransa'daki Göçmen Türk Kadınlarının Özel-Kamusal Stratejileri", in Danış, Didem ; İrtiş, Verda (éds.), *Entegrasyonun ötesinde: Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları.

Akagül, Deniz ; Vaner, Semih (2005), *L'Europe avec ou sans la Turquie*, Paris : éd. Eyrolles.

Akgündüz, Ahmet (2008), *Labour Migration from Turkey to Western Europe, 1960-1974. A Multidisciplinary Analysis*, Aldershot and Burlington: Ashgate.

Akgönül, Samim (2002), « L'État turc et les Turcs européens : une tentative permanente d'encadrement paternaliste », in Dumont, Paul ; Pérouse, Jean-François ; Tapia, Stéphane de ; Akgönül, Samim, « Migrations et mobilités internationales : la plate-forme turque », *Les Dossiers*

- Bari, Dominique (1995), « Les enfants d'immigrés se fondent dans la nation française », *L'Humanité*, 23 mars. URL : <http://www.humanite.fr/node/100491>
- Barkan, Ömer Lütü (1950), "Osmanlı İmparatorluğunda Bir İskân ve Kolonizasyon Metodu Olarak Sürgünler", *İstanbul Üniversitesi İktisat Fakültesi Mecmuası*, 11, 1-4: 524-570.
- Barkan, Ömer Lütü (1970), *İstanbul Vakıflar Tahrir Defteri*, İstanbul: İstanbul Fetih Cemiyeti.
- Battesti, Louis Marc (1967), « Travailleurs grecs et turcs en République Fédérale d'Allemagne », *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, Tome I, fascicule 1, janvier-mars.
- Battesti, Louis Marc (1972), « L'immigration de la main-d'œuvre étrangère et la communauté économique européenne. Tome I et II », Thèse de doctorat en Lettres, l'Université de Paris I.
- Baytimur, Mehmet (1978), "Fransa'nın Bir İlinde Yabancı İşçiler", *İller ve Belediyeler Dergisi*, 34, 388: 45-53.
- Beaud, Stéphane ; Noiriell, Gérard (1991), « Penser "l'intégration" des immigrés », in Pierre-André Taguieff (dir.), *Face au racisme*, Paris: La Découverte, Tome 2: 261-295.
- Benedict, Peter (1974), "The Changing Role of Provincial Towns: A Case Study from Southwestern Turkey", in Benedict, Peter; Tümertekin Erol; Mansur, Fatma (éds.), *Turkey: Geographic and Social Perspectives*, Leiden: E. J. Brill: 241-280.
- Berkes, Niyazi (1942), *Bazı Ankara Köyleri Üzerinde Bir Araştırma*, Ankara: DTCF yayınları.
- Birerçin, Mukbil (1963), *Belçika'daki Türk İşçilerinin Durumları Hakkında Rapor*, Ankara: İİBK Yay.
- Birerçin, Mukbil (1967), *Federal Almanya İş ve İşçi Bulma ve İşsizlik Sigortası Kurumu Çalışmaları Hakkında Genel Bilgiler*, Ankara: İİBK Yay.
- Birsun, Mevlide (1982), *Almanya'daki Türk İşçilerinin ve Çocuklarının Sorunları*, İstanbul.
- Blum, Alain (1998), « Comment décrire les immigrés. À propos de quelques recherches sur l'immigration », *Population*, 3: 569-588. URL : <http://dx.doi.org/10.2307/1534262>
- Blumer, Herbert (1971), "Social Problems as Collective Behavior", *Social Problems*, 18, 3: 298-306. Texte présenté et traduit en français par Laurent Riot dans Herbert Blumer (2004), « Les problèmes sociaux comme comportements collectifs », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 17, 67: 185-199. URL : <https://faculty.unlv.edu/mccorkle/www/Social%20Problems%20as%20Collective%20Behavior.pdf>
- Boran, Behice Sadık (1945), *Toplumsal Yapı Araştırmaları: İki Köy Çeşidinin Mukayeseli Tetkiki*, Ankara: Türk Tarih Kurumu.
- Bourdieu, Pierre ; Sayad, Abdelmalek (1996 [1^e éd. 1964]), *Le Déracinement, la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris : Minuit.
- Boyer, Jean-Pierre (1983), « Processus d'installation d'une communauté turque à Terrasson, ville du Périgord », Mémoire de Diplôme Supérieur en Travail Social, sous la dir. de Maryse Tripiet, Montrouge, l'Institut de Travail Social et de Recherches Sociales.
- Bozarslan, Hamit (1988), « Les associations maghrébines et turques et l'espace immigré : le cas de Clermont-Ferrand », Mémoire de DEA, sous la dir. de Rémy Leveau, Paris, l'IEP.
- Bozarslan, Hamit (1992), « Les Courants de pensée dans l'Empire ottoman : 1908-1918 », Thèse de doctorat en histoire, sous la dir. de François Furet, Paris, l'EHESS.
- Bozarslan, Hamit (1996), « Femmes originaires de la Turquie en France. Où en est l'intégration ? », *CEMOTI, Cahiers d'étude sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 21, « L'immigration turque au féminin ». URL : <http://cemoti.revues.org/560>
- Bozarslan, Hamit (1997), *La question kurde. État et minorités au Proche-Orient*, Paris: Presse de Sciences Po.

- Bozarslan, Hamit (2005), « Les minorités en Turquie », *Pouvoirs*, 115: 101-112. URL : <http://www.revue-pouvoirs.fr/Les-minorites-en-Turquie.html>
- Börtücene, İçen (1966), *Uluslararası İşgücü Hareketleri ve Türkiye*, Ankara: DPT-SPD.
- Börtücene, İçen; Sevin, Ö. (1966), *Dış Ülkelere İşgücü Göndermelerinde Kooperatif Kuran Köylülere Öncelik Tanınması Projesinin Uygulanması Üzerinde Bir İnceleme*, Ankara: DPT: 499-SPD: 108.
- Börtücene, İçen; Alemdar, Yalçın; Törüner, Mete; Karayalçın, Murat (1971), *Ortak Pazarda İnsan Gücü Hareketliliği ve Türkiye*, Ankara: DPT-SPD Araştırma Şubesi.
- Can, Nevzat; Tercan, Binali (2005), "Prof. Dr. Cevat GERAY ile Söyleşi", *Planlama*, TMMOB şehir Plancıları Odası Yayını, 2, sayı 32: 4-20.
- Canatan, Kadir (1990), *Göçmenlerin Kimlik Arayışı: Konuk İşçilikten Yerleşik Göçmenliğe*, İstanbul: Kitabevi Yayınları.
- Catani, Maurizio ; Pallida, Salvatore (1987), « Monographies d'associations turques et kurdes » in Catani, Maurizio ; Pallida, Salvatore (éds.), *Le rôle du mouvement associatif dans l'évolution des communautés immigrées*, Étude pour le compte du FAS et la DPM, Paris: 166-190.
- Chapoulie, Jean-Michel (1991), « La seconde fondation de la sociologie française, les États-Unis et la classe ouvrière », *Revue française de sociologie*, 32, 3: 321-364. URL : <http://dx.doi.org/10.2307/3322321>
- Chapoulie, Jean-Michel (2001), « Comment écrire l'histoire de la sociologie : l'exemple d'un classique ignoré, le paysan polonais en Europe et en Amérique », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2, 5: 143-169. URL : <http://dx.doi.org/10.3917/rhsh.005.0143>
- Chapoulie, Jean-Michel (2007), « Les malentendus de l'échange transatlantique comme moyens d'investigation sur les éléments implicites des analyses sociologiques : l'exemple de la diffusion de la tradition de Chicago en France, 1930-1974 », Communication au Colloque « Voyages Transatlantiques », l'Université de Nancy II, 31 mai-1^{er} juin 2007.
- Chapoulie, Jean-Michel (2008), « Malentendus transatlantiques. La tradition de Chicago, Park et la sociologie Française », *L'Homme*, 3-4, 187-188: 223-246. URL : <http://www.cairn.info/revue-l-homme-2008-3-page-223.htm>
- Charlot, Martine (1979), « La plus isolée, la femme turque », *Migrations Formation*, 32-33: 32-34.
- Chevalier, Louis (1947), « Principaux problèmes de l'immigration », in Louis Chevalier et al., *Documents sur l'immigration*, Paris: PUF (« Travaux et Documents. INED ; Cahier 2 »).
- Clay, Christopher (1998): "Labour Migration and Economic Conditions in Nineteenth-Century Anatolia", *Middle Eastern Studies*, 34, 4, "Turkey before and after Atatürk: Internal and External Affairs": 1-32. URL : <http://www.jstor.org/stable/4283967>
- Coquart, André ; Coquart, Françoise (1977), « Les Turcs chez nous », *Migrations et Pastorale*, Publication au service de l'engagement de l'Église avec les migrants, 15 avril.
- Çalışma Bakanlığı (1973), *Çözölmüş ve Çözüm Bekleyen Yurtdışı İşçi Sorunları İnceleme Raporu*, Ankara.
- Çalışma Bakanlığı (1982), *Yurt Dışındaki Türk Varlığını Koruma Projesi. Ön Çalışma*, Ankara.
- Çelebi, Nilgün (2007), "Sosyolojimizin onur çiçeği", *Radikal*, 12 Kasım.
- Çiftçi, Orhan (1981), « Les travailleurs turcs en France », Thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. de B. Dorris, l'Université de Caen.
- Danış, Didem; Üstel, Füsün (2008), "Türkiye'den Fransa'ya Göçün Toplumsal ve Tarihsel Boyutları", in Danış, Didem; İrtiş, Verda (éds.), *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları: 1-34.

- Danış, Didem; İrtiş, Verda (2008), "Önsöz", in Danış, Didem; İrtiş, Verda (éds.), *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları: xi-xii.
- Danış, Didem; İrtiş, Verda (éds.) (2008): *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları.
- Daniel, Georges (1992), « Constatations et suggestions liées à la communauté immigrée turque en France », Étude FAS/SGI (Confidentielle).
- Daniel, Georges (1995), « Quelle action culturelle liée à l'intégration de la communauté immigrée turque en France ? », in Jund, Alain ; Dumont, Paul ; Tapia, Stéphane de (éds.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Allemagne*, Paris: CIEMI, L'Harmattan (Actes du colloque international de Strasbourg, 25-26 février 1991, « Immigration turque en France et en Allemagne », textes rassemblés par Meropi Anastasiadou, publiés avec le concours du FAS): 293-302.
- Darras (groupe d'Arras) (1966), *Le Partage des bénéfices*, Paris : Minuit.
- Delerm, Robert (1967), « La Turquie, élément nécessaire d'une réflexion démographique française », *Hommes et Migrations/ESNA*, 108, numéro spécial « Connaissance des Turcs et de la Turquie »: 131-139.
- Deli, Fadime (2004), « Communautés en migration : le cas des personnes originaires de Mardin (Turquie) », thèse de doctorat en géographie politique, sous la dir. de Stéphane Yerasimos, l'Université de Paris VIII.
- Deli, Fadime ; Pérouse, Jean-François (2002), « Migrations internes vers Istanbul : discours, sources et quelques réalités », *Les Dossiers de l'IFEA*, série : « la Turquie aujourd'hui », 9. URL : <http://books.openEdition.org/ifeagd/166>
- Delyfer, Marie-José (1975), « La condition de la femme, de l'Anatolie au village bourguignon », Thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. de Maxime Chastaing, Université de Dijon (un article a été publié sous le même titre dans *Hommes et Migrations*, 901: 4-22.
- Devlet Planlama Teşkilatı (1964), "Önsöz", in Nermin Abadan, *Batı Almanya'daki Türk İşçileri ve Sorunları*, Ankara: Başbakanlık Devlet Planlama Teşkilatı: 5.
- Ecevit, Bülent (1964), *Yurtdışındaki Türk İşçileri*, Ankara: Çalışma Bakanlığı.
- Ecevit, Bülent (1968), "Dış Ülkelerdeki İşçilerimizin Sorunları", *Sosyal Siyaset Konferansları Dergisi*, 18: 47-74. URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusskd/article/view/1023007828>
- Ege, Ünal (1967), "Yurt Dışında Çalışanların Sorunları", 2. *Türkiye İktisat Kongresi (İzmir, 2-7 Kasım 1981)* "Sosyal Gelişme ve İstihdam" Komisyonu Tebliğleri III. Cilt, Ankara: DPT Yay. No. 1783: 93-202.
- Ekin, Nusret (1984), "Dış Göçün 20. Yılında: Beklentiler ve Gerçekler", *Banka ve Ekonomik Yorumlar*, 21, 1: 37-44.
- Ergil, Doğu (1982), "Avrupa'da Yaygınlaşan Yabancı Düşmanlığı Üzerine Düşünceler", *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi*, 37, 3/4:153-157. URL : <http://dergipark.ulakbim.gov.tr/ausbf/article/view/5000099652>
- Erker, G.; Kıratlı, Fatma (1973), *Yurtdışındaki Türk İşçilerinin Son Durumu Hakkında Rapor*, Ankara: Çalışma Bakanlığı.
- Erman, Tahire (2001), "The Politics of Squatter (Gecekondu) Studies in Turkey: The Changing Representations of Rural Migrants in the Academic Discourse", *Urban Studies*, 38, 7: 983-1002. URL : <http://dx.doi.org/10.1080/00420980120080131>
- Erman, Tahire (2004), "Gecekondu Çalışmalarında 'Öteki' Olarak Gecekondu Kurguları", *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue n° 1, « Gecekondu ». URL : <http://ejts.revues.org/85>

- Ertul, Servet (1978), « Problèmes d'intégration et d'acculturation des immigrés turcs en Loire-Atlantique », Mémoire d'étude en sociologie, l'Université de Nantes.
- Ertul, Servet (1983, Nantes), « La classe ouvrière en Turquie : autochtone et émigrée », Mémoire d'étude en sociologie, sous la dir. de Michel Verret, l'Université de Nantes.
- Establet, Roger (1997), *Comment peut-on être français ? 90 ouvriers turcs racontent*, Paris: Fayard.
- Faist, Thomas (1998), "Transnational Social Spaces out of International Migration: Evolution, Significance and Future Prospects", *Archives Européennes de Sociologie*, 39, 2: 213-247. URL : <http://dx.doi.org/10.1017/S0003975600007621>
- Faist, Thomas (2000), *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*, Oxford University Press. URL : <http://dx.doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198293910.001.0001>
- Favell, Adrian (2003), "Games without Frontiers? Questioning the Transnational Social Power of Migrants in Europe", *Archives Européennes de Sociologie*, XLIV, 3: 398-427. URL : <http://www.sscnet.ucla.edu/soc/faculty/favell/aes-games.pdf>
- Fındıkoğlu, Fahri (1962), *Karabük (1937-1962)*, Istanbul.
- Firat, Derya (2005), « Les jeunes issus de l'immigration de Turquie en France », Thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. de Dominique Schnapper, Paris, EHESS.
- Firat, Derya (éd.) (2003), "Göç Sosyolojisi Özel Sayısı", *Toplum Bilim*, Ekim, sayı 17, İstanbul: Bağlam.
- Fliche, Benoît (2003), « Les vacances de Kayalar : histoire migratoire, usages et représentations d'un village anatolien en milieux urbains (Turquie, France) », Thèse de doctorat en ethnologie, sous la dir. de Christian Bromberger, l'Université de Provence, Aix Marseille 1.
- Fliche, Benoît (2007), *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, Paris: CNRS Éditions.
- Friedman, Jonathan (2000), « Des racines et (dé)routes. Tropes pour trekkers », *L'Homme*, 156, octobre-décembre: 187-206. URL : <http://lhomme.revues.org/76>
- Gabizon, Cécilia (2008), « Immigration : le coup d'arrêt au regroupement familial », *Le Figaro*, 20 juin. URL : <http://www.lefigaro.fr/politique/2008/06/20/01002-20080620ARTFIG00393-immigration-le-coup-d-arret-au-regroupement-familial.php>
- Gençosman, Mehmet (1982), "Göçmen Kuşaklar Sorununa Kuşbakışı", *Bilim ve Sanat*, 16: 30-31.
- Geray, Cevat (1957), "Ankara'da 158 Gecekondu", *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Dergisi*, 12, 1. URL : <http://dergiler.ankara.edu.tr/dergiler/42/370/3917.pdf>
- Geray, Cevat (1960), "Mesken Meselesi ve Dördüncü İskân ve şehircilik Haftası", *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Dergisi*, 15, 3: 123-128. URL : <http://dergipark.ulakbim.gov.tr/ausbf/article/view/5000054973>
- Geray, Cevat (1963), "Yedinci İskân ve şehircilik Haftası", *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Dergisi*, 18, 2: 249-263. URL : <http://dergipark.ulakbim.gov.tr/ausbf/article/view/5000054818>
- Geray, Cevat (1968), "Gecekondu Sorununa Toplu Bir Bakış", *Amme İdaresi Dergisi*, 1, 2:11-29. URL : http://yayin.todaie.gov.tr/resimler/ekler/41b361ae3377e34_ek.pdf?dergi=Amme%20DDairesi%20Dergisi
- Gezgin, Mehmet Fikret (1994), *İşgücü Göçü ve Avusturya'daki Türk İşçileri*, İstanbul: İstanbul Üniversitesi, İktisat Fak. Yayını, No. 546.
- Girard, Alain ; Stoetzel, Jean (éds.) (1953), *Français et Immigrés*, 1. *L'attitude française, l'adaptation des Italiens et des Polonais*, Paris : PUF (« Travaux et documents. INED ; Cahier 19 »).

- Girard, Alain ; Stoetzel, Jean (éds.) (1954), *Français et Immigrés*, 2. Nouveaux documents sur l'adaptation, Algériens, Italiens, Polonais, le service social d'aide aux émigrants, Paris : PUF (« Travaux et documents. INED ; Cahier 20 »).
- Gitmez, Ali S. (1981 a), "Batı Avrupa'ya İşçi Göçü ve Kültürel Etkileme", *Bilim ve Sanat*, 9: 32-35.
- Gitmez, Ali S. (1981 b), "Yurtdışından Dönen İşçilerin Yeniden Uyumlari: Ekonomik Seçim, Karar ve Eğilimler" (Doçentlik Tezi), Ankara: ODTÜ İdari İlimler Fakültesi.
- Gitmez, Ali S. (1983), *Yurtdışına İşçi Göçü ve Geri Dönüşler*, İstanbul: Alan Yayıncılık.
- Gitmez, Ali S. (1984), "Geographical and Occupational Re-Integration of Returning Turkish Workers", in Daniel Kubat (éd.), *The Politics of Return*, Center for Migration Studies, Rome and New York: Centro Studi Emigrazione and Center for Migration Studies.
- Gitmez, Ali S.; Akder, Ahmet H. (1981), "Yurt Dışından Dönen İşçiler Üzerine Gözlemler", *ODTÜ Gelişme Dergisi*, 8; 3/4: 683-696.
- Glick-Schiller, Nina (1999), "Transmigrants and Nation-States: Something Old and Something New in the U.S. Immigrant Experience", in Hirschman, Charles; Kasinitz Philip; DeWind, Josh (éds.), *The Handbook of International Migration: The American Experience*, New York, Russell Sage: 94-119.
- Glick-Schiller, Nina; Basch, Linda; Blanc-Szanton, Cristina (1992), "Towards a Transnationalization of Migration: Race, Class, Ethnicity and Nationalism Reconsidered", *The Annals of the New York Academy of Sciences*, 645, New York, New York Academy of Sciences.
- Glick-Schiller, Nina; Basch, Linda; Blanc-Szanton, Cristina (1994), *Nations Unbound. Transnational Projects, Post-colonial Predicaments, and Deterritorialized Nations-States*, Langhorne, PA: Gordon and Breach.
- Glick-Schiller, Nina; Basch, Linda; Blanc-Szanton, Cristina (1995), "From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration", *Anthropological Quarterly*, 68, 1: 48-63.
- Gökalp, Altan (1966), « Problèmes des travailleurs turcs en Allemagne », Mémoire d'étude, sous la dir. de Serge Hurtig, Paris, l'IEP. URL : http://www.sscnet.ucla.edu/history/faculty/henryyu/Hist597/Schiller_et_al.pdf
- Gökalp, Altan (1980), *Têtes rouges et Bouches noires. Une confrérie tribale de l'Ouest anatolien*, Paris : Société d'Ethnographie (texte remanié d'une thèse de doctorat en ethnologie, dirigée par Eric de Dampierre, « Héros, Saints et Monstres. Le surnaturel dans les croyances populaires turques », l'Université de Paris X, 1977).
- Gökalp, Altan (1981), « Les Turcs, revenus de l'émigration et nouveau statut social », in Garson, Jean-Pierre ; Georges Tapinos (sous la dir. de), *L'Argent des immigrés : Revenus, épargne et transferts de huit nationalités immigrées en France*, Paris : PUF (« Travaux et Documents. INED ; Cahier 94 »): 247-266.
- Gökalp, Altan (1984), *La Turquie et l'émigration turque*, Paris, ADRI (Agence pour le développement des relations interculturelles).
- Gökalp, Altan (1986 a), « L'immigration turque en Europe occidentale : Repères et tendances », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, 65/66, « La Turquie », numéro réalisé avec le concours de l'IFEA (l'Institut Français d'Études Anatoliennes): 147-156.
- Gökalp, Altan (1986 b), « Espace rural, village, ruralité : à la recherche du paysan anatolien », in Gökalp, Altan (éd.), *La Turquie en transition*, Paris: Maisonneuve et Larose: 49-82.
- Gökalp, Altan (1986 c), « Les immigrés turcs en France - une communauté jeune qui se cherche », *Migrants - Formation*, 67, Décembre: 65-74.
- Gökalp, Altan (1989 a), « Mariage "alla turca". La tradition sera-t-elle de la noce ? », *Archives des sciences sociales des religions*, 68, 1: 51-63. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/assr.1989.1396>

- Gökalp, Altan (1989 b), « Population, parenté et nouvelles pratiques matrimoniales en Turquie » in Peristiany, John G. (éd.), *Le Prix de l'alliance en Méditerranée*, Paris: Éditions du CNRS: 145-156.
- Gökalp, Altan (1993), « Les enfants de l'immigration turque et la dimension générationnelle », in Rey-Von Allmen, Micheline (éd.), *Psychologie clinique et interrogations culturelles : le psychologue, le psychothérapeute face aux enfants, aux jeunes et aux familles de cultures différentes*, Paris, CIEMI: L'Harmattan: 191-200.
- Gökalp, Altan (1994), « "Mariage de parents" : entre l'échange généralisé et le mariage parallèle. Le cas de la Turquie », in Bonte, Pierre (éd.), *Épouser au plus proche. Inceste, prohibitions et stratégies matrimoniales autour de la Méditerranée*, Paris : Civilisations et Sociétés, éd. de l'EHESS: 439-452.
- Gökalp, Altan (1996), « Conjointes et stratégies matrimoniales dans l'immigration », *CEMOTI, Cahiers d'étude sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 21: 149-159. URL : <http://cemoti.revues.org/563>
- Gökalp, Altan ; Baloche, Chantal ; Bedrouh, Françoise ; Massin, Christiane ; Vignac, Monique (1977), « Le passage. Socialisation des enfants de migrants », *Étude du SSAE* (Service social d'aide aux émigrants).
- Gökalp, Altan ; Kastoryano, Riva ; Tapia, Stéphane de (1997), « L'immigration turque et kurde : La dynamique segmentaire, la nouvelle donne générationnelle, et le nouvel ordre communicationnel », *Étude FAS*, Paris : CNRS, 149 p.
- Gökalp, Altan ; Tapia, Stéphane de ; Akgönül, Samim (2005), « Les conjoints des jeunes Français originaires de Turquie. "Pourquoi l'épouser" ; ou les raisons du choix du conjoint au pays », *Étude financée par le FASILD, l'Université de Strasbourg III, FASILD*.
- Gökalp, Catherine (1973), « L'émigration turque en Europe et particulièrement en France », *Population*, 28, 2, mars/avril: 335-360. URL : <http://dx.doi.org/10.2307/1531137>
- Gökçedağ, Kemal (1962 a), 19 Ekim 1962-10 Kasım 1962 Günleri Arasında Avusturya ve Almanya'da Yapılan İncelemelere Ait Rapor, Ankara, İİBK.
- Gökçedağ, Kemal (1962 b), *Federal Almanya'daki Türk İşçilerinin İstihdam Durumu Ve İçinde Bulundukları Sosyal şartlar Hakkındaki Rapor*, Ankara: İİBK.
- Granotier, Bernard (1970), *Les travailleurs immigrés en France*, Paris: Maspéro.
- Guarnizo, Luis E. (2001), "On the Political Participation of Transnational Migrants: Old Practices and New Trends", in Gerstle, Gary ; Mollenkopf, John H. (éds.), *E Pluribus Unum? Contemporary and Historical Perspectives on Immigrant Political Incorporation*, New York: Russell Sage: 213-263.
- Gülsün, İlhan (1976), "Yurtdışındaki İşçilerimizin Kültür Sorunları ve Folklorumuz", *I. Uluslararası Türk Folklor Kongresi Bildirileri I. Cilt*, Ankara: Kültür Bakanlığı Milli Folklor Araştırma Dairesi Yay., No. 16: 127-158.
- Günçe, Gülseren (1976), "Almanya'da Yaşayan Türk İşçi Çocuklarının Eğitimlerine ve Çevreye Uyumlarında İlişkin Sorunları Konusunda Bir Ön-Araştırma", *Ankara Üniversitesi Eğitim Fakültesi Dergisi*, 9 (1/4): 213-241.
- Güney, Z. (1976), "Yurtdışındaki İşgücümüzün Önemli Meselelerine Ait Rapor", in *Yurtdışındaki Türk İşçilerinin Sorunları*, Ankara: Türk-İş Yayınları, No. 114, raporlar bölümü: 1-10.
- Gür, Timuçin (1979), "Almanya'da Türk Azınlığı", *Töre*, 8, 95: 40-41.
- Güzel, Mehmet şehmus ; Malzac, Michèle (1990), « C'est un dur métier que l'exil », *France des étrangers, France des libertés*, presse et mémoire, catalogue d'exposition, Paris : Éditions Ouvrières / Mémoire Générique Éditions: 169-171.
- Harputlu, Kamuran Bekir (1986), « Actions organisationnelles et différenciation sociale des travailleurs immigrés de Turquie en France », Thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. de Maryse Tripier, l'Université de Paris VII.

- Hermet, Annick (1995), « Les femmes turques depositaires de l'honneur familial », Rapport final, Étude FAS-Droit de femmes, Paris: CREAL.
- İçduygu, Ahmet (1991), "Migrant as a transitional category: Turkish migrants in Melbourne", Ph.D. dissertation, Department of Demography, Australian National University, Canberra, Australia.
- İçduygu, Ahmet; Sirkeci, İbrahim (1999), "Cumhuriyet Dönemi Türkiye'sinde Göç Hareketleri", *Bilanço* 98, 75 Yılda Köylerden şehirlere, İstanbul: Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı Yayınları: 249-268.
- İİBK (1966), *Avrupa Memleketlerinde Türk İşçileri ve Problemleri. F. Almanya, Hollanda, Belçika, İsviçre ve Avusturya'da Yapılan Bir İnceleme Gezisinin Notları*, Ankara: İİBK Yay., No. 32.
- İİBK (1967), *Yurtdışındaki Türk İşçileri ve Dönüş Eğilimleri*, Ankara: İİBK Yay., No. 34.
- İİBK (1968 a), *Avrupa Memleketlerinde Türk İşçileri ve Problemleri. F. Almanya, Hollanda, Belçika, İsviçre ve Avusturya'da Yapılan Bir İnceleme Gezisinin Notları*, Ankara: İİBK Yay., No. 49.
- İİBK (1968 b), *Yurtdışındaki Türk İşçileri ve Dönüş Eğilimleri*, Ankara: İİBK Yay., No. 43.
- İİBK (1969), *Yurtdışındaki Türk İşçileri ve Dönüş Eğilimleri*, Ankara: İİBK Yay., No. 59.
- İİBK (1970), *Fransa'da Çalışan Türk İşçileri. Bir İnceleme Gezisi Raporu*, Ankara: İİBK Yay., No. 70.
- İİBK (1971), *Yurtdışındaki Türk İşçileri ve Dönüş Eğilimleri*, Ankara: İİBK Yay., No. 85.
- İİBK (1974), *Yurtdışındaki Türk İşçileri ve Dönüş Eğilimleri*, Ankara: İİBK Yay., No. 114.
- İnalcık, Halil (2000 [1^e éd. 1994]), "The Ottoman State: Economy and Society, 1300-1600", in Halil İnalcık (ed. with Donald Quataert), *An Economic and Social History of the Ottoman Empire*, Volume 1, 1300-1600, Cambridge University Press.
- İnsel, Ahmet (dir.) (2000), *La Turquie et l'Europe : une coopération tumultueuse*, Paris : L'Harmattan.
- İnsel, Ahmet ; Gürsel, Seyfettin ; Levent, Haluk (2003), « Les déterminants économiques et sociaux de la migration des travailleurs turcs vers l'Union Européenne », *Migration Études, Synthèse de travaux sur l'immigration et la présence étrangère en France*, n°115. (Synthèse d'une étude effectuée pour le compte de la Mission de Recherche [DREES-MIRE] associée à la DPM et au FASILD, l'Université de Paris I, l'Université de Galatasaray, Direction de la Population et des Migrations du Ministère des Affaires Sociales [DPM], Paris : ADRI, 2003).
- İrtiş-Dabbagh, Verda (2001), « Le processus de socialisation des jeunes issus de l'immigration turque en France : État des lieux, analyse et perspectives », thèse de doctorat en sociologie, sous la direction d'André Akoun, l'Université de Paris V.
- İrtiş-Dabbagh, Verda (2003 a), « Les jeunes originaires de Turquie en France autour de la problématique du mariage », *Multitudes/Altyazı*, décembre, n° 6-7, éd. par le Conseil français des associations d'immigrés de Turquie, avec le concours du FASILD: 18-25.
- İrtiş-Dabbagh, Verda (2003 b), *Les jeunes issus de l'immigration de Turquie en France : état des lieux, analyses et perspectives*, Paris : l'Harmattan.
- İslamoğlu-İnan, Huri (éd.) (1987), *The Ottoman Empire and the World-Economy*, Cambridge: Cambridge University Press.
- İslamoğlu-İnan, Huri (1988), « Les paysans, le marché et l'État en Anatolie au XVI^e siècle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 43^e année, n° 5: 1025-1043. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/ahess.1988.283542>
- Jund, Alain ; Dumont Paul ; Tapia Stéphane de (éds.) (1995), *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Allemagne*, Paris : CIEMI, L'Harmattan (Actes du colloque international de Strasbourg, 25-26 février 1991, « Immigration turque en France et en Allemagne », textes rassemblés par Meropi Anastassiadou, publiés avec le concours du FAS).

Kalkınma Planı (Birinci Beş Yıl), 1963-1967, Ankara: T.C. Başbakanlık Devlet Planlama Teşkilatı, ocak 1963.

Karaömerlioğlu, Asım Mehmet (1998 a), "The Village Institutes Experience in Turkey", *British Journal of Middle Eastern Studies*, 25, 1, 47-73. URL : http://ocw.metu.edu.tr/file.php/118/karaomerlioglu_asim.pdf

Karaömerlioğlu, Asım Mehmet (1998 b), "The People's Houses and the Cult of the Peasant in Turkey", *Middle Eastern Studies*, 34, 4, "Turkey before and after Atatürk: Internal and External Affairs", 67-91. URL : <http://www.jstor.org/stable/4283970>

Karaömerlioğlu, Asım Mehmet (1999), "The Cult of the Peasant: Ideology and Practice, Turkey, 1930-1946", Ph.D, History, Supervisor: Carter Findley, The Ohio State University.

Karaömerlioğlu, Asım Mehmet (2000), "Elite Perception of Land Reform in Republican Turkey", *The Journal of Peasant Studies*, 27, 3: 115-141. URL : <http://dx.doi.org/10.1080/03066150008438742>

Karaömerlioğlu, Asım Mehmet (2002), "The Peasants in Early Turkish Literature", *East European Quarterly*, XXXVI, 2: 127-153. URL : <http://connection.ebscohost.com/c/articles/6876743/peasants-early-turkish-literature>

Kasaba, Reşat (1991), "Migrant Labor in Western Anatolia, 1750-1850", in Keyder, Çağlar; Tabak, Faruk (éds.), *Landholding and commercial agriculture in the Middle East*, State University of New York Press: 113-123.

Kastoryano, Riva (1983), « Espaces et migrations. Influence de l'organisation sociale des familles immigrées turques sur la socialisation des enfants », Thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. de Dominique Schnapper, Paris, l'EHESS.

Kastoryano, Riva (1986), *Être Turc en France. Réflexions sur familles et communauté*, Paris: CIEMI et L'Harmattan.

Kastoryano, Riva (1992 a), « La présence turque en France », Étude FAS/SGI.

Kastoryano, Riva (1992 b), « Être Turc en France et en Allemagne », *CEMOTI, Cahiers d'étude sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 13: 5-17. URL : <http://cemoti.revues.org/351>

Kastoryano, Riva (1995), « Être turc en France revisité », in Stéphane de Tapia (dir.), *Turcs d'Europe... et d'ailleurs*, Annales de l'Autre Islam, n° 3, ERISM : Équipe de recherche interdisciplinaire sur les sociétés méditerranéennes musulmanes non arabes / Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris : 83-92.

Kastoryano, Riva (1999), *La France, l'Allemagne et leurs immigrés : négocier l'identité*, Paris : Armand Collin.

Kastoryano, Riva (2006), « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue Française de Sciences Politiques*, 56, 4: 533-555. URL : <http://dx.doi.org/10.3917/rfsp.564.0533>

Kaya, Ayhan (1998), "Constructing Diasporas: Turkish Hip-Hop Youth In Berlin", Ph.D. dissertation, Supervisor: Steven Vertovec, Centre for Research in Ethnic Relations, University of Warwick, U.K.

Kaya, Ayhan (2000), *„Sicher in Kreuzberg“, Berlin'deki Küçük İstanbul, Diasporada kimliğin oluşumu*, İstanbul: Büke Yayınları.

Kaya, Ayhan (2001), *„Sicher in Kreuzberg“. Constructing Diasporas: Turkish Hip-Hop Youth in Berlin*, Bielefeld : Transcript Verlag.

Kaya, Ayhan (2006), « Les Français musulmans : enquête sur une rébellion républicaine », (traduction Aude Aylin de Tapia et Stéphane de Tapia), *Revue européenne des migrations internationales*, 22, 3: 135-153. URL : <http://remi.revues.org/3321>

- Kaya, Ayhan (2008), "Fransa-Türkleri: Cumhuriyetçi Entegrasyon Modelinin Eleştirisi", in Danış, Didem ; İrtiş, Verda (éds.), *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları: 35-72.
- Kaya, Ayhan; Kentel, Ferhat (2005 a), *Euro-Türkler: Türkiye ile Avrupa Birliği arasında Köprü mü, Engel mi?*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, Göç Serisi.
- Kaya, Ayhan; Kentel, Ferhat (2005 b), *Euro-Turks: A Bridge, or a Breach, Between Turkey and the European Union?*, Brussels: The Centre for European Policy Studies.
- Kaya, Ayhan; Kentel, Ferhat (2007), *Belgo-Turcs : un pont ou une brèche entre la Turquie et l'Union européenne ?*, Bruxelles : Fondation Roi Baudouin. URL : <http://www.kbs-frb.be/publication.aspx?id=223940&LangType=2060>
- Kaya, Ayhan; Kentel, Ferhat (2008), *Belgian-Turks: A Bridge or a Breach Between Turkey and the European Union? Qualitative and Quantitative Research to Improve Understanding of the Turkish Communities in Belgium*, Brussels: King Baudouin. URL : <http://www.kbs-frb.be/publication.aspx?id=223940&LangType=1033>
- Keleş, Ruşen (1961), "Dördüncü İskân ve şehircilik Haftası Konferansları", *AÜSBF Dergisi*, 16, sayı 1: 275-277. URL : <http://dergipark.ulakbim.gov.tr/ausbf/article/view/5000054949>
- Keleş, Ruşen (2002 [1^e éd. 1984]), *Kentleşme Politikası*, Ankara: İmge Kitabevi.
- Keleş, Ruşen ; Geray, Cevat (1983), "Fehmi Yavuz ve Türk Kentbilimi", in *Prof. Fehmi Yavuz'a Armağan*, Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, n°528: 3-28.
- Keyder, Çağlar; Aksu-Koç, Ayhan (1988), *External Labor Migration from Turkey and Its Impact. An Evaluation of the Literature*, Ottawa: International Development Research Center (IDRC, CRDI, CIID Manuscript Report 185e.
- Kıray, Mübeccel Belik (1964), *Ereğli, Ağır Sanayiden Önce bir Sahil Kasabası*, Ankara: Devlet Planlama Teşkilatı.
- Kıray, Mübeccel Belik (1970), "Squatter Housing: Fast Depeasantisation and Slow Workerisation in Underdeveloped Countries", Paper presented at the *Research Committee on Urban Sociology of the 7th World Congress of Sociology*, Varna, September.
- Kıray, Mübeccel Belik (1972), "Gecekondu: Az Gelişmiş Ülkelerde Hızla Toprakdan Kopma ve Kentle Bütünleşememe", *Cem Sar'a Armağan, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi*, 27, 3: 561-573. URL : <http://dergiler.ankara.edu.tr/dergiler/42/424/4732.pdf>
- Kocher, André ; Tapia Stéphane de (1989), « Immigration, habitat et emploi dans une vallée vosgienne en crise », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 5, 2: 107-120. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/remi.1989.1021>
- Köksal, Sema (1986), *Refah Toplumunda "Getto" ve Türkler*, İstanbul: Teknografik Matbaacılık.
- Köymen, Nusret Kemal (1948), *Bölge Plancılığı, Memleket Kalkınması*, İstanbul.
- Kumbaraoğlu, Sabri (1979), *Yurtdışındaki Türk Gençlerinin Mesleki Eğitimi*, Ankara: Çalışma Bakanlığı, Yurtdışı İşçi Sorunları Genel Müdürlüğü.
- Kutlu, Erol (1992), *Uluslararası işgücü hareketi teorisi çerçevesinde Türkiye'den AT'ye işgücü göçünün Türkiye ekonomisi üzerindeki etkilerinin analizi*, Eskişehir: Anadolu Üniversitesi, İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Yayınları, vol. 656, No. 95.
- Le Mire, Pierre (dir.) (2007), *La Turquie, candidate à l'adhésion*, Paris: L'Harmattan.
- Lewitt, Peggy (2001), *The Transnational Villagers*, Berkeley and Los Angeles: University of California Press.

- Lewitt, Peggy; DeWind, Josh; Vertovec, Steven (2003), "International Perspectives on Transnational Migration: An Introduction", *International Migration Review*, 37, 3: 565-575. URL : <http://dx.doi.org/10.1111/j.1747-7379.2003.tb00150.x>
- Liger, Didier (1972), « L'immigration turque en France », Mémoire d'étude, sous la direction de Louis Chevalier, Paris, l'IEP.
- Magnarella, Paul (1997), *Bir Köyün Serüveni. Türkiye'deki Gürcü Köylüler Arasında Gelenek, Göç ve Değişim*, İstanbul: Sinatle 1 [(1979): *The Peasant Venture, tradition, Migration, and Change among Georgian Peasants in Turkey*, Schenkman Publishing Company: Cambridge, MA.]).
- Magnarella, Paul; Türkdoğan, Orhan (1976), "The Development of Turkish Social Anthropology", *Current Anthropology*, 17, 2: 263-274. URL : <http://www.jstor.org/stable/2741538>
- Ma Mung, Emmanuel (1996), *Mobilités et investissements des émigrés. Maroc, Tunisie, Turquie, Sénégal*, Paris : L'Harmattan.
- Ma Mung, Emmanuel (1999), « La dispersion comme ressources », *Cultures et Conflits*, 33-34, « Les Anonymes de la mondialisation »: 89-103.
- Manry, Véronique, « Mobilités commerciales et affranchissement social : Marseille, Alger, Istanbul », Thèse de doctorat en sociologie en cours, sous la direction de Michel Péraldi, Université de Provence, Aix Marseille I.
- Manry, Véronique (2000), « Les activités entrepreneuriales et les réseaux des migrants turcs en France », in Rigoni, Isabelle (coor.), *Turquie : les mille visages. Politiques, religion, femmes, immigration*, Paris : Éditions Syllepse (un ouvrage issu du colloque « Les transformations de la société turque contemporaine, en Turquie et en exil », organisé les 9 et 10 décembre 1999 à l'IRESO): 207-224.
- Martin, Philip L. (1991), *Bitmeyen Öykü: Batı Avrupa'ya Türk İşçi Göçü-Özellikle Federal Alman Cumhuriyeti'ne*, Ankara: Uluslararası Çalışma Bürosu.
- Mauco, Georges (1932), *Les étrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique*, Paris: Armand Colin.
- Mendras, Henri (dir.) (1980), *La sagesse et le désordre*, Paris : Gallimard.
- Michel, Andrée (1956), *Les Travailleurs algériens en France*, Paris : éditions du CNRS.
- Millî Güvenlik Konseyi Genel Sekreterliği Müşterek İstihbarat Dairesi Başkanlığı (1981), *Yurtdışındaki T.C. Vatandaşlarının Anavatanı ve Devlete Bağlı, Türkiye Menfaatlerine Yararlı Bir Toplum Olmalarını Sağlamak İçin Kısa Vadede Alınabilecek Önlemler*, Ankara.
- Morawska, Ewa (2001), "Immigrants, Transnationalism, and Ethnicization: A Comparison of This Great Wave and the Last", in Gary Gerstle et John H. Mollenkopf, *E Pluribus Unum? Contemporary and Historical Perspectives on Immigrant Political Incorporation*, New York: Russell Sage: 175-212.
- Mutluer, Mutlu (1997), « Investissements des émigrés turcs à Denizli », *Revue européenne des migrations internationales*, 13, 2: 179-195. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/remi.1997.1557>
- Noiriel, Gérard (1988), *Le creuset français*, Paris: Seuil.
- Onulduran, Ersin; Van Renselaar, Herman (1976), "Uluslararası İlişkiler, Hukuksal ve Siyasal Boyutlar", in Abadan-Unat, Nermin; Keleş, Ruşen; Penninx, Rinus; Van Renselaar, Harman; Van Velzen Leo; Yenisey, Leylâ (éds.), *Göç ve Gelişme. Uluslararası İşçi Göçünün Boğazlıyan İlçesindeki Etkilerine İlişkin bir İnceleme*, Hollanda Üniversitesi Uluslararası İşbirliği Vakfı (NUFFIC), Gelişmekte Olan Ülkelerde Sosyal Bilim Araştırmaları Enstitüsü (IMWOO) ve Ankara Üniversitesi İskân ve Şehircilik Enstitüsü yayınları, Ankara, Ajanstürk (Türkçesi Dr. Ünsal Oskay): 28-46. URL : <http://kitaplar.ankara.edu.tr/dosyalar/pdf/146.pdf>
- Ozankaya, Özer (1976), "Cooperative Movement in Rural Turkey. A Case Study", *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi*, 31, 1- 4: 83-101. URL : <http://dergiler.ankara.edu.tr/dergiler/42/438/4884.pdf>

Ozankaya, Özer (1983), “Yurt Dışındaki İşçi Çocuklarının Eğitim-Öğretim Sorunları Üzerinde Bir Yaklaşım Önerisi”, *Prof. Dr. Fadıl H. Sur’un Anısına Armağan*, Ankara: A.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi Yay., No. 522: 635-654.

Öcal, Aslı (2008), “Pınar Hüküm röportajı”, in Danış, Didem ; İrtiş, Verda (éds.), *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye’den Fransa’ya Göç ve Göçmenlik Halleri*, İstanbul: Bilgi Üniversitesi Yayınları.

Öğretmen, İbrahim (1957), *Ankara’da 158 Gecekondu*, Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları.

Özdemir, Cem (1999), *Ben Almanyalıyım. Alman Parlamentosu’ndaki İlk Türk Asıllı Milletvekili*, Çeviri: Necla Ülkü Kuglin, İstanbul: İletişim.

Özgüneş, Mehmet (1982), *Yurtdışı İşçi Sorunları – Rapor*, Ankara: Başbakanlık Basımevi.

Özer, Tahsin (1976), « Migration internationale des travailleurs et développement économique : le cas du développement industriel en Turquie », Thèse de 3^e cycle en sciences économiques, sous la dir. de Philippe Mouchez, l’Université de Paris I.

Panzac, Daniel (1981), « La population de l’empire ottoman et de ses marges du XVe au XIXe siècle : bibliographie (1941-1980) », *Revue de l’Occident musulman et de la Méditerranée*, 31: 119-137. URL :

Pehlivanoğlu, Şadi (1966), “Dış Ülkelerdeki İşçilerimizin Sosyal ve Kültürel Meseleleri”, *Sosyal Siyaset Konferansları (18. Kitap)*, İstanbul: İstanbul Üniversitesi İktisat Fakültesi, İktisat ve İktimaiyat Enstitüsü: 75-84. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/remmm.1981.1909>

Pellé-Guttpetta, Isabelle ; Doğrusöz, Ufuk (1995), « Intégration et maîtrise du français. Nouvelle lecture des données de l’enquête M.G.I.S », in Stéphane de Tapia (dir.), *Turcs d’Europe... et d’ailleurs*, Annales de l’Autre Islam, n° 3, ERISM : Équipe de recherche interdisciplinaire sur les sociétés méditerranéennes musulmanes non arabes / Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris: 407- 431.

Pekin, H. (1979), *Yurtdışında Bulunan Türk Vatandaşlarının Türkiye Parlamento Seçimlerinde Oy Kullanmaları*, Ankara: Çalışma Bakanlığı, YİS Genel Müdürlüğü.

Péraldi, Michel (1999), « Marseille : réseaux migrants transfrontaliers, place marchande et économie de bazar », *Cultures et Conflits*, 33-34: 51-67. URL : <http://conflits.revues.org/232>

Péraldi, Michel (éd.) (2001), *Cabas et containers. Activités marchandes et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris : Maisonneuve et Larose.

Pérouse, Jean-François (2004), « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004), une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issues n°1, « Gecekondu ». URL : <http://ejts.revues.org/117>

Petek-şalom, Gaye (1984), « Recherche-Action sur la communauté immigrée turque en France », ADRI (Agence pour le développement des relations interculturelles).

Petek-şalom, Gaye (1987 a), « Origine géographique, sociale et professionnelle des travailleurs turcs en France », *Lettre d’information du Centre des cultures méditerranéennes*, n° 1, octobre.

Petek-şalom, Gaye (1987 b), « Semblables et différentes. Images de la femme immigrée turque », *Migrations-Formation*, n° 71, décembre.

Petek-şalom, Gaye (1990 a), *La Turquie, itinéraires immigrés*, ISM Formation (Inter Service Migrants - Interprétariat).

Petek-şalom, Gaye (1990 b), « Les femmes immigrées turques », *Cahiers du GREC*, n° 8, 13 décembre.

Petek-şalom, Gaye (1991 a), « Turques en France, toutes les autres ne s’appellent pas Fatma... », *Hommes et Migrations*, 1141, mars, Dossier « Elles... Femmes en mouvement(s) ».

Petek-şalom, Gaye (1991 b), « Les jeunes filles turques en France », *Informations sociales*, octobre-novembre: 34-42.

Petek-şalom, Gaye (1992), « Jeunes de l'immigration turque : stigmates de l'identité », *Migrants-Société*, 20: 47-53.

Petek-şalom, Gaye (1995 a), « Les femmes de l'immigration turque en France au carrefour de l'islam turc et de la laïcité française », in Tapia, Stéphane de (dir.), *Turcs d'Europe... et d'ailleurs*, Annales de l'Autre Islam, n° 3, ERISM : Équipe de recherche interdisciplinaire sur les sociétés méditerranéennes musulmanes non arabes / Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris: 365-374.

Petek-şalom, Gaye (1995 b), « L'émigration turque en France. Recueil d'informations », Rapport FAS.

Petek-şalom, Gaye (1995 c), « Les femmes et le projet migratoire familial turc en France », in Jund, Alain ; Dumont, Paul ; Tapia, Stéphane de (éds.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Allemagne*, Paris: CIEMI, L'Harmattan (Actes du colloque international de Strasbourg, 25-26 février 1991, « Immigration turque en France et en Allemagne », textes rassemblés par Meropi Anastasiadou, publiés avec le concours du FAS): 249-255.

Petek-şalom, Gaye (1996), « Adolescentes et brus : nouveaux visages féminins turcs en France, conflits inter et intra-générationnels », *CEMOTI, Cahiers d'étude sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 21, « L'immigration turque au féminin »: 139-148. URL : <http://cemoti.revues.org/562>

Petek-şalom, Gaye (1997), « L'enfant turc à l'école », Conférence du 21 mai 1997, l'association ELELE, Maison des travailleurs de Turquie. URL : <http://www.bleublancturc.com/Franco-Turcs/enfantturc.htm>

Petek-şalom, Gaye (1998), « Les Ressortissants turcs en France et l'évolution de leur projet migratoire », *Hommes et Migrations*, 1212, mars-avril, « Immigrés de Turquie »: 14-23.

Petek-şalom, Gaye (2001), « Des gendres et des brus choisis au pays par les familles turques de France », *Hommes et Migrations*, 1232, juillet-août, « Vies de famille »: 41-50.

Petek-şalom, Gaye ; Bozarslan, Hamit (1993), « Les femmes originaires de Turquie : vie quotidienne, projets, avenir », *Migrations Études*, 37 (Étude FAS/Secrétariat d'État aux Droits des Femmes, Paris, l'association ELELE, Maison des travailleurs de Turquie, 1992).

Petek-şalom, Gaye ; Bozarslan, Hamit ; Hüküm, Pınar (1997), « Regroupement familial : modalités, réseaux d'accueil et processus d'insertion des primo-arrivants turcs », Étude FAS.

Petek, Gaye ; Pope, Nicole (décembre 2009), « Les Turcs et la France. Le regard des deux communautés », *Note Franco-Turque*, n°1, IFRI, Programme Turquie Contemporaine ; article diffusé en ligne sur le site de l'IFRI, Institut Français des Relations Internationales, Paris, Bruxelles. URL : http://www.ifri.org/?page=our-e-notes&id_pubcategorie=31

Petek-şalom, Gaye ; Tapia, Stéphane de ; Kastoryano, Riva (1999), *Connaissance des communautés turco-kurdes installées en France*, CNEF&CHEAM et Ministère de l'Intérieur, 27 Septembre.

Portes, Alejandro (éd.) (1995), *The Economic Sociology of Immigrants. Essays on Networks, Ethnicity, and Entrepreneurship*, New York: Russell Sage Foundation.

Portes, Alejandro (1999), « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, 1: 15-25. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/arss.1999.3300>

Portes, Alejandro (1997), "Immigration Theory For a New Century: Some Problems and Opportunities", *International Migration Review*, 31, 4: 799- 825. URL : <http://www.jstor.org/stable/2547415>

- Portes, Alejandro (1998), "Globalization From Below: The Rise of Transnational Communities", ESRC Transnational Communities working paper series, WPTC-98-01, Oxford University.
- Portes, Alejandro; Escobar, Cristina; Radford, Alexandria Walton (2007): "Immigrant Transnational Organizations and Development: A Comparative Study", *International Migration Review*, 41, 1: 242-281. URL : <http://dx.doi.org/10.1111/j.1747-7379.2007.00063.x>
- Portes, Alejandro; Guarnizo, Luis E.; Landolt, Patricia (1999): "The Study of Transnationalism: Pitfalls and Promise of an Emergent Research Field", *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2: 217-37. URL : <http://dx.doi.org/10.1080/014198799329468>
- Portes, Alejandro; Guarnizo, Luis E.; Haller, Willam J. (2002): "Transnational Entrepreneurs: An Alternative Form of Immigrant Economic Adaptation", *American Sociological Review*, 67, 2: 278-298. URL : <http://www.jstor.org/stable/3088896>
- Portes, Alejandro; Guarnizo, Luis E.; Haller, Willam J. (2003): "Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants", *American Journal of Sociology*, 108, 6: 1211-1248. URL : http://www.ssrc.org/workspace/images/crm/new_publication_3/%7Bce43828a-3455-de11-afac-001cc477ec70%7D.pdf
- Quataert, Donald (éd.) (1994): *Manufacturing in the Ottoman Empire and Turkey, 1500-1950*, Albany: State University of New York Press.
- Ray, Joanny (1938), *Les Marocains en France*, Paris : Sirey.
- Reynaud, Jean-Daniel (dir.) (1966), *Tendances et volontés de la société française*, SEDEIS, Paris.
- Rigoni, Isabelle (coord.) (2000), *Turquie : les mille visages. Politiques, religion, femmes, immigration*, Paris : Éditions Syllepse (un ouvrage issu du colloque « Les transformations de la société turque contemporaine, en Turquie et en exil », organisé les 9 et 10 décembre 1999 à l'IRESO).
- Rigoni, Isabelle (2000 a), « Introduction » in Rigoni, Isabelle (coord.), *Turquie : les mille visages. Politiques, religion, femmes, immigration*, Paris : Éditions Syllepse (un ouvrage issu du colloque « Les transformations de la société turque contemporaine, en Turquie et en exil », organisé les 9 et 10 décembre 1999 à l'IRESO).
- Rigoni, Isabelle (2000 b), « Mobilisations, actions, recompositions : migrants de Turquie et réseaux associatifs en France, en Allemagne et en Belgique », Thèse de doctorat en sciences politiques, sous la direction de Pierre Cours-Salies, l'Université de Paris VIII.
- Rigoni, Isabelle (2001), *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*, Paris : L'Harmattan.
- Robinson, Richard D. (1958), "Turkey's Agrarian Revolution and the Problem of Urbanization", *Public Opinion Quarterly*, 22: 397-401. URL : <http://dx.doi.org/10.1086/266807>
- Roland, Charlotte (1962), *Du ghetto à l'Occident, deux générations Yiddiches en France*, Paris: Éditions de Minuit.
- Rosental, Paul-André (2003), *L'intelligence démographique*, Paris : Odile Jacob.
- Sayad, Abdelmalek (1975), « Elghorba : le mécanisme de reproduction de l'émigration », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1, 2: 50-66. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/arss.1975.2457>
- Sayad, Abdelmalek (1977), « Les "trois âges" de l'émigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 15, 1: 59-79. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/arss.1977.2561>
- Sayad, Abdelmalek (1984), « Tendances et courants des publications en sciences sociales sur l'immigration en France depuis 1960 », *Current Sociology*, 32, 3: 219-304.
- Sayad, Abdelmalek (1985), « L'immigration algérienne, une immigration exemplaire », in Costa-Lascoux, Jacqueline ; Temime, Émile (sous la dir. de), *Les Algériens en France, genèse et devenir d'une migration*, Paris: Publisud: 19-49.

- Sayad, Abdelmalek (1986), « “Coûts” et “profits” de l’immigration, les présupposés politiques d’un débat économique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 61, 1: 79-82. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/arss.1986.2308>
- Sayad, Abdelmalek (1999), *La Double absence. Des illusions de l’immigré aux souffrances de l’immigré*. Paris: Seuil.
- Sayın, Önal (1975), « Les ouvriers turcs en Europe (France, Allemagne, Hollande, Belgique) », Thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. de Michel Simon, l’Université de Lille I.
- Sauvy, Alfred (1946), « Évaluations des besoins de l’immigration française », *Population*, 1, 1: 91-99. URL : <http://dx.doi.org/10.2307/1524395>
- Savaş, K.; Akdoğan, Ö. (1980): *Batı Avrupa Ülkelerindeki Türk İşçileri*, Ankara: Çalışma Bakanlığı.
- Sertel, Yıldız (1985), « La crise économique et la migration turque : l’immigration turque en France », Thèse de doctorat d’État, sciences économiques, sous la dir. de Kostas Vergopoulos, l’Université de Paris VIII.
- Sevimli, İbrahim (1993), *Uzun Bir Göç Öyküsü: Halk, Göçmen, Azınlık Ya Da Ulus Olmak*, İstanbul: Belge Yayınları.
- Schiff, Claire (2000 a), « Situation migratoire et condition minoritaire : une comparaison entre les adolescents primo-arrivants et les jeunes de la deuxième génération vivant en milieu défavorisé », Thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. de Michel Wieviorka, Paris, l’EHESS.
- Schiff, Claire (2000 b), « L’expérience migratoire et ses effets sur l’identité : le cas des adolescents primo-arrivants », in Rigoni, Isabelle (coord.), *Turquie : les mille visages. Politiques, religion, femmes, immigration*, Paris : Éditions Syllepse (un ouvrage issu du colloque « Les transformations de la société turque contemporaine, en Turquie et en exil », organisé les 9 et 10 décembre 1999 à l’IRESCO): 179-190.
- Schiff, Claire (2001), « De l’État-Nation au monde transnational. Du sens et de l’utilité du concept de diaspora », *REMI, Revue européenne de migrations internationales*, 17, 2: 9-36. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/remi.2001.1777>
- Schnapper, Dominique (1986), « Préface », in Kastoryano, Riva, *Être Turc en France. Réflexions sur familles et communauté*, Paris : CIEMI et L’Harmattan: 11-13.
- Smith, Michael Peter; Guarnizo, Luis Eduardo (éds.) (1998), *Transnationalism From Below*, New Brunswick: Transaction Publishers.
- Smith, Robert C. (2001), “Comparing Local-Level Swedish and Mexican Transnational Life: An Essay Historical Retrieval”, in Pries, Ludger (éd.), *New Transnational Social Spaces. International Migration and Transnational Companies in the Early Twenty-First Century*, London: Routledge Research on Transnationalism: 37-58.
- Smith, Robert C. (2003), “Diasporic Memberships in Historical Perspective: Comparative Insights from the Mexican, Italian, and Polish Cases”, *International Migration Review*, 37, 3: 724-759. URL : <http://www.jstor.org/stable/30037755>
- Sönmez, Sinan (1978), « Mobilité internationale de la force de travail et sous-développement. Un exemple : La Turquie », Mémoire ou Thèse en sciences économiques, sous la dir. de Jacques Valier, l’Université de Paris X.
- Süslü, Taja (1978), « L’immigration turque en France », mémoire ou thèse en sciences économiques, sous la dir. de Henri Bartoli, l’Université de Paris I.
- Sourou, Benoît (2000), « Les représentations de l’identité chez les migrants turcs dans le discours sur l’infortune », in Rigoni, Isabelle (coord.), *Turquie : les mille visages. Politiques, religion, femmes, immigration*, Paris : Éditions Syllepse (un ouvrage issu du colloque « Les transformations de la

société turque contemporaine, en Turquie et en exil », organisé les 9 et 10 décembre 1999 à l'IRESO): 191-206.

Sourou, Benoît (2001), « “Le gendre à l’extérieur et la femme sans force” : constructions identitaires chez les migrants turcs dans le discours sur l’infortune », Thèse de doctorat en ethnologie, sous la dir. de Christian Meriot, l’Université de Bordeaux II.

Sourou, Benoît ; Rollan, Françoise (2006), *Les migrants turcs de France : entre repli et ouverture*, Paris : Publications de la Maison des sciences de l’homme d’Aquitaine.

Spire, Alexis (1999), « De l’étranger à l’immigré. La magie sociale d’une catégorie statistique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, 1: 50-56. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/arss.1999.3303>

şen, Faruk (1994), *Türkiye’nin Ufukları*, İstanbul: Önel Yayıncılık.

şenyapılı, Tansı (1978), *Bütünleşmemiş Kentli Nüfus Sorunu*, Ankara: ODTÜ Mimarlık Fakültesi, Yayın No. 27.

Tapia, Stéphane de (1980), « Migrants de Turquie en France du Nord-Est », Mémoire de maîtrise en géographie, l’Université de Strasbourg I.

Tapia, Stéphane de (1984), « Impact régional en Turquie des investissements industriels des travailleurs émigrés. L’exemple de Yozgat », Thèse de doctorat en géographie, sous la dir. de Jean-Michel Avenard, l’Université de Strasbourg I.

Tapia, Stéphane de (1986 a), « Émigration et développement : les premiers pas de l’industrialisation à Yozgat », *Travaux de l’Institut de Géographie de Reims*, n° 65/66, « La Turquie », numéro réalisé avec le concours de l’IFEA (l’Institut Français d’Études Anatoliennes): 157-167.

Tapia, Stéphane de (1986 b), « La création d’entreprises populaires par les migrants de Turquie », *REMI, Revue Européenne des Migrations Internationales*, 2, 1: 59-7. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/remi.1986.995>

Tapia, Stéphane de (1988), « Les communautés turques d’Alsace Centrale : une difficile insertion, un défi pour l’avenir », 113^e Congrès National des Sociétés Savantes, Strasbourg, Géographie.

Tapia, Stéphane de (1990), « Familles turques immigrées en Alsace : entre le ghetto et l’insertion », Communication à l’Atelier Franco-Allemand : « Familles, Islam, Émigrations Nouvelles, Pratiques de Reproduction Sociale des Migrants Turcs et Maghrébins », 24-27 octobre, La Baume-les Aix.

Tapia, Stéphane de (dir.) (1995), *Turcs d’Europe... et d’ailleurs*, Annales de l’Autre Islam, n° 3, ERISM : Équipe de recherche interdisciplinaire sur les sociétés méditerranéennes musulmanes non arabes/ Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris.

Tapia, Stéphane de (1995 a), « Le Champ migratoire turc et l’Europe », in Jund, Alain ; Dumont, Paul ; Tapia, Stéphane de (éds.), *Enjeux de l’immigration turque en Europe. Les Turcs en France et en Allemagne*, Paris : CIEMI, L’Harmattan (Actes du colloque international de Strasbourg, 25-26 février 1991, « Immigration turque en France et en Allemagne », textes rassemblés par Meropi Anastassiadou, publiés avec le concours du FAS): 15-38.

Tapia, Stéphane de (1995 b), « L’émigration turque : des “portes de l’étranger” aux “portes d’entrée” (*el kapılarından giriş kapılarına*) », in Tapia, Stéphane de (dir.), *Turcs d’Europe... et d’ailleurs*, Annales de l’Autre Islam, n° 3, ERISM : Équipe de recherche interdisciplinaire sur les sociétés méditerranéennes musulmanes non arabes/ Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris: 27-44.

Tapia, Stéphane de (1995 c), « L’émigration turque : circulation migratoire et diasporas », in Michel Bruneau (éd.), *Diasporas et espaces transnationaux*. Montpellier-Paris, Reclus, La Documentation Française (Espaces modes d’emploi): 174-188.

Tapia, Stéphane de (1996 a), « La France dans l'espace transnational turc », *Espaces, Population, Sociétés*, 2/3 : 529-540, Actes du 4^e Colloque National de Démogéographie de Poitiers, 25-27 octobre.

Tapia, Stéphane de (1996 b), *L'impact régional en Turquie des investissements industriels des travailleurs émigrés*, Paris, Istanbul : L'Harmattan / IFEA (l'Institut Français d'Études Anatoliennes).

Tapia, Stéphane de (1999), « Ulus et Yurt, Millet et Vatan : territoires nomades et migrations de mots (Éléments pour une discussion de la conception turque du territoire) », in Bonnemaïson, Joël ; Cambrézy, Luc ; Quinty-Bourgeois, Laurence (éds.), *Le territoire, lien ou frontière ? Identités, conflits ethniques et recompositions territoriales. Tome 2*, Paris : L'Harmattan (Géographies et Cultures, Série Fondements de la géographie culturelle): 125-138. URL : <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010017039>

Tapia, Stéphane de (2002), « Les migrations internationales dans les sources administratives et documentaires turques (1961-2000) », *Revue européenne des migrations internationales*, 18, 1, « Tourisme et migrations »: 159-198. URL : <http://remi.revues.org/2634>

Tapia, Stéphane de (2005), *Migrations et diasporas turques, Circulation migratoire et continuité territoriale (1957-2004)*, Paris, Istanbul : Maisonneuve et Larose / IFEA (l'Institut Français d'Études Anatoliennes).

Tapia, Stéphane de (2006), « Les Turcs expatriés en 2005-2006 : combien sont-ils ? Où sont-ils ? Les étrangers en Turquie : combien sont-ils ? D'où viennent-ils ? », *Revue européenne des migrations internationales*, 22, 3: 229-251. URL : <http://remi.revues.org/3421>

Tapia, Stéphane de (2007 a), « Les origines géographiques des immigrés turcs en Europe », *Revue Regards sur L'Est, Géopolitique*, Dossier : « Les Turcs d'Europe », URL : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=745

Tapia, Stéphane de (2007 b), « L'immigration turque en Europe. Communauté(s), Population immigrée(s), Grille de lecture des échelles géographiques et des structures sociales » (Introduction), in Guillou, Anne Yvonne, Tapia Stéphane de ; Wadbled, Pôleth M. (dir.), *Migrations turques dans un monde globalisé. Le poids du local*, Presses Universitaires de Rennes (Issu du colloque « Migrations turques de la Bretagne à l'Europe, Le poids du local », organisé par le LAS [Laboratoire d'Anthropologie et de Sociologie]-CERTAC, de l'Université de Haute-Bretagne-Rennes 2, 23 septembre 2004, Rennes): 19-35.

Tapia, Stéphane de ; İçduygu, Ahmet (2006), « Panorama du régime des migrations internationales en Turquie », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 22, 3, « La Turquie 2006 : aux portes de l'Union Européenne »: 11-21. URL <http://remi.revues.org/3221?lang=fr>

Tapia, Stéphane de ; Brabant, Jacques ; Levallois, André ; Selimanovski, Marie-Catherine (1990), « La communauté turque en Alsace », GERIM/FAS Alsace, Strasbourg, 218 p.

Tarrius, Alain (1992), *Les Fourmis d'Europe. Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes transnationales*, Paris: L'Harmattan.

Tarrius, Alain (2000), *Les Nouveaux cosmopolitismes*, Paris: L'Aube.

Tarrius, Alain (2001), « Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants », *Revue européenne de migrations internationales*, 17, 2: 37-61. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/remi.2001.1778>

Tarrius, Alain (2002), *La Mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*, Paris : Éditions Balland.

Taşkingöl Başaran, Fatma (2005), *Manisa şehri Üzerinde Sosyal Bir Araştırma 1950*, Ankara: Sosyoloji Derneği Yayınları.

- Tekeli, İlhan (1983), “Türkiye’de Kentsel Araştırmanın Gelişimi ve Gündemindeki Yeni Sorular”, *Prof. Fehmi Yavuz’a Armağan*, Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 528: 65-78.
- Tekeli, İlhan (2005), “Bir Kurucu kişilik olarak Esat Turak”, *ODTÜ Mimarlık Fakültesi Dergisi*, 1: 5-12.
URL : http://jfa.arch.metu.edu.tr/archive/0258-5316/2005/cilt22/sayi_1/v-xxi.pdf
- Thomas, William Isaac; Znaniecki, Florian (1927 [1918-1920]), *The Polish Peasant in Europe and America*, New York, A. Knopf (édition originale: vol. 1-2, Chicago, The University of Chicago Press; vol. 3-5, Boston, Badger Press).
- Thomas, William Isaac; Znaniecki, Florian (1998 [Chicago, 1919]), *Le Paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d’un migrant*, Paris : Nathan. (traduction du vol. 3).
- Tietze, Nicola (1999), « L’Islam : un mode de construction subjective dans la modernité. Des formes de religiosité musulmane chez les jeunes hommes dans les quartiers défavorisés en France et en Allemagne », Thèse de doctorat de sociologie en cotutelle franco-allemande, sous la dir. de Farhad Khosrokhavar et de Dirk Kaesler, Paris, l’EHESS et l’Université Philipps-Universität.
- Tietze, Nicola (2000), « La Turcité en Allemagne : variations sur la déclaration : “Je suis turc” », in Rigoni, Isabelle (coord.), *Turquie : les mille visages. Politiques, religion, femmes, immigration*, Paris : Éditions Syllepse (un ouvrage issu du colloque « Les transformations de la société turque contemporaine, en Turquie et en exil », organisé les 9 et 10 décembre 1999 à l’IRESCO): 237-246.
- Tietze, Nicola (2002), *Jeunes musulmans de France et d’Allemagne. Les constructions subjectives de l’identité*, Paris : L’Harmattan.
- Toprak, Zafer (1981), “Almanya’ya İlk İşçi Ve Öğrenci Göçü: 1916-1918”, *Bilim ve Sanat*, 3: 26-27.
- Tribalat, Michèle (1995), *Faire France*, Paris : La Découverte.
- Tribalat, Michèle (1996) (avec la collaboration de Patrick Simon et Benoît Riandey), *De l’immigration à l’assimilation : enquête sur les populations d’origine étrangère en France*, Paris : La Découverte/INED.
- Tribalat, Michèle ; Garson, Jean-Pierre ; Moulier-Boutang, Yann ; Silberman, Roxanne (1991), *Cent ans d’immigration : étrangers d’hier, Français d’aujourd’hui*, Paris : PUF (« Travaux et Documents. INED, n° 131 »).
- Tripiet, Maryse (1987), « L’immigration dans la classe ouvrière en France », Thèse de doctorat d’État en sociologie, sous la dir. de Michel Verret, l’Université de Nantes.
- Tripiet, Maryse (1990), *L’immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris : CIEMI, L’Harmattan.
- Tuna, Orhan (1966), *Batı Memleketlerine İşgücü Akımı Yönünden Doğu ve Kuzeydoğu Bölgesinde Bir Araştırma*, İstanbul: Hüsnütabiat Matb.
- Tuna, Orhan (1967), *Yurda Dönen İşçilerin İntibaki Sorunları*, Ankara: DPT: 617-SPD: 157.
- Tuna, Ö. (1973), “Yabancı Ülkelerdeki İşçilerimiz ve Kültür Problemi”, *Türk Kültürü*, 11 (128): 645-647.
- Tuna, Korkut (1975), “Yurt Dışına İşçi Gönderme Olayının Sosyolojik Eleştirisi” (Doktora Tezi), İstanbul Üniversitesi, Edebiyat Fakültesi Sosyoloji Bölümü. URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusosyoloji/article/view/1019007883>
- Türkdoğan, Orhan (1973), *Batı Almanya’nın Bir Kentinde Türk İşçilerinin Sosyo Ekonomik Yapısı*, Ankara: Atatürk Üniversitesi Yay., No. 307.
- Türkdoğan, Orhan (1982), “Yabancı Bir Kültürde Türk İşçileri”, *Türk Kültürü*, 20 (229): 1-4.
- « Turquie : Le mariage forcé », Rapport pour la Commission des Recours des Réfugiés, 2005.

- Tütengil, Cavit Orhan (1965), “Ereğli - Ağır Sanayiden Önce Bir Sahil Kasabası, Yazar: Mübeccel KIRAY”, *İstanbul Üniversitesi İktisat Fakültesi Mecmuası*, cilt 25, sayı 1-2: 320-322.
- T.C. Oslo Büyükelçiliği (1978), *Norveç'teki Türk İşçilerinin Durumu ve Sorunları Hakkında Özet Not*, Oslo.
- Uluslan, Asuman (1981), « Sens et modèle de la maternité chez la femme turque d'origine rurale ; les réseaux de communication à établir pour transmettre une innovation en matière de maternité », Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, sous la dir. de Jean-Claude Filloux, l'Université de Paris X.
- Vaner, Semih ; Yerasimos, Stéphane (1988), « Petite chronique des “gecekondu” », in *Istanbul*, Paris: Autrement, Série « Monde », H.S., 29: 151-154.
- Vassaf, Gündüz (1983), *Daha Sesimizi Duyurmadık. Avrupa'da Türk İşçi Çocukları*, İstanbul: Belge Yay.
- Vertovec, Steven (2001), “Transnationalism and Identity”, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 27, 4: 573-582. URL : <http://dx.doi.org/10.1080/13691830120090386>
- Vertovec, Steven ; Cohen, Robin (éds.) (1999), *Migration, Diasporas and Transnationalism*, Aldershot: Edward Elgar.
- Waldinger, Roger (2006), « “Transnationalisme” des immigrants et présence du passé », *Revue européenne des migrations internationales*, 22, 2: 23-41. URL : <http://remi.revues.org/2817>
- Waldinger, Roger; Fitzgerald, David (2004), “Transnationalism in Question”, *American Journal of Sociology*, 109, 5: 1177-1195. URL : http://ccis.ucsd.edu/wp-content/uploads/2009/12/Fitzgerald-and-Waldinger-2004.AJS_.pdf
- Wallraff, Günter (1985), *Ganz Unten*, Köln: Kiepenheuer & Witsch [(1986), *Tête de Turc*, Paris: La Découverte ; (1986), *En alttakiler* (Ceux dans les bas-fonds), İstanbul: Milliyet Yayınları].
- Wimmer, Andreas; Glick-Schiller, Nina (2002), “Methodological nationalism and beyond: nation-state building, migration and the social sciences”, *Global Networks*, 2, 4: 301-334. URL : <http://www.princeton.edu/~awimmer/B52.pdf>
- Yalaz, Hansu (1998), « Les jeunes originaires de Turquie en quête d'identité », *Hommes et Migrations*, 1212, mars-avril, « Immigrés de Turquie »: 80-87.
- Yasa, İbrahim (1955), *Hasanoğlan Köyü: İktisadi-Yapısı*, Ankara: TODAİE (Türkiye ve Orta Doğu Amme İdaresi Enstitüsü Yayınları), Doğu Matbaası.
- Yasa, İbrahim (1957), *Hasanoğlan: Socio-economic Structure of a Turkish Village*, Public Administration Institute for Turkey and the Middle East, Ankara: Yeni Matbaa.
- Yasa, İbrahim (1979 a), “Dış Göçler ve Alamancı Aile”, *Sosyoloji Konferansları (17. Kitap) Ord. Prof. Dr. Hilmi Ziya Ülken Özel Sayısı*, İstanbul: İstanbul Üniversitesi İktisat Fakültesi Sosyoloji Enstitüsü: 83-87. URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusoskon/article/viewFile/1023006692/1023006214>
- Yasa, İbrahim (1979 b), *Yurda Dönen İşçiler ve Toplumsal Değişme*, Ankara, TODAİE (Türkiye ve Orta Doğu Amme İdaresi Enstitüsü Yayınları), n° 182.
- Yasa, İbrahim; Bozkurt, Ömer (1974), “Orta Anadolu'dan Batı Avrupa'ya Göç ve Toplumsal Değişme”, *Amme İdaresi Dergisi*, 7, 3: 45-72. URL . http://www.todaie.edu.tr/resimler/ekler/2a3141022477648_ek.pdf?dergi=Amme%20DDaresi%20Dergisi
- Yavuz, Fehmi (1953), “Bina Yapımını Teşvik”, *İller ve Belediyeler Dergisi*: 63-68.
- Yasa, İbrahim; Bozkurt, Ömer (1956), “Şehirciliğimiz Bakımından Ekonomik Faaliyetlerin Kuruluş Yeri ve Bölgecilik”, *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Dergisi*, 11, 3: 370-386. URL . <http://dergipark.ulakbim.gov.tr/ausbf/article/view/5000055193>

- Yasa, İbrahim; Bozkurt, Ömer (1957), “Gecekondu” (önsöz), in İbrahim Öğretmen, *Ankara’da 158 Gecekondu*, Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Yayınları.
- Yasa, İbrahim; Bozkurt, Ömer (1958 a), “Yurt Ölçüsünde İskân Problemi ve Bölge: Memleket Plancılığı”, *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Dergisi*, 13, 3: 131-149. URL : <http://dergipark.ulakbim.gov.tr/ausbf/article/view/5000055071>
- Yasa, İbrahim; Bozkurt, Ömer (1958 b), “Büyük şehirlerimizin Meseleleri”, *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Dergisi*, 13, 4: 115-128. URL : <http://dergipark.ulakbim.gov.tr/ausbf/article/view/5000055059>
- Yasa, İbrahim; Bozkurt, Ömer (1961), “Gecekondu Konusu”, *Dördüncü İskân ve şehircilik Haftası Konferansları (19-21 Nisan 1960)*, Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi İskân ve şehircilik Enstitüsü Yayınları, No.7, Ajans Türk Matbaası: 41-64.
- Yasa, İbrahim; Bozkurt, Ömer (1962), “Şehirciliğimiz ve Politikacılar”, *Altıncı İskân ve şehircilik Haftası Konferansları (11-13 Haziran 1962)*, Ankara, Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi İskân ve şehircilik Enstitüsü Yayınları, No.7, Ajans Türk Matbaası: 16-17.
- Yerasimos, Stéphane (1988), « La planification de l’espace en Turquie », *Revue de l’Occident musulman et de la Méditerranée*, 50, « Turquie, la croisée des chemins »: 109-123. URL : <http://dx.doi.org/10.3406/remmm.1988.2257>
- Yerasimos, Stéphane (1995), « La laïcité à l’épreuve de l’exode rural », *Cahiers d’Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 19. URL . <http://cemoti.revues.org/1694>
- Yerasimos, Stéphane (2001), « Istanbul : approche géopolitique d’une mégapole », *Hérodote*, 103, 4: 102-117. URL . <http://dx.doi.org/10.3917/her.103.0102>
- Yerasimos, Stéphane (2004), « La formation du milieu », 3^e partie du Rapport de recherche « Cultures et milieux urbanistiques dans le Sud de la Méditerranée ». Volume 1, Synthèse et analyses comparatives, Responsables scientifiques : Stéphane Yerasimos, Taoufik Souami, Labo. Théorie des Mutations Urbaines FRE Cité - C.N.R.S. – Univ. de Paris VIII, Ministère des Affaires Étrangères, ISTED, PRUD. URL : http://www.gemdev.org/prud/rapports/rapport16_1.pdf
- Yerasimos, Stéphane (2005), « Les Grecs d’Istanbul après la conquête ottomane », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 107-110: 375-399. URL : <http://remmm.revues.org/2822>
- Yurdusev, Şermin (1984), « Problèmes de scolarisation des enfants de travailleurs immigrés turcs », Thèse de doctorat en sciences de l’éducation, sous la dir. de M. Léon, l’Université de Paris V.
- Yüksel, Niyazi (1989), « Les coopératives agricoles et leurs unions », *Options Méditerranéennes*, Sér. B/n° 1, Agricultures Méditerranéennes : la Turquie: 181-190. URL : <http://om.ciheam.org/om/pdf/b01/C1890338.pdf>
- Zarinebaf, Fariba (2007), “Migration, Marginality and Guilds in 18th Century Istanbul” (the paper is based on a forthcoming manuscript entitled, *The Mediterranean’s Metropolis: Urbanization, Crime and Social Control in 18th Century Istanbul*). URL : www.virginia.edu/history/files/papers/Zarinebaf_Istanbul.doc
- Zarinebaf, Fariba (2010), *Crime & Punishment in Istanbul 1700-1800*, Berkeley and Los Angeles, California: University of California Press.
- Zengin, Orhan (1983), « La vie quotidienne des travailleurs immigrés Turcs en France », Mémoires d’étude en sociologie, l’Université Paris VII.

Les revues

CEMOTI, Cahiers d'étude sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien, numéro 8 (1989), « La communauté européenne et la Turquie devant la question de l'adhésion : approche culturelle d'une relation politique (I) ». URL : <http://cemoti.revues.org/889>

CEMOTI, numéro 10 (1990), « La communauté européenne et la Turquie devant la question de l'adhésion : approche culturelle d'une relation politique (II) ». URL : <http://cemoti.revues.org/883>

CEMOTI, numéro 13 (1992), « L'immigration turque en France et en Allemagne ». URL : <http://cemoti.revues.org/876>

CEMOTI, numéro 21 (1996), « L'immigration turque au féminin ». URL : <http://cemoti.revues.org/915>

Cultures et Conflits, numéro 33-34 (1999), « Les Anonymes de la mondialisation ». URL : <http://conflits.revues.org/46>

Hommes et Migrations, numéro 108 (1967), « Connaissance des Turcs et de la Turquie ».

Hommes et Migration, numéro 1153 (1992), « Les Turcs en Alsace ».

Hommes et Migrations, numéro 1214 (1998), « Migrants et solidarités nord-sud ».

Hommes et Migrations, numéro 1237 (2002), « Diasporas caribéennes ».

Hommes et Migrations, numéro 1239 (2002), « Africains, citoyens d'ici et de là-bas ».

International Migration Review, les numéros parus depuis la fin des années 1990. URL : <http://onlinelibrary.wiley.com/journal/10.1111/%28ISSN%291747-7379>

Journal of Ethnic and Migration Studies, les numéros parus depuis 1998. URL : <http://www.tandfonline.com/loi/cjms20>

Revue européenne des migrations internationales, vol. 24, n° 2 (2008), « Pratiques transnationales, mobilité et territorialités ». URL : <http://remi.revues.org/4442>

Sosyal Siyaset Konferansları Dergisi, sayı 16 (1965). URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusskd/issue/view/1023000621>

Sosyal Siyaset Konferansları Dergisi, sayı 17 (1966). URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusskd/issue/view/1023000622>

Sosyal Siyaset Konferansları Dergisi, sayı 18 (1967). URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusskd/issue/view/1023000623>

Sosyal Siyaset Konferansları Dergisi, sayı 19 (1968). URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusskd/issue/view/1023000632>

Sosyal Siyaset Konferansları Dergisi, sayı 20 (1970). URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusskd/issue/view/1023000638>

Toplum ve Bilim, sayı 17 (2003): "Göç Sosyolojisi Özel Sayısı". URL : <http://www.journals.istanbul.edu.tr/iusosyoloji/issue/view/1019002005>

Türkiye Araştırmaları Literatür Dergisi, sayı 11 (2008), "Türk Sosyoloji Tarihi". URL : <http://www.talid.org/dergiler.aspx?SAYI=11>

Séminaires, conférences

« Colloque Européen. De la Turquie à l'Europe : l'immigration au féminin », 7 et 8 novembre 1994, organisé par l'association ELELE, Maison des travailleurs de Turquie, à l'occasion de ses 10 ans.

« Honneur et violence : fatalité ou conjoncture pour les femmes turques ? », Actes du Colloque organisé à l'UNESCO par l'association ELELE, Maison des travailleurs de Turquie, les 12 et 13 décembre 1997 avec le concours de FAS et du Service des Droits des Femmes.

« L'immigration turque en France : Bilan, problèmes et recommandations », Journées d'étude organisé par le Comité France-Turquie, 4 décembre 1993 à l'UNESCO.

« L'immigration turque et le travail social pour l'intégration en France et en Allemagne », Colloque organisé par l'association ELELE, Maison des travailleurs de Turquie, avec le soutien du FAS, novembre 1998, Paris.